

CAI
Z3
-68L19
FRE

CONFIDENTIAL

TITLE: EVOLUTION DE LA PHILOSOPHIE DU SYNDICALISME AU QUEBEC 1940-1965
(FPTQ-FTQ) (CTCC-CSN)

AUTHOR: Monsieur Louis-Marie Tremblay, Directeur,
Département des relations industrielles,
Université de Montréal,
Case postale 6128,
Montréal, Québec.

DRAFT STUDY

Canada
prepared for

TASK FORCE ON LABOUR RELATIONS
(Privy Council Office)

PROJECT NO. 19

Submitted: AOÛT 1968

This draft study is deposited for library use
with the compliments of the author but must not be
quoted without his written permission.

CONFIDENTIAL

CAI
Z3
-68L19
FRE

TITLE: EVOLUTION DE LA PHILOSOPHIE DU SYNDICALISME AU QUÉBEC 1940-1965
(FPTQ-FTQ) (CTCC-CSN)

AUTHOR: Monsieur Louis-Marie Tremblay, Directeur,
Département des relations industrielles,
Université de Montréal,
Case postale 6128,
Montréal, Québec.

DRAFT STUDY

prepared for

TASK FORCE ON LABOUR RELATIONS
(Privy Council Office)

PROJECT NO. 19

Submitted: AOÛT 1968

This draft study is deposited for library use
with the compliments of the author but must not be
quoted without his written permission.



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119710739>

Table des Matières

Avant-propos.		p. 1
Chapitre I	Aspects méthodologiques	p. 3
	Introduction	p. 4
	I- Modèle d'analyse et hypothèses	p. 4
	II- Choix des données	p. 7
	a) Matériel et technique d'analyse	p. 7
	b) Limites	p. 11
	Conclusion	p. 13
	Références	p. 13
Partie I	Idéologie de la Fédération des Travailleurs du Québec de 1940 à 1965.	p. 14
Chapitre II	Définition du système économique	p. 15
	Introduction	p. 16
	I Acceptation du système: 1940-57	p. 16
	II Contestation du système: 1957-65	p. 18
	Conclusion	p. 23
	Références	p. 24
Tableau I	Diagramme de l'idéologie de la FTQ sur le système économique.	p. 26
Chapitre III	Définition du Système social: 1940-65	p. 27
	Introduction	p. 28

I	L'Education	p. 29
II	La Sécurité sociale	p. 34
	a) Considérations générales	p. 34
	b) L'assurance-chômage	p. 34
	c) La santé	p. 37
	d) La sécurité au travail	p. 40
	e) Pension de vieillesse et caisse de retraite.	p. 41
	f) Les allocations familiales	p. 43
	g) Le salaire minimum	p. 44
	h) Autres questions sociales: le logement.	p. 45
	Analyse et conclusion	p. 45
	Références	p. 50
Chapitre IV	Définition de l'action syndicale	p. 52
	Introduction	p. 53
I	Définition du rôle du syndicalisme	p. 53
II	Définition des rapports avec les membres.	p. 55
III	Définition du rapport avec le patronat	p. 57
IV	Définition des rapports intersyndicaux.	p. 59
	a) Définition des rapports avec les syndicats de boutique.	p. 59
	b) Définition de l'unité syndicale.	p. 60
	c) Définition des rapports avec les unions américaines.	p. 63

	d) Définition des rapports avec le CTC.	p. 65
V	La FTQ et l'internationalisme.	p. 67
VI	L'action politique	p. 68
	a) Le non-engagement: 1940-58	p. 68
	b) La politisation du mouvement: 1958 jusqu'à nos jours.	p. 71
	Conclusion	p. 73
	Références	p. 76
Chapitre V	Définition du Système de Relations Industrielles.	p. 79
	Introduction	p. 80
I	Le droit d'association	p. 80
	a) Attitudes défensives	p. 81
	b) Attitudes revendicatrices	p. 83
	c) La logique d'une antinomie: sécurité syndicale et liberté d'association.	p. 85
II	Le droit de négociation	p. 85
III	Le droit de grève	p. 87
	a) obstacles à l'exercice du droit de grève.	p. 87
	b) reconnaissance du droit de grève.	p. 89
IV	Rôle de l'Etat dans le système de relations industrielles.	p. 91
	Conclusion	p. 95
	Références	p. 97

Partie II	Idéologie de la CTCC-CSN: 1940-65	p. 99
Chapitre VI	Définition du système économique	p. 100
	Introduction	p. 101
	I Phase contestation-accomodation: 1943-60	p. 101
	a) le problème de l'inflation	p. 102
	b) le problème du chômage	p. 104
	c) le rôle de l'Etat	p. 106
	II Phase contestation-réformisme: les années 60.	p. 108
	a) prix, revenu et productivité	p. 108
	b) L'économie canadienne: nais- sance d'un nationalisme écono- mique.	p. 110
	c) le capitalisme moderne: un pro- blème de démocratisation.	p. 112
	d) La planification économique dé- mocratique.	p. 115
	Synthèse et conclusion	p. 118
	Références	p. 122
Chapitre VII	Définition du système social	p. 125
	Introduction	p. 126
	I L'éducation	p. 126
	a) l'accessibilité à l'instruc- tion et à la culture.	p. 127
	b) La démocratisation de l'en- seignement.	p. 129
	c) L'éducation des adultes.	p. 132

II	La sécurité sociale	p. 134
	a) considérations générales	p. 134
	b) rôle de l'Etat en matière de sécurité sociale.	p. 137
	c) La sécurité au travail	p. 140
	d) l'assurance-chômage	p. 142
	e) pensions et sécurité de vieillesse	p. 144
	f) l'assurance-santé	p. 146
III	La famille	p. 149
	a) aspects généraux	p. 149
	b) le travail féminin	p. 152
	Conclusion	p. 153
	Références	p. 156
Chapitre VIII	Définition de l'action syndicale	p. 159
	Introduction	p. 160
I	Définition du syndicalisme	p. 161
	a) L'orientation initiale	p. 161
	b) Les composantes de la définition entre 1940-60.	p. 164
	1- Les objectifs professionnels	p. 164
	2- Les objectifs para-professionnels.	p. 165
	3- Le corporatisme	p. 167
	4- Le nationalisme	p. 168
	5- La confessionnalité	p. 170

	c) Les années 60	p. 172
II	Définition des rapports avec les membres.	p. 175
III	Définition des rapports avec le patronat.	p. 178
IV	Définition des rapports inter-syndicaux.	p. 181
	a) Anti-unions internationales	p. 181
	b) L'unité syndicale	p. 182
	c) Les syndicats de boutique	p. 183
V	L'Action politique	p. 184
	a) Définition	p. 184
	b) Evolution	p. 186
	1- Méthode bureaucratique	p. 186
	2- Méthode éducative	p. 187
	3- Méthode d'influence	p. 191
	Conclusion	p. 194
	Références	p. 197
Chapitre IX	Définition du système de relations industrielles.	p. 199
	Introduction	p. 200
	I Le droit d'association	p. 201
	II La résolution des conflits: l'arbitrage.	p. 205
	III Le rôle de l'Etat	p. 207
	Conclusion	p. 210
	Références	p. 212
	Conclusion finale	p. 213
	Annexe	p. 216

AVANT-PROPOS


Nous soumettons par la présente le rapport final d'une recherche entreprise à la demande de "l'Equipe spécialisée en Relations de travail", sur l'évolution de la philosophie du syndicalisme au Québec. Ce rapport intègre le matériel disparate présenté dans un rapport préliminaire antérieur et fait la synthèse et l'analyse de ce premier rapport.

Notre étude traite des deux principaux mouvements syndicaux québécois, la FPTQ-FTQ et la CTCC-CSN. Elle couvre une période allant de 1940 à 1965. Elle repose principalement sur une analyse documentaire qui a porté sur les journaux syndicaux, les mémoires, les rapports de congrès et autres documents de caractère public. Etant donné l'abondance du matériel et les moyens dont nous disposions, nous avons dû procéder par voie d'échantillonnage. Notre démarche et ses implications analytiques sont exposées au chapitre I qui porte sur la méthodologie. Le reste de notre rapport se divise en deux grandes parties, la première portant sur la FPTQ-FTQ, la seconde traitant de la CTCC-CSN. Dans chacune de ces parties nous avons exposé les définitions du système économique, du système social, du système de relations industrielles et du rôle de l'action syndicale.

Nous ne prétendons pas que notre étude a un caractère final et définitif. Nous sommes au contraire, très conscients du fait que nous avons dû faire un travail de défrichage, et que nous avons dû le faire avec des moyens limités. Nous croyons toutefois que notre recherche comble

partiellement le vide de notre connaissance analytique du syndicalisme québécois et qu'elle appelle pour plusieurs années des investigations supplémentaires ayant pour but de compléter la connaissance des idéologies syndicales et de sophistication leur analyse et leur interprétation.

Nous désirons exprimer ici notre reconnaissance aux personnes qui nous ont assistés dans notre recherche. Nous sommes particulièrement redevables aux assistants Jean Payette, Raynald Blais, Simone Landry et Jean-Louis Ledoux pour la collection des données. Madame Francyne Panet-Raymond a été une aide très précieuse dans la préparation du rapport final. On ne saurait cependant imputer à une personne les faiblesses ou les lacunes de ce travail.



Louis-Marie Tremblay

CHAPITRE I

Aspects méthodologiques

CHAPITRE I

ASPECTS METHODOLOGIQUES

INTRODUCTION:

Ce rapport porte sur l'évolution de la philosophie des deux principaux mouvements syndicaux de la province de Québec de 1940 à 1965. Il s'agit d'un sujet d'étude qui a été caractérisé jusqu'ici par l'absence de toute recherche scientifique valable. Nous avons donc voulu l'aborder de façon systématique. Pour cela nous nous sommes posé, au départ, des questions concernant :

- a) la nature de la philosophie d'un mouvement syndical;
- b) la façon de circonscrire et d'étudier cette question;
- c) le choix du matériel le plus adéquat à cette fin;
- d) la méthode d'analyse de ce matériel.

L'objet de ce premier chapitre est d'exposer brièvement ces questions ainsi que les réponses que nous y avons apportées, car celles-ci constituent les assises de notre démarche.

MODELE D'ANALYSE ET HYPOTHESES

L'étude de la philosophie du syndicalisme, c'est

pour nous l'étude de la rationalité de l'action syndicale, c'est-à-dire de l'idéologie ou encore mieux du système d'idées ayant une certaine articulation qui explique la formulation des buts immédiats et lointains ainsi que le choix des moyens et des techniques d'action qui sont appropriées pour atteindre ces buts à un moment donné et dans une perspective dynamique.

Selon le modèle proposé par Dumont, l'analyse des idéologies repose sur l'étude tridimensionnelle de la définition de soi-même, des autres et des rapports entre soi-même et les autres (1). Appliqué au syndicalisme, ce modèle comporte:

- a) une définition de l'institution syndicale dans une perspective structuraliste-fonctionnaliste qui permet d'identifier les schèmes culturels qui expliquent la formulation de la finalité et du choix des moyens;
- b) une définition de l'environnement dans lequel les organisations syndicales opèrent, soit une perception et une évaluation du système économique, du système politique, de la communauté (locale à internationale ainsi que religieuse), ainsi que du système de relations industrielles;
- c) une définition de la relation dans ce milieu entre les syndicats et les autres (patronat, pouvoirs politiques, institutions communautaires et travailleurs). Celle-ci comporte une définition idéale de la relation entre soi-même et les autres et une évaluation de la relation qui existe entre soi-même et les autres, incluant une conception de la vision de soi-même par les autres.

Le modèle repose implicitement sur une conception de l'homme comme travailleur, comme citoyen, comme syndiqué et comme détenteur de divers rôles sociaux. L'importance de cette conception apparaît dès que l'on définit le syndicalisme comme un instrument de défense ou de promotion de l'homme dans l'un ou dans plusieurs de ses rôles au sein de la société. C'est en établissant un rapport entre l'homme et les structures sociales, économiques et politiques que le syndicalisme évalue les structures sociétaires, définit ses objectifs et procède au choix des moyens d'action.

La concrétisation du modèle s'effectue par l'entremise des attitudes et des comportements qui ont un caractère professionnel, para-professionnel ou non-professionnel. L'action syndicale à caractère professionnel est structurée autour de l'exercice du rôle de travailleur et a comme objet la réglementation des rapports professionnels, l'organisation des services et la représentation des intérêts professionnels. Si l'action à caractère professionnel vise à intégrer le travailleur dans sa profession, l'action à caractère para-professionnel vise à intégrer ce travailleur dans la communauté. C'est pourquoi les syndicats cherchent à atteindre les travailleurs dans les autres rôles sociaux en leur qualité de travailleurs et dans la mesure où l'exercice de ces rôles et l'exercice du rôle de travailleurs sont inter-reliés. L'action à caractère non-professionnel déborde la définition que nous avons donnée précédemment du syndicalisme, soit parce que les structures syndicales sont soumises aux fins d'une idéologie externe, soit parce

qu'elles sont déviées vers des fins personnelles.

Sur le plan de l'interaction du syndicalisme avec les autres, nous avons conservé l'approche traditionnelle dont les deux pôles sont l'action économique et l'action politique. Quant à l'action politique, nous avons suivi le modèle que nous avons élaboré dans un écrit antérieur lequel repose sur l'hypothèse que l'action politique syndicale se situe dans l'ordre des moyens nécessaires et conformes à la nature du syndicat (2). L'action économique d'autre part, est axée principalement sur le processus de la négociation collective, sans exclure toutefois les modalités de type corporatif ou autre.

C'est ce modèle de travail qui a guidé notre démarche et le développement de la grille d'analyse (Annexe A) à partir de l'hypothèse que la philosophie du syndicalisme québécois peut être située sur un ou plusieurs continuum tels que : du conflit à la coopération; de la contestation à la participation; de l'adaptation à la transformation.

CHOIX DES DONNEES

MATERIEL ET TECHNIQUE D'ANALYSE :

On ne contestera pas qu'à priori tout comportement, toute prise de position peuvent avoir une signification du point de vue idéologique. Les déclarations de principe, les expressions d'opinion, les choix entre des alternatives, tant en matière d'objectifs qu'en matière

de moyens et de méthodes contiennent implicitement ou explicitement des normes et des valeurs qui découlent et illustrent en même temps un système d'idées. Dans ce sens, l'action syndicale, dans sa totalité, est significative du point de vue idéologique.

Ce qu'il importe cependant, dans une étude comme la nôtre, c'est de retenir le matériel qui est substantivement significatif. Celui-ci se trouve dans les documents qui ont un caractère officiel : constitution, résolutions passées à l'occasion des congrès, journal syndical, mémoires syndicaux. Il y a là un matériel à la fois abondant et riche en substance dont les résolutions constituent l'élément principal et le plus significatif.

Les constitutions contiennent un ensemble de déclarations de principe qui permettent tout au plus de connaître et de comprendre l'orientation générale et globale de l'organisation. Cette orientation est concrétisée véritablement et précisée continuellement dans les résolutions qui sont adoptées lors des congrès par les délégués de la base. Les résolutions expriment la pensée officielle de la masse. Elles constituent en même temps l'instrument par lequel un mouvement s'adapte de façon dynamique aux problèmes nouveaux que lui pose l'évolution de son milieu. Il est vrai d'autre part, que certaines résolutions sont le résultat d'un compromis entre des tendances divergentes, ce qu'elles ne révèlent pas en elles-mêmes. C'est pourquoi, une analyse limitée aux résolutions risque de ne pas percevoir les forces de changement. Celles-ci peuvent être connues, à notre point de vue, à travers le journal syndical et les discours ou rapports moraux

des principaux officiers. Le journal syndical peut être très utile lorsqu'il rapporte les événements, les prises de position, lorsqu'il explique les revendications et lorsqu'il sert de porte-parole au mouvement. Les mémoires syndicaux, d'une part transcrivent dans des cahiers de revendication la volonté des membres telle qu'elle s'est exprimée lors des congrès, d'autre part, constituent des études approfondies de questions précises.

Le choix de ce type de matériel pour les fins de notre étude implique l'hypothèse à l'effet que les gestes concrets posés par les syndicats, lorsqu'ils sont idéologiquement significatifs, sont conformes à la pensée exprimée dans la constitution et dans les résolutions, ou qu'ils donneront lieu à brève échéance, à de nouvelles résolutions qui formalisent alors leur valeur substantive.

Le choix de ce type de matériel signifie que la technique de l'analyse de contenu l'emporte sur celle de l'interview. Celui-ci devient un instrument supplétif que l'on utilise sur une échelle limitée dans le but de qualifier ou de mieux comprendre les conclusions qui se dégagent de l'analyse de contenu plutôt qu'un instrument de connaissance de l'idéologie elle-même.

Comment alors colliger et classifier ce matériel en fonction de notre grille d'analyse ?

D'une part, nous avons adopté la méthode d'analyse qualitative plutôt que quantitative. Ceci ne signifie pas que nous n'avons

pas tenu compte de la fréquence des thèmes. Cependant, l'aspect statistique de l'analyse quantitative a été délaissé pour une approche plus impressionniste qui conférait plus de souplesse dans l'analyse en profondeur de certains thèmes.

Une telle méthode comporte un risque lorsque plusieurs assistants de recherche sont requis parce qu'elle laisse à l'analyste une assez grande liberté d'exercice de son jugement personnel dans l'appréciation du contenu et du message d'un document. C'est pourquoi les chercheurs, d'une part après avoir subi le même entraînement ont dû suivre des directives précises dans le but de prévenir les disparités de jugement; d'autre part, ils se sont vus attribuer un type de matériel pour toute la période étudiée, plutôt que l'étude d'une période en particulier. L'intégration de ces travaux parallèles permet d'obtenir la complémentarité par voie de recoupements.

Comme il eut été impossible d'étudier dans un délai raisonnable la masse documentaire formée par le matériel que nous avons adopté, nous avons donc décidé de procéder par voie d'échantillonnage. Aussi, avant 1960 nous n'avons retenu que les années se terminant par un nombre pair à l'exception de l'année 1943, parce qu'elle a précédé immédiatement les législations prévoyant la négociation collective organisée et parce qu'elle a été marquée par de nombreux conflits d'importance; et de l'année 1957 où s'effectua la fusion entre la FUIQ et la FPTQ. A partir de 1960 nous avons retenu chacune des années.

Pour chacune des années choisies nous avons dépouillé les rapports de congrès ainsi que tous les mémoires soumis aux différentes instances gouvernementales. Quant aux journaux syndicaux et aux communiqués de presse, nous avons utilisé un échantillonnage portant sur trois mois par année, mais choisis de façon à éliminer toute variation saisonnière.

LIMITES

Notre étude ne prétend pas être exhaustive et ne réclame aucun caractère définitif. Elle comporte trois types de limitations. La première est inhérente à notre modèle de l'analyse. Notre grille d'analyse possède intrinsèquement un certain caractère sélectif, bien que nos recherches antérieures nous assurent qu'elle contient l'ensemble des thèmes ou sujets auxquels le syndicalisme a historiquement attaché quelque importance. En procédant par voie d'échantillonnage, on court le risque de ne pas prendre connaissance de données significatives. Ce risque cependant, est très faible parce que notre échantillonnage couvre la majeure partie de la période étudiée et parce que, comme nous l'avons déjà mentionné, l'utilisation de plusieurs sources distinctes de données permet des recoupements des thèmes. La seconde limitation possible peut être due à des erreurs de jugement des chercheurs, suivant lesquelles certains thèmes pourraient être privilégiés, et certains éléments significatifs pourraient être omis ou sousestimés. Nous pensons avoir réduit le risque d'erreurs par l'entraîne-

ment et par la spécialisation des chercheurs. La dernière limitation est inhérente au matériel lui-même. Si la documentation était surabondante en ce qui concerne la CSN, elle était cependant beaucoup moins riche et significative pour la FTQ.

En terminant, il nous semble opportun d'ajouter une remarque au sujet de la CSN et de la FTQ, car il s'agit de deux organismes dont les structures sont différentes. La FTQ appartient à la structure horizontale d'un mouvement syndical, alors que la CSN constitue un mouvement chapeauté par un organisme central. La FTQ est une fédération provinciale qui regroupe sur une base volontaire les locaux des unions internationales, nationales et régionales affiliées au CTC, et qui détient une charte du CTC qu'elle représente sur le plan provincial. Les philosophies de ces deux organismes sont comparables dans la mesure où ils représentent et s'identifient à deux mouvements sociaux distincts. Il ne fait pas de doute que la CSN constitue en soi un mouvement syndical. Dans la mesure où elle regroupe un nombre imposant des affiliés du CTC, dans la mesure où les représentants des groupes les plus significatifs y jouent un rôle dynamique, dans la mesure où la concurrence intersyndicale ainsi que les conditions spécifiques du milieu lui confère un statut particulier et un caractère représentatif qui n'est pas l'apanage normal d'une structure horizontale, la FTQ peut être considérée comme représentative d'un mouvement. S'il nous est permis de faire l'hypothèse que la FTQ constitue un sujet valable pour les fins de notre recherche, il importe néanmoins de ne pas oublier que la différence des structures peut être cause de certaines limitations.

CONCLUSION

Bien que consacré à la méthodologie, ce premier chapitre n'a aucun caractère dialectique. Nous nous sommes proposé seulement de décrire notre façon de procéder. La définition du sujet, le choix et l'évaluation du matériel, la méthode d'analyse auraient pu donner lieu à de longues dissertations de caractère théorique. Nous n'avons pas voulu nous engager dans de telles discussions. Nous avons voulu tout simplement décrire en l'expliquant, notre modèle de travail, laissant le soin au lecteur de l'évaluer de façon critique.

REFERENCES

1. Fernand DUMONT : " Structure d'une idéologie religieuse",
Recherches Sociographiques, 2 (avril-juin 1960);
pp. 161-189
2. Louis-Marie TREMBLAY : " L'action politique syndicale ",
Relations Industrielles, Vol. 21, N°1, janv. 1966;
pp. 44-56

P A R T I E I

I D E O L O G I E

d e l a

F E D E R A T I O N D E S

T R A V A I L L E U R S

D U Q U E B E C

d e 1940 à 1965

CHAPITRE II

Définition du Système économique

(1940 - 1965)

CHAPITRE II

DEFINITION DU SYSTEME ECONOMIQUE.

INTRODUCTION:

La préoccupation fondamentale de la FPTQ-FTQ en matière économique a toujours porté sur le problème du maintien ou de l'accroissement du revenu du travailleur. Elle s'est particulièrement manifestée en fonction du pouvoir d'achat plutôt que de la masse salariale et en référence au plein-emploi. Ses attitudes et ses revendications ont alors connu deux phases bien distinctes.

De 1940 à 1957 la FTQ ne questionne pas le système économique de type libéral. Elle l'accepte en reconnaissant à l'entreprise privée le rôle de moteur de l'économie et en confiant à l'Etat un rôle purement supplétif. Depuis 1957 cependant, les problèmes du chômage et de l'inflation ainsi qu'un renouveau idéologique apporté par la FUIQ lors de la fusion, entraînent une contestation graduelle du système. Ainsi, la FTQ a été amenée par l'entremise de sa préoccupation de base, à préconiser un contrôle étatique de plus en plus poussé de l'économie et de l'entreprise privée.

ACCEPTATION DU SYSTEME: 1940-1957

Jusqu'en 1957, la FPTQ non seulement, fait confiance au système économique existant, mais encore s'en fait le défenseur, en

adoptant l'idéologie de l'entreprise privée et du rôle supplétif de l'Etat.

Le système capitaliste fondé sur l'entreprise privée apparaît comme le seul système capable d'amener une forte productivité de l'économie et par conséquent d'assurer un niveau de vie élevé. En 1946, le Monde ouvrier fait grand état de la prospérité que l'on a connue sous ce système pendant la guerre (1). La FPTQ accepte la conception du profit propre au système, qu'elle considère comme la meilleure source motivationnelle tant pour les employés que pour les employeurs. Dans cette perspective, la coopération patronale-ouvrière constitue la meilleure façon de participer à l'augmentation des bénéfices.

L'approche pragmatique fondée sur l'amélioration du revenu et du niveau de vie conduit à l'endossement inconditionnel du système capitaliste en période de prospérité. Cet endossement est à peine nuancé lorsque le plein-emploi soulève des inquiétudes pendant les dernières années de la guerre. Ainsi, la FPTQ réitère son entier appui aux dirigeants d'entreprise pour résoudre les problèmes du sous-emploi, car ces derniers ont le pouvoir de créer des emplois. Les dirigeants d'entreprise sont plus aptes à planifier que les politiciens et doivent démontrer aux travailleurs et aux syndicats qu'ils sont capables de se mesurer aux problèmes de l'emploi après la guerre (2). C'est l'entreprise privée qui peut assurer le plein-emploi parce que c'est d'elle que relève la construction de fermes, d'usines et d'autres entreprises productives (3).

Cette profession de foi en l'entreprise privée demeure

même lorsque l'on fait appel à la suppléance de l'Etat.

Craignant une crise économique similaire à celle des années 30, la FPTQ demande en 1944 la formation d'un comité tripartite pour organiser la transition de la production de guerre à la production de paix de façon à éviter une récession (4). D'autre part, on réclame du gouvernement fédéral un programme de travaux publics. On évite cependant d'affirmer que la meilleure façon de maintenir la prospérité économique réside dans un programme de dépenses massives du gouvernement dans le secteur public. Au contraire, on réitère sa confiance à l'égard du système de l'entreprise privée et réaffirme le caractère strictement supplétif du rôle du gouvernement.

"This idea that government spending is the road to national wealth is wrong. That objective can only be attained by active and intelligent private spendings, specially on productive entreprise of all sorts"(5)

Si l'on préfère laisser l'initiative de la réalisation du plein-emploi à l'entreprise privée, la préoccupation du maintien du pouvoir d'achat des travailleurs amène cependant la FPTQ à réclamer l'assistance protectrice de l'Etat. Il ne s'agit que d'une protection économique à court terme qui ne rationalise pas les revendications et ne met pas en cause le fonctionnement du système. La revendication porte alors sur le problème du contrôle des prix et des salaires par le gouvernement.

Le congrès de 1946, s'élevant contre le gouvernement fédéral parce qu'il "cède aux pressions de la Haute Finance" et laisse les prix monter, réclame dans l'intérêt du pouvoir d'achat de la masse que l'Etat

continue dans l'après-guerre à exercer un contrôle des prix analogue à celui qu'il pratiquait pendant la guerre (6). Le congrès de 1948 renouvelle la demande concernant le contrôle des prix, en appuyant plus spécialement sur le prix du beurre (7) et le prix des matériaux de construction (8).

D'autre part, on fait aussi valoir au congrès de 1946 que l'augmentation des prix rend le pouvoir d'achat du salarié moyen tout à fait insuffisant (9). En conséquence, on regrette l'état de fait que constitue la réglementation du temps de guerre et préconise l'abandon le tout contrôle gouvernemental sur les salaires. En 1948 on s'oppose fermement au système de zonage qui avait pour effet de créer une disparité salariale régionale à l'intérieur d'une province en le qualifiant "d'injuste envers les ouvriers" (10).

Le même désir de protection économique du travailleur suscite de façon constante des revendications de caractère parcellaire telles que la réduction des impôts, la réimposition des excédents sur le profit, l'augmentation de l'exemption personnelle, la déductibilité totale des frais médicaux et des médicaments et l'accroissement de l'impôt sur le profit des sociétés.

CONTESTATION DU SYSTEME 1957-1965

L'objectif de la sauvegarde et de l'accroissement du revenu du travailleur avait fait accepter jusqu'aux années 50 l'idéologie de l'entreprise privée et de la non-intervention étatique. Face à la montée des prix et du chômage persistant, ce même objectif va entraîner une perte

de confiance dans le système et le développement d'une orientation nouvelle tentée de nationalisme et d'un certain socialisme.

La recherche de solutions plus larges avait, à partir de 1954, donné naissance au sein de la FPTQ à un certain nationalisme économique. Aux propositions antérieures on avait ajouté des demandes concernant l'exploitation des ressources naturelles, en particulier la transformation sur place des produits miniers, l'encouragement à la production et à l'achat de produits canadiens ainsi que la nationalisation des services publics. Ce nationalisme économique se précise en 1958 alors que la formulation des objectifs s'accompagne de propositions quant aux formules d'action: on veut conférer au gouvernement un rôle de plus en plus actif en matière économique. Dans les années 1960, il débouche sur le contrôle graduel de l'économie québécoise par les québécois. Pour la FTQ l'idéologie du "maître chez nous" est à caractère économique plutôt qu'à caractère politique et suppose une participation dynamique et significative de l'Etat. On accueille chaleureusement les initiatives économiques de l'Etat, tout en l'accusant de timidité et de pusillanimité, parce que l'on veut qu'il s'engage résolument dans une politique de planification économique et de contrôle de l'économie québécoise.

Elaborons brièvement ces généralisations.

C'est par une réaction défensive que se manifeste d'abord l'ébranlement de la confiance dans le système. Taxé par le gouvernement et le patronat d'être la cause de l'inflation, le mouvement retorque en s'attaquant au système monétaire.

"Les politiques de salaires sont les instruments plutôt que les causes de l'inflation... Semblables hausses de salaire et de prix ne sauraient conduire à l'inflation s'il n'y avait gonflement de la monnaie et du crédit. L'inflation est un phénomène bancaire et financier" (11)

Partant de cette affirmation, la FTQ propose une révision du rôle de l'Etat. Ce dernier doit :

- 1) augmenter son contrôle sur les investissements de l'entreprise privée;
- 2) améliorer l'efficacité sociale du système bancaire;
- 3) exercer un contrôle plus direct sur les compagnies de finance;
- 4) coordonner les politiques de la Banque du Canada avec la politique fiscale du gouvernement;
- 5) exercer un contrôle des ventes sur le marché des actions et des obligations (12)

La réorientation de la pensée de la FTQ vers la fin des années 50 est marquée par l'abandon de la politique du rôle supplétif de l'Etat au bénéfice d'un interventionisme systématique et croissant. C'est par le fait même le rejet du capitalisme traditionnel et le début d'une évolution socialisante. Plus les problèmes du chômage et du plein emploi seront aigus, plus le mouvement exigera que l'Etat s'empare des instruments nécessaires à l'exercice d'un véritable dirigisme économique.

Le chômage est au centre des préoccupations de la FTQ. Au congrès de 1958, le mouvement aborde le problème de façon globale en réclamant une conférence fédérale-provinciale dans le but de réorganiser l'économie en fonction des besoins de la population. On laisse entendre

que le chômage est la conséquence de lois économiques qui n'ont rien à voir avec le bien-être des masses et qu'il importe qu'elles soient revisées au profit de la masse. Dans son discours d'ouverture du Congrès de 1959, le président Provost fait un vigoureux procès de l'aspect déterministe des postulats économiques suivants: le chômage partiel est inévitable et même nécessaire et les cycles économiques sont inhérents au système. Conséquemment, on vote une politique de plein-emploi réel qui réussisse à boycotter les effets négatifs et les fluctuations économiques (13). La recherche d'une solution globale apparaît encore plus évidente dans le mémoire sur le chômage de 1962 où la FTQ préconise: 1) la coopération intergouvernementale; 2) l'intervention directe par la planification dans les rouages de l'économie; 3) l'élargissement du secteur nationalisé.

Pour la FTQ, la politique de planification-nationalisation apparaît comme une nécessité morale et sociale aussi bien qu'économique (14). Elle constitue un élargissement sur le plan instrumental de l'approche antérieure en vue de réaliser le même objectif traditionnel de la protection et de promotion économique du travailleur, plutôt qu'un mécanisme de participation ouvrière aux prises de décisions essentielles au sein d'un système socio-économique.

La nationalisation, en particulier des ressources naturelles, devient vers 1960 le principal instrument de planification et de libération économique du peuple. La FTQ s'oppose donc en 1961 à ce que les services rentables de l'industrie hydro-électrique soient confiés à l'entreprise privée, parce que c'est précisément la rentabilité de cette industrie qui nécessite sa nationalisation complète (15). Dans le mémoire législatif de

1962, la FTQ préconise la nationalisation des principaux services publics, notamment l'industrie hydro-électrique et la Corporation du Gaz Naturel du Québec. Elle justifie sa position de la façon suivante :

" la nationalisation s'impose pour démontrer que l'Etat peut quand il ne se contente pas d'un rôle supplétif consistant à subventionner l'entreprise privée ou à exploiter à sa place des secteurs non rentables, administrer efficacement et profitablement une grande entreprise pour le plus grand bien de tout le peuple" (16)

Elle justifie d'autre part, l'achat par l'Hydro-Québec de la Corporation du gaz naturel en affirmant qu'il est injuste que les consommateurs paient pour :

"l'incompétence des tractations douteuses et la mauvaise administration d'une entreprise qui ne peut plus survivre qu'au moyen d'une augmentation constante de ses tarifs" (17)

Au Congrès de 1962, on va encore plus loin, en demandant la nationalisation des mines, des pâtes et papiers, de la Trans-Canada Pipeline et du secteur des assurances (18).

A la nationalisation la FTQ ajoute l'interventionisme étatique comme moyen de relancer l'économie et comme moyen de favoriser l'exploitation des ressources en fonction des intérêts de la province plutôt que dans l'intérêt des capitaux investis. On favorise aussi la création d'une caisse provinciale de placement (19) et d'une industrie sidérurgique (20). La société de placement canaliserait les épargnes des citoyens et des institutions populaires en émettant des obligations dont le produit serait ensuite transformé en placements industriels: cette formule aurait

l'avantage de fournir aux petits épargnants qui ne peuvent se permettre de courir des risques financiers, l'occasion de participer à l'expansion économique de la province. On ne se gêne donc pas pour critiquer violemment le projet de création de la SGF tel qu'ébauché par M. Lesage en 1962. Selon la FTQ, le rôle de la SGF de M. Lesage en est un de dépannage des entreprises périlclitantes et de catapultage de nouvelles institutions; un tel rôle ne permettrait ni de régler le problème du chômage, ni d'assurer l'émancipation économique du peuple québécois (21). On propose donc que la SGF émette des obligations prévoyant, outre un intérêt normal, une ristourne annuelle proportionnée au rendement du portefeuille industriel de l'entreprise. Ainsi, les capitaux réunis pourraient servir à effectuer les nationalisations nécessaires, à créer des entreprises, mixtes, telle la sidérurgie intégrée et à doter le Québec d'une industrie de transformation axée sur l'exploitation des ressources naturelles.

CONCLUSION

La FPTQ-FTQ a abordé le système économique en fonction du travailleur considéré comme chef d'une unité de consommation, soit la cellule familiale. La sécurité et la prospérité de cette unité constituent le fondement de son idéologie économique. Les opérations du système économique produisent pour cette unité des inputs positifs qui sont la sécurité du revenu et l'accroissement du pouvoir d'achat, et des inputs négatifs qui sont le chômage et l'inflation. Selon le rapport qui existe entre ces deux types d'inputs

$$\frac{\text{sécurité du revenu} + \text{pouvoir d'achat}}{\text{chômage} + \text{inflation}} > 1 \text{ ou } < 1, \text{ la FTQ accepte}$$

le système capitaliste et la liberté d'entreprise ou conteste le système en préconisant le dirigisme étatique. Le diagramme du tableau I illustre cette

idéologie par une présentation schématique et par une présentation graphique.

La FPTQ a donc conservé sa confiance dans le système durant la période de prospérité de la guerre et de l'après-guerre, alors que les inputs positifs l'emportaient sur les inputs négatifs. L'orientation de 1958 semble le résultat de la fusion de l'embryon nationaliste de la FTQ et de l'engagement social-nationaliste québécois de la FUIQ. Celle-ci préconisait pour le Québec un statut particulier, ce qui lui conférait un caractère rebelle au sein du CCT dont la pensée était marquée par le social-nationalisme pan-canadien. Elle coïncide néanmoins avec une augmentation des inputs négatifs, l'inflation et le chômage, ce dont les deux groupes étaient conscients et préoccupés, spécialement la FUIQ.

REFERENCES

1. Le Monde ouvrier, Vol.31, No 20, 16 mars 1946, p.4 article intitulé :
"Maintenons le niveau des prix"
2. Le Monde ouvrier, Vol.29, No 3, 15 janvier 1944, p.7 article intitulé :
"The Building of a new order"
3. Le Monde ouvrier, Vol.29, No50, 9 décembre 1944, p.7 article intitulé :
"Houses before post offices"
4. Rapport des délibérations, Congrès de 1944
5. Le Monde ouvrier, Vol.29, No50, 9 décembre 1944, p.7 article intitulé :
"Houses before post offices"
6. Congrès de 1946, résolution No41

7. Congrès de 1948, résolution No23
8. Congrès de 1948, résolution No 45
9. Congrès de 1946, résolution No 7
10. Congrès de 1948, résolution No 14
11. Rapport des délibérations, Congrès de 1959
12. Rapport des délibérations, Congrès de 1959
13. Résolution No2, Congrès de 1959
14. Information, Communiqué de Presse, 26 mai 1961
15. Le Monde ouvrier, Vol.46, No 10, octobre 1961, p.4, article intitulé :
"La FTQ proteste: la Chambre de Commerce préconise
le pillage du Trésor public"
16. Information, Communiqué de presse, le 16 février 1962
17. Le Monde ouvrier, Vol.47, No 2, février 1962, p.6, article intitulé :
"La FTQ : l'Hydro-Québec devrait acheter la Corporation
du Gaz Naturel au prix de la faillite"
18. Le Monde ouvrier, Vol.47, No 11, novembre 1962, p.1, article intitulé :
"Au Congrès de la FTQ: Action politique et socialisation"
19. Information, Communiqué de Presse, 7 septembre 1961
20. Information, Communiqué de presse, 26 février 1962
21. Information, Communiqué de presse, 26 février 1962

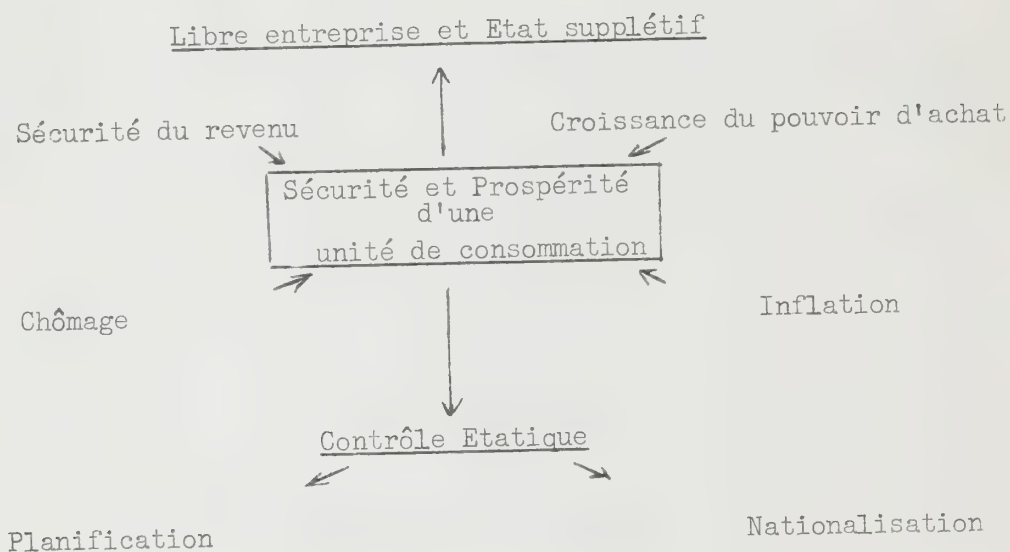
T A B L E A U I

DIAGRAMME DE L'IDEOLOGIE DE LA FTQ SUR LE SYSTEME ECONOMIQUE

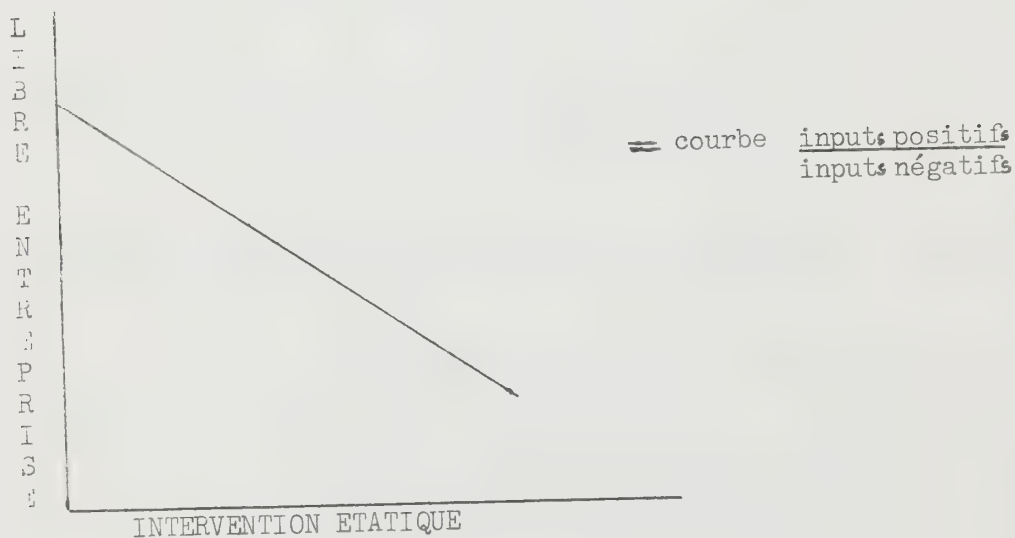
PRESENTATION SCHEMATIQUE

A
C
C
E
P
T
A
T
I
O
N

C
O
N
T
E
S
T
A
T
I
O
N



PRESENTATION GRAPHIQUE



CHAPITRE III

Définition du Système Social

(1940 - 1965)

CHAPITRE III

DEFINITION DU SYSTEME SOCIAL

INTRODUCTION

Le système social retient l'attention de la FPTQ-FTQ de façon aussi constante que le système économique entre 1940 et 1965. Le point de départ de cet intérêt est d'ailleurs le même: la cellule familiale comme unité de consommation. Les préoccupations du mouvement envers la prospérité et le bien-être de cette unité sociale structurent les revendications autour de deux pôles fondamentaux: l'éducation et la sécurité sociale.

Jusqu'en 1957, les revendications paraissent timides et n'impliquent aucune réflexion profonde sur les malaises sociaux. Des améliorations aux lois existantes sont réclamées au fur et à mesure du développement des problèmes concrets. L'approche est cependant beaucoup plus quantitative que qualitative. On recherche, d'une part un élargissement du champ d'application des protections existantes, et d'autre part, un accroissement des pensions, allocations ou prestations. Seule la question de la santé, tout comme aux Etats-Unis, est l'objet d'une démarche différente, mais plus en profondeur.

Vers la fin des années 50 et surtout durant les années 60, le mouvement devient plus sensible au caractère permanent de certains problèmes et à leurs conséquences globales. Les revendications quantitatives

localisées au niveau des travailleurs demeurent, mais elles sont accompagnées d'un effort en vue de reviser les structures du système, comme l'indiquent les différents mémoires sur : l'administration hospitalière (1960), l'enseignement technique et professionnel (1961), les accidents du travail (1961), l'enseignement (1962), le chômage (1962), la caisse de retraite (1964), la sécurité publique et la sécurité des travailleurs (1966), la santé et le bien-être (1966).

1 - L'EDUCATION

Le mouvement s'est toujours intéressé de façon lointaine au problème de l'éducation. C'est en 1954 seulement qu'il commence vraiment à s'en occuper pour en devenir pleinement conscient depuis 1961-62.

Jusqu'en 1960, on ne met pas les structures en cause. L'instruction apparaît comme un moyen d'améliorer le statut économique de l'individu, ^{/plutôt} qu'un instrument de promotion de la communauté. Les attitudes sont inspirées par un désir de protéger la cellule familiale qui s'exprime dans la crainte de l'Etat, le droit des parents et la confessionnalité. Après 1960 se produit cependant un changement radical, conforme à l'idéologie du mouvement amorcé par la révolution tranquille. Les thèmes de la démocratisation de l'enseignement, du droit à l'éducation, et de l'éducation comme investissement social entraînent le rejet des positions antérieures et l'attribution du rôle principal à l'Etat.

Les premières prises de position sont basées sur la croyance que l'élévation du niveau de scolarité et la formation professionnelle et

technique permettront à l'individu de mieux lutter contre le chômage et d'améliorer son sort économique. Ainsi, la FPTQ se réjouit de la loi provinciale de 1943 qui prolonge jusqu'à 14 ans la fréquentation scolaire obligatoire, car elle attribue au faible niveau d'instruction le marasme économique des canadiens-français et leur faible accès aux postes de contrôle.

"C'est le gagne-petit qui a le plus souffert du manque d'instruction dans le Québec. C'est ce qui explique en partie, comment il se fait que cette réforme fut réclamée par le travail organisé du Québec depuis un demi-siècle" (1)

Cette préoccupation se précise en 1954 dans un mémoire à la Commission Royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels. Tout en proclamant que l'éducation est une prérogative provinciale on réclame certaines réformes du système d'éducation dans le but de permettre à un plus grand nombre de personnes de compléter leur éducation secondaire sans considération de la situation financière des parents. Dans le même esprit, on suggère en 1960 la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et la création de services d'orientation professionnelle au primaire et d'écoles publiques à l'intention des jeunes qui veulent se spécialiser dans certaines techniques (2)

L'idéologie de la protection de la cellule familiale se concrétise dans trois types de prises de position et de revendications.

1) Considérant la primauté du droit des parents en matière d'éducation, on veut que leur participation dans les Commissions scolaires devienne plus significative. On empêchera ainsi que l'éducation ne tombe sous le joug de l'Etat. La résolution No 102 du Congrès de 1954 demande une représentation institutionnalisée des parents qui ont "la première responsabilité des enfants".

En 1955, la résolution No 70 rappelle encore une fois que "les parents ne l'ont que déléguer leurs droits aux éducateurs" et fait valoir le droit de regard des parents. En 1958 et 1959, on qualifie "d'accroc intolérable à la démocratie, l'absence des parents dans les Commissions scolaires.

2) Comme la régionalisation force les enfants des régions rurales à poursuivre leurs études à l'extérieur de leur village, il faut s'y opposer. La résolution No 71 du Congrès de 1955 présente comme une nécessité d'ordre humain que les enfants des différents villages de la Province puissent poursuivre leurs études secondaires dans les limites mêmes de leurs villages.

3) Il faut enfin s'opposer à la déconfessionnalisation. En 1959, la résolution No 7 préconise la conservation du caractère confessionnel de notre système d'éducation.

L'année 1961 est marquée par un changement drastique des attitudes de la FTQ en matière d'éducation. La régionalisation et la déconfessionnalisation cessent d'être des épouvantails; le droit de participation des parents doit maintenant s'exercer par l'intermédiaire de l'Etat. Avec ce revirement d'attitudes, la FTQ s'attaque au problème global dans l'esprit du mouvement déclenché par la Révolution tranquille. De 1961 à 1965 les idées dominantes de la pensée de la FTQ seront: démocratisation et coordination étatique.

Ceci implique d'une part, que l'instruction doit

devenir accessible à tous, sans considération financière ou religieuse. Dès 1961 la FTQ réclame dans son mémoire annuel que le gouvernement provincial rende public son programme des étapes devant conduire à la gratuité scolaire intégrale du système d'enseignement. Le Congrès de 1962 et le mémoire soumis à la Commission Parent réitèrent cette réclamation. On condamne en même temps toute discrimination dans l'accession au cours classique et l'on réclame que des critères précis et publics soient établis afin de rendre accessible à tous les études secondaires dans leur ensemble (3).

Ceci implique d'autre part une réforme des structures de l'éducation. Dès 1961, on réclame : a) un Ministère de l'Instruction Publique; b) l'élection des commissaires d'école au suffrage universel. On revient sur cette question dans le mémoire à la Commission Parent, en exigeant que tous les contribuables soient placés sur le même pied, c'est-à-dire qu'ils puissent non seulement élire leurs commissaires d'école, mais également se porter candidats à ces fonctions réservées jusqu'ici aux propriétaires; c) la présence de représentants mandatés des associations populaires, comme le mouvement syndical, au Conseil supérieur de l'Instruction et aux commissions scolaires de Montréal et de Québec (4). Poursuivant dans la même ligne de pensée, la FTQ déclare dans un communiqué de presse en 1962 que la participation des parents doit s'exercer par l'intermédiaire de l'Etat et que le contrôle étatique implique la réforme du Conseil de l'Instruction publique et l'attribution de la régie de tout le système à un ministre responsable. On suggère alors qu'au Conseil général de l'éducation :

"soient représentés quatre groupes ou autorités directement intéressés à l'éducation, soit le gouvernement, l'épiscopat, les commissions scolaires et les éducateurs, de même que l'ensemble de la société." (5)

A cette époque l'ancienne crainte de l'étatisme a disparu au point que :

"la FTQ suggère que les collèges privés de même que les universités se transforment en corporation de caractère semi-public, composées de représentants de l'Etat, de l'Eglise, des parents, des élèves et des professeurs. Le Ministère de l'éducation contrôlerait leurs budgets et approuverait leurs règlements."(6)

En guise de conclusion, on peut résumer l'évolution de la pensée de la FTQ en matière d'éducation de la façon suivante : Dans une première phase qui va jusqu'en 1960, la FPTQ-FTQ attribue au système d'éducation une responsabilité dans le retard économique et social du Québec. Préoccupé cependant primordiallement par l'intégrité de la cellule familiale, le mouvement n'est pas prêt à proposer ni même à accepter des réformes globales du système où l'Etat se substituerait à l'unité familiale comme premier responsable de l'éducation. C'est pourquoi le caractère parcellaire des revendications s'explique par un désir d'améliorer le statu quo sans le modifier en profondeur. Le changement radical d'attitude au cours de la seconde phase repose sur la prise de conscience que l'éducation est un investissement social et qu'en conséquence l'amélioration du système suppose une réforme profonde des mécanismes de base. Tout comme pour le système économique, ceci nécessite la présence dynamique de l'Etat comme agent responsable du bien-commun.

2 - LA SECURITE SOCIALE

a) Considérations générales:

Le domaine de la sécurité sociale est vaste et varié. Les thèmes n'ont cependant pas tous la même importance. Celle-ci a évolué en effet avec l'urgence des problèmes et leurs conséquences sur la cellule familiale. Les revendications concernant l'assurance-chômage, les allocations familiales, et les pensions de vieillesse sont très nombreuses durant les années 40 et 50, mais s'estompent durant les années 60. L'intérêt porté par contre aux questions de la santé et de la sécurité au travail grandit tout au long de la période. L'optique change aussi. Avant 1960 les revendications ont un caractère parcellaire, pragmatique et ad hoc. On se borne à réclamer l'amélioration des bénéfices sans se préoccuper des sources des maux nécessitant ces bénéfices. Le système n'est pas contesté. Après 1960 la perspective n'est plus la même. On s'interroge sur les causes qui entraînent le chômage, la maladie, les accidents et la pauvreté et sur les solutions que la société offre à ces maux. Le champ des préoccupations s'élargit. C'est alors que les structures existantes et le rôle traditionnel de l'Etat sont remis en cause. S'il n'y a pas de véritable contestation du système, il y a néanmoins une volonté bien arrêtée d'y apporter des modifications profondes.

b) L'assurance-chômage:

En matière d'assurance-chômage la FPTQ suit le modèle de la revendication à la table de négociation. Sa politique consiste à

réclamer sans cesse des améliorations au système par l'extension de l'admissibilité, la prolongation de la période d'admissibilité et l'augmentation des prestations. L'attitude revendicative apparaît dès le début de la période et se manifeste de façon continue. Ainsi, en 1946 on estime que les bénéfices sont insuffisants et qu'ils doivent être accrus parce que depuis l'adoption de la loi sur l'assurance chômage en 1940 les salaires et le coût de la vie ont beaucoup augmenté (7). En 1954, on réclame les modifications suivantes : 1) augmentation des prestations au deux-tiers du salaire hebdomadaire normal; 2) diminution de la période de chômage requise avant d'avoir droit aux prestations; 3) bénéfices supplémentaires durant les mois d'hiver; 4) extension de la juridiction de la loi aux personnes sans travail pour cause de maladie (8).

Ces revendications parcellaires sont conformes à l'idéologie fondée sur la protection du revenu et de la cellule familiale qui réclame l'assistance supplétive de l'Etat sans questionner les structures de l'économie. Pendant cette période, en effet le problème du chômage comme tel, ne sera pas abordé de front. Les Congrès de 1943, 44 et 46 sont silencieux sur ce sujet. Au Congrès de 1948 on parle vaguement de l'irresponsabilité "d'un gouvernement" qui ose prétendre que tout va bien et qui se contente de déclarations optimistes. Le Congrès de 1954 contient une brève allusion avec la résolution No 19 disant que "les gouvernements prennent les mesures nécessaires pour enrayer le chômage".

A partir de 1955 et depuis 1960 surtout, le mouvement a été sensibilisé au problème du chômage. L'attitude strictement revendica-

tive à l'égard du système d'assurance-chômage s'estompe au bénéfice d'une préoccupation orientée vers une politique de la main-d'oeuvre. En 1955, la FTQ réalise que le chômage est un phénomène dont les implications dépassent une simple politique d'assurance-chômage. Percevant une situation d'urgence le Congrès de 1955 réclame la convocation d'une conférence fédérale-provinciale à laquelle participeraient les syndicats dans le but de trouver des solutions au sous-emploi, l'intensification des travaux d'hiver et l'application de la semaine de 40 heures (résolution No 13).

On continue par la suite à rechercher des améliorations au système d'assurance-chômage. Cependant, le chômage est perçu comme étant davantage un problème de structures économiques plutôt qu'un problème social, ce qui constitue un changement total d'attitude par rapport à la période antérieure. L'influence de la FUIQ n'est probablement pas étrangère à ce revirement; ce mouvement était très préoccupé par le problème du chômage parce que ses membres, travailleurs semi-spécialisés et non-spécialisés étaient beaucoup plus affectés que les ouvriers de métier.

Il se produit à partir de 1955 un déplacement du centre d'intérêt; désormais l'assurance-chômage constitue une mesure de soutien et un palliatif, la véritable solution au problème du chômage réside dans la création d'emplois. En 1960 le président de la FTQ déclare que le chômage est le problème prioritaire à l'heure actuelle et propose une série de mesures pour accroître le monde des emplois : 1) le gouvernement devrait se prévaloir de l'aide fédérale à la construction d'abris dans les parcs aménagés en bordure des routes; 2) on devrait commencer la construction de maisons

d'accueil, pour les touristes, le fédéral défrayant 50% des coûts; 3) on devrait reprendre rapidement les travaux publics interrompus à la suite des élections; 4) on devrait démolir les taudis et construire des logements à loyer modique. (9) Le mouvement débouche alors sur la solution du problème économique global dont nous avons traité au chapitre précédent. En 1961, la FTQ exige que le gouvernement se donne une politique de plein-emploi au moyen du contrôle des ressources naturelles et de la planification; en 1965, préoccupé par une plus grande rationalisation, on exige une politique globale de la main-d'oeuvre.

c) La Santé:

La santé est le thème le plus fréquent et le plus constant dans les revendications de la FPTQ-FTQ entre 1940 et 1966.

Dès 1943, on juge que l'assurance-maladie est une nécessité pour les raisons suivantes: 1) l'élimination des pertes économiques qu'entraîne une santé débile est une responsabilité commune et collective; 2) la répartition équitable du fardeau financier de la maladie est nécessaire; 3) les déficiences individuelles affaiblissent la communauté: il est donc juste que la Communauté contribue collectivement à leur mise en échec (10).

En 1946, l'un des objectifs du travail organisé au Québec est l'assurance-santé selon un régime contributif. Le mémoire législatif de 1950 du CMTC au gouvernement fédéral demande l'assurance-santé. En 1954, on revendique un programme national couvrant les besoins médicaux, chirurgicaux, dentaires et ophtalmiques, les frais d'hospitalisation et les

frais de pension dans les institutions pour malades mentaux (11). Un front commun FTQ-UCC- CEQ -CTCC est formé en 1960, pour demander au Ministre de la Santé d'élargir le mandat de la commission d'enquête sur l'assurance-hospitalisation afin de lui permettre d'aborder la question de l'assurance-santé. On se réjouit en 1961 de l'adoption par le gouvernement d'un régime d'assurance-hospitalisation mais on déplore qu'aucune mesure n'ait été prise quant à l'assurance-santé. Dans son mémoire législatif au gouvernement en 1962, la FTQ demande l'assurance-santé et la création d'une régie des hôpitaux. En 1966, on s'élève contre la proposition du Docteur Robillard (Président de la Fédération des Médecins Spécialistes), prévoyant un régime public pour les assistés sociaux et un régime privé pour l'ensemble de la population. La FTQ se déclare en faveur:

"d'un régime universel, obligatoire, public et complet qui exclut toute notion d'indigence" (2).

Les revendications de la FTQ en matière d'assurance-santé échappent aux tendances observées pour l'éducation, l'assurance-chômage, les pensions et caisses de retraite et les allocations familiales. En effet, dès les années 40, la FTQ en revendiquant l'assurance-maladie et l'assurance-santé s'attaque aux structures d'un système et non seulement à ses composantes, comme c'est le cas des revendications dans les autres domaines.

La santé apparaît alors comme un bien économique individuel et collectif qu'il importe de protéger par un régime complet d'assurance-santé. Un tel régime a à cette fin de multiples avantages car :

- 1) il rend les services de santé accessibles à ceux qui en sont privés;

2) il distribue les coûts des soins de santé sur toute la population;
3) il permet l'application de mesures préventives à une grande échelle réduisant ainsi l'incidence et le degré de maladie; 4) il assure un équipement et un personnel plus efficace dans le domaine des soins médicaux; 5) il établit des normes minima de soins de santé sans avoir à tenir compte du revenu (13).

Si le mouvement a opté très tôt pour la socialisation du risque concernant la santé, il n'a pas cependant choisi aussi facilement la structure politique pour le faire. Il s'est d'abord tourné vers le gouvernement fédéral dans les années 40, a hésité entre les deux gouvernements fédéral et provincial dans les années 50, et est devenu résolument provincialiste depuis 1960.

En 1944, la FPTQ demande au gouvernement provincial de suivre les traces du gouvernement fédéral en matière d'assurance-maladie et de commencer les études sur les possibilités d'établir un régime provincial (14). En 1948 on revendique un plan fédéral d'assurance-santé et un plan d'assurance-vie pour les ouvriers (15). La revendication d'un plan d'assurance-santé provincial se fait au Congrès de 1958: la résolution No 9 demande au gouvernement provincial de cesser son opposition au plan fédéral et d'en élaborer un qui vienne se coordonner avec le fédéral. Trois ans plus tard, en 1961, la FTQ parle de la nécessité pour le fédéral d'instaurer un régime complet d'assurance-santé. Cette évolution atteint son sommet en 1965, lorsqu'on demande un régime intégral d'assurance-santé pour le Québec et le rapatriement des fonds d'Ottawa à cette fin.

d) La sécurité au travail:

La sécurité au travail est une autre préoccupation constante de la FPTQ-FTQ au cours de la période 1940-1966. Si l'on accorde plus d'attention à la réparation qu'à la prévention dans les années 40 c'est l'inverse qui se produit dans les années 60. Ainsi le mouvement a évolué d'une situation où il se bornait à réclamer des améliorations ad hoc à la loi des accidents du travail en matière de compensation et de couverture des maladies et des accidents vers une préoccupation structurelle visant à prévenir le mal, telle qu'une commission de prévention. Dans les deux cas la responsabilité principale est confiée à l'Etat plutôt qu'aux employeurs. Rappelons quelques prises de position qui illustrent cette évolution.

Un remaniement assez substantiel de la loi des accidents du travail est demandé dès 1948, la FTQ veut que la Loi s'applique à toutes les occupations, que la compensation soit de 100% et qu'elle soit payée à compter de la date de l'accident ou de la constatation d'incapacité et que la surveillance des mesures préventives soit confiée à la Commission. Elle va plus loin et revendique l'existence d'un Bureau d'appel des accidents du travail, avec représentants du mouvement ouvrier international, pour permettre à l'ouvrier d'en appeler de la décision du Bureau médical, si nécessaire (16).

En 1950, dans son mémoire législatif au Gouvernement provincial, elle propose la réorganisation du service d'inspection des établissements industriels, l'augmentation des amendes pour les établissements qui ne se conforment pas aux normes prescrites et l'instauration d'un système

de mérite se traduisant par le paiement de primes plus ou moins élevées, selon le nombre d'accidents ou de maladies industrielles dans une industrie donnée.

Dans les années 60, on met l'accent sur la prévention des accidents du travail. La création d'une commission de prévention des accidents du travail est souhaitée: les travailleurs y auraient une représentation égale à celle des employeurs (17). En 1962 on demande la révision de la Loi des établissements industriels et commerciaux. C'est en 1966, que la campagne pour la prévention des accidents est à son plus fort. A la suite de la tragédie de l'échangeur Turcot, la FTQ réclame l'ouverture d'une enquête publique sur les circonstances de cet accident. Afin d'éviter un plus grand nombre d'accidents, elle demande à l'Etat d'obliger le patronat à se conformer à la loi et à associer de plein pied les travailleurs et leurs structures syndicales à un système amélioré de prévention des accidents (18). Ses efforts seront récompensés et elle annonce dans un communiqué du 23 décembre 1966, que "la FTQ accueille avec joie le projet de M. Bellemare de créer une commission de prévention des accidents du travail"

e) Pensions de vieillesse et caisse de retraite:

Sans avoir une véritable politique gérontologique, le mouvement s'est préoccupé d'une façon constante du problème du vieil âge. Bien qu'il ne se soit jamais arrêté à bien rationaliser ses attitudes en cette matière, on retrouve néanmoins au centre de sa pensée, la constante du revenu et du niveau de vie.

Pendant les années 40 et 50, le mouvement ne fait que

revendiquer de façon opportuniste et parcellaire des améliorations au système de bénéfices existants. Les revendications portent sur :

- a) l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux pensions de vieillesse. En 1943, on demande que l'éligibilité soit fixée à 60 ans parce que "l'ère de la mécanisation rend les ouvriers inaptes au service beaucoup plus tôt qu'autrefois" (19). En 1948, on demande que les pensions soient octroyées à 60 ans pour les hommes et leurs épouses, et à 55 ans pour les autres femmes (20);
- b) l'augmentation de la pension. En 1948 on demande \$60.00 par mois plus un boni de vie chère, En 1954, on préconise \$75.00 par mois;
- c) extension du champ des bénéficiaires. On demande en 1948 qu'une pension soit accordée aux aveugles à compter de 18 ans et à toute personne souffrant d'incapacité physique. En 1950 c'est la veuve et la mère nécessiteuse que l'on demande de protéger.

Le pragmatisme de cette période a pour objectif fondamental de permettre au plus grand nombre possible de personnes de bénéficier d'une certaine sécurité économique. Dans les années 60 ce dernier fait place à une inquiétude à l'égard de la société globale qui se traduit par un élargissement de l'aire de la préoccupation. On abandonne la recherche de simples améliorations pour proposer un nouveau système qui se veut global et qui est teinté de nationalisme. Le mémoire législatif de 1962 propose la création d'une caisse générale de retraite ayant les caractéristiques suivantes :

- Un régime universel de base dont l'objectif est d'assurer à toutes les personnes âgées résidant dans la province le minimum requis pour subsister et satisfaire à leurs besoins les plus fondamentaux.

- Un régime d'assurance vieillesse obligatoire dont l'objectif est d'assurer au plus grand nombre possible de personnes, au coût le plus bas et de façon obligatoire, une pension de retraite proportionnelle aux contributions qu'elles auront versées pendant la durée de leur vie active.
- Un régime complémentaire d'assurance englobant tous les plans facultatifs dont l'objectif est d'assurer une protection supplémentaire à celle que peut offrir un régime public obligatoire.
- Un régime d'assistance dont l'objectif est de garantir le maintien des moyens d'existence aux personnes qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent bénéficier des prestations octroyées par les trois autres régimes, publics et privés, ou pour lesquels ces prestations ne suffisent pas.
- La création d'une caisse de retraite (régime d'assurance-vieillesse) strictement provinciale avec transférabilité des droits acquis d'une province à l'autre.
- Que le montant des pensions soit ajusté non seulement aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, mais également à l'indice d'augmentation des salaires dans l'industrie.
- Que la protection de la caisse s'étende aux personnes à charge.
- La création, au sein de la caisse provinciale de retraite, d'une division des régimes privés facultatifs, a) qui offrirait aux entreprises intéressées un plan d'assurance vieillesse facultatif à l'intention des employés de ces entreprises et b) qui servirait d'agent de coordination entre les fonds privés indépendants pour assurer la collecte et le versement des pensions de vieillesse"(21).

f) Les allocations familiales:

Considérant l'importance de la cellule familiale comme unité de consommation, il n'est pas surprenant de constater que les allocations familiales aient constitué l'une des préoccupations majeures de la FPTQ. Après

avoir réclamé l'instauration d'un système d'allocations familiales en 1943, le mouvement a par la suite cherché à l'améliorer à sa façon habituelle, notamment en proposant que ces allocations ne soient plus imposables (22), qu'un réajustement du taux des allocations soit fait en fonction de la hausse du coût de la vie (23).

La préoccupation est fonction de la protection et l'amélioration du revenu et du pouvoir d'achat de la cellule familiale auxquelles vient s'ajouter un engagement moral envers la famille nombreuse et chrétienne. Vivante dans les années 40, elle s'estompe à partir de 1954 pour devenir purement latente dans les années 60 alors que le mouvement oriente son action vers les structures de la sécurité sociale dans son ensemble.

g) Le salaire minimum:

Le mouvement a constamment réclamé des hausses du taux du salaire minimum en s'appuyant sur le coût de la vie. Cette prise de position a longtemps été faite dans le but d'améliorer, dans la mesure du possible, le revenu du travailleur individuel et d'éviter qu'une concurrence injustifiée ne se fasse sur le dos des travailleurs. On semble évoluer depuis quelques années vers une conception d'un salaire minimum vital qui sans vouloir modifier fondamentalement les structures de l'économie remet cependant en cause les entreprises marginales. Cette nouvelle tendance est illustrée par l'extrait suivant:

"Nous ne voulons pas d'un salaire minimum qui bouleverse notre économie; nous voulons que la hausse assainisse l'économie en la débarrassant de son bois mort, qu'elle

stimule les entreprises dynamiques en les forçant à augmenter leur efficacité, et pour cela, il faut une aide de l'Etat" (24).

h) Autres questions sociales: Le logement.

Le mouvement s'est préoccupé, à l'occasion, d'un ensemble de questions d'intérêt social telles que l'administration de la justice, la protection politique, les droits de l'homme, l'habitation etc... Le problème du logement est cependant le seul thème qui soit l'objet d'une attention soutenue.

Le mouvement s'intéresse en premier lieu au coût des loyers. Il demande en 1944 que les taux de location des logements soient plus conformes aux salaires des ouvriers (25). Il se fait un ardent avocat d'une "régie des loyers" qui sera créée en 1950. Au cours des années 1960, il ne cesse de préconiser le maintien de cette régie, allant même en 1960-61 jusqu'à proposer une extension de la loi afin que la Régie puisse entendre les plaintes afférentes aux pannes de services essentiels, réparations, sécurité, hygiène etc... De 1954 à 1960 on s'intéresse à la démolition des taudis et à la construction de logements à prix modiques. Une telle revendication a un double but : 1) permettre à l'ouvrier de se loger convenablement en dépit de ses revenus modiques; 2) constituer une mesure pour combattre le chômage.

ANALYSE ET CONCLUSION :

La définition du système social ne ressort pas aussi clairement que la définition du système économique. La FPTQ-FTQ n'a jamais

eu de pensée sociale intégrée et articulée bien qu'elle ait fait porter son action sur une multitude de questions d'une façon plus ou moins sporadique ou permanente selon les thèmes. Cette carence idéologique nous semble liée à la définition d'elle-même que le FPTQ-FTQ s'est donnée. Elle s'est comportée comme un mouvement syndical plutôt qu'un mouvement ouvrier, comme une organisation économique plutôt qu'une organisation sociale. Elle a donc privilégié les problèmes économiques plutôt que les problèmes sociaux. Ses préoccupations fonctionnelles l'ont alors amenée à rationaliser davantage son action dans le domaine économique que dans le domaine social.

En l'absence d'une fonction socio-politique consciemment assurée, la pensée sociale de la FPTQ-FTQ a accusé un certain vacuum et a été largement tributaire de la pensée économique. C'est pourquoi les revendications sociales apparaissent comme des appendices aux revendications économiques. Elles sont conçues en fonction de la même unité de base et actualisées comme des correctifs aux inputs négatifs et comme des suppléments ou des compléments aux inputs positifs. Qu'il s'agisse de l'éducation ou de la sécurité sociale, l'objectif est établi en fonction de la prospérité de l'unité de consommation. Qu'il s'agisse d'assurance-chômage, d'allocation familiales, de sécurité au travail, d'accès aux écoles techniques ou professionnelles, etc... chaque mesure a un effet direct sur la sécurité du revenu, le pouvoir d'achat, l'inflation ou le chômage.

L'élément qui présente un intérêt particulier dans la pensée sociale de la FPTQ-FTQ c'est que la définition de la cellule familiale

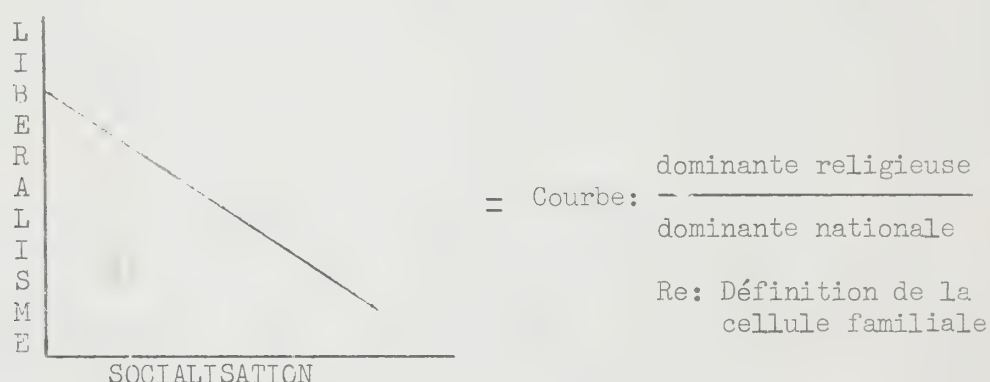
comme unité de base comporte deux dominantes: l'une à caractère religieux, l'autre à caractère nationaliste. La première résulte d'une approche culturelle traditionnelle qui attribue des valeurs sociales à la famille nombreuse et chrétienne. Cette dominante est particulièrement influente dans les années 40, perd graduellement du terrain au cours des années 50 et devient secondaire dans les années 60. Le contenu de la seconde dominante est vague et diffus au début de notre période d'étude. Il s'agit d'un nationalisme pancanadien plus patriotique et politique que culturel. Après 1960 ce nationalisme est nettement provincialiste et culturel. La famille est un élément de la nation et l'épanouissement de ces deux entités est interdépendant.

Selon la dominante, prévaut une conception idéologique particulière. Deux phases bien distinctes sont identifiables dans le cas présent. La première, qui s'étend de 1940 à 1954 est caractéristique du modèle que nous qualifions de libéral. Elle repose au départ sur l'acceptation globale du système dont nous parlions au chapitre précédent et sur la conception que l'individu est le premier et le principal responsable de son sort. L'approche est plus individuelle que collective et le rôle de l'Etat est réduit au minimum parce que l'on craint qu'il ne substitue sa force aux droits des parents et de la cellule familiale. Les objectifs ont alors un caractère pragmatique et parcellaire et sont définis selon une perspective à court terme qui vise à pallier dans la mesure du possible, aux problèmes les plus immédiats ou les plus sévères. Les années 1954-60 constituent une phase de transition où apparaissent à travers un certain flottement de la pensée, les germes d'une idéologie régénérée. Celle-ci s'est précisée depuis 1960. Elle est caractérisée par une approche plus collectiviste qu'individualiste où les problèmes constituent un coût social plutôt qu'un coût individuel.

et leurs solutions un investissement national plutôt qu'un actif personnel.

Cette phase, dite de la socialisation, situe les préoccupations au niveau des structures globales et invite l'Etat à jouer un rôle de premier plan aussi bien en qualité ^{/de} moteur du développement que d'artisan des solutions permanentes aux divers problèmes sociaux.

L'évolution de la pensée sociale de la FPTQ-FTQ de 1940 à 1965, peut être illustrée sous forme graphique de la façon suivante :



La présentation sous forme de tableau comparatif, selon que prévaut le modèle libéral ou le modèle de socialisation des finalités attribuées aux principaux thèmes sur lesquels s'est concrétisée la pensée sociale de la FPTQ-FTQ, illustre bien les conclusions que nous venons de tirer.

<u>Thème</u>	<u>Modèle libéral</u>	<u>Modèle de socialisation</u>
Education	Moyen pour l'individu d'améliorer son sort	Investissement social source de promotion collective
Assurance-chômage	Garantie de la permanence d'un certain revenu	Mesure supplétive dans une politique de l'emploi
Salaire minimum	Assurer le niveau de subsistance	Assurer un minimum vital indépendamment des entreprises marginales

Sécurité au travail	Compensation et réparation pour le perte encourue	Prévention afin de maximiser la capacité productive
Sécurité de la vieillesse	Pension assurant un niveau de vie minimum	Caisse de retraite assurant un niveau de vie décent

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la santé est la seule question importante dont l'évolution n'est pas conforme au processus que nous venons de décrire. Le modèle de socialisation prévaut dès le début de la période couverte par notre étude. Ce même modèle prévalait d'ailleurs aussi aux Etats-Unis. L'hypothèse suivante constitue peut-être une explication plausible du décalage temporel. Le chômage, le sous-emploi, l'inflation constituent des maux que nous qualifions de réparables en ce sens que le travailleur conserve une possibilité de rattrapage pour assurer la survie de l'unité de consommation dont il est responsable. La santé est au contraire un bien périssable et non récupérable, dont la perte met en danger la survie de l'unité de consommation. C'est pourquoi on a pu être sensibilisé davantage par ce problème et amené très tôt à rechercher des solutions globales dans une perspective collective aussi bien qu'individuelle.

REFERENCES

1. Le Monde ouvrier, V.28, No20, 15 mai 1943, article intitulé:
"La fréquentation scolaire obligatoire"
2. Le Monde ouvrier, Vol.45, No4, avril 1960, article intitulé:
"Il ne nous appartient pas plus qu'à la JOC de
dépister les cas d'exploitation", p.7
3. Information, Communiqué de presse, 27 juin 1962
4. Information, communiqué de presse, 20 mars 1961
5. Information, communiqué de presse, 27 juin 1962
6. Information, communiqué de presse, 27 juin 1962
7. Le Monde ouvrier, Vol.31, No13, 30 mars 1946, article intitulé :
"Le rapport annuel du Comité Consultatif de
l'assurance-chômage", p.3
8. Le Monde ouvrier, Vol.39, Nos 11-12, nov.-déc.1954, article intitulé :
"Programme du CMTC pour parer au chômage", p.10
9. Le Monde ouvrier, Vol.45, Nos 7-8, juillet-août 1960, article intitulé :
"La conférence fédérale-provinciale sur le chômage:
Québec se doit de prendre l'initiative, selon la
FTQ", p.3
10. Le Monde ouvrier, Vol.28, No20, 15 mai 1943, article intitulé :
"L'assurance-maladie: ce qu'elle doit apporter", p.1
11. Le Monde ouvrier, Vol.39, Nos 11-12, nov-déc. 1954, article intitulé :
"Programme du CMTC pour parer au chômage", p.10
12. Information, communiqué de presse, 13 décembre 1966
13. Le Monde ouvrier, Vol.42, Nos 3-4, mars-avril 1957, article intitulé :
"Health Insurance for Canadians", p.7

14. Congrès de 1944, résolution No15
15. Congrès de 1948, résolution No44
16. Le Monde ouvrier, Vol33, No13, 19 juin 1948, article intitulé :
"IIe conférence de la Fédération un réel succès"
p. 1 et 2
17. Information, communiqué de presse, 20 mars 1961
18. Information, communiqué de presse, 20 janvier 1966
19. Le Monde ouvrier, Vol28, No21, 22 mai 1943, article intitulé :
"La pension de vieillesse à 65 ans", p.2
20. Le Monde ouvrier, Vol33, No13, 19 juin 1948, article intitulé :
"IIe Conférence de la Fédération un réel succès"
p. 1 et 2
21. Politique de la FTQ, 1960-1967, p. 113-114
22. Congrès de 1948, résolution No 28
23. Congrès de 1954, résolution No44
24. Information, Communiqué de presse, 19 octobre 1962
25. Congrès de 1944, résolution No16

CHAPITRE IV

Définition de l'action syndicale

CHAPITRE IV

DEFINITION DE L'ACTION SYNDICALE

INTRODUCTION

La définition de soi est en réalité l'identification de la mission que l'on se donne, ou en d'autres termes du rôle, que l'on veut assumer. Cette définition est révélée d'une part, par les devoirs et les responsabilités que l'on s'attribue ainsi que les droits et privilèges que l'on revendique. Elle ressort d'autre part de la conception que l'on se fait de ses rapports avec les employeurs, les membres et les autres organisations syndicales.

Ces deux aspects seront l'objet de ce chapitre. Après avoir défini le rôle du syndicalisme nous examinerons les conceptions concernant les rapports avec les autres. L'action politique, à cause de la nature et de l'importance de la question, fera l'objet d'une analyse distincte.(1)

I DEFINITION DU RÔLE DU SYNDICALISME

Sur le plan professionnel, la FPTQ-FTQ a toujours représenté un mouvement fondamentalement et primordialement préoccupé par la défense et la promotion des intérêts de ses membres, suivant l'approche du syndicalisme d'affaire. Elle a toujours proclamé que les travailleurs ont besoin de meilleurs salaires, de conditions de travail équitables et d'une plus grande sécurité; que c'est par l'action syndicale qu'ils pourront

recevoir leur part des bénéfices réalisés par l'entreprise et obtenir le statut économique auquel ils ont droit.

A l'occasion de la formulation de cette ligne d'action le mouvement a souvent fait appel au concept de la classe ouvrière. Dans la pensée de la FTQ cette notion n'a cependant pas de connotation marxiste. Le contenu du verbe est si dilué qu'il perd toute signification subjective pour signifier travailleurs (cols bleus) au sens large. La FTQ a toujours entretenu une certaine crainte à l'égard des idéologies externes au syndicalisme. Elle estime qu'être au service de la classe ouvrière c'est veiller à ne pas échapper au contrôle des travailleurs. Cette idée fondamentale est très bien illustrée par l'extrait suivant:

"dans l'action syndicale, l'intérêt des travailleurs doit toujours primer les idéologies, quelles qu'elles soient" (2).

La finalité de la FPTQ-FTQ ne se réduit pas à l'organisation, à la négociation collective et à l'action législative. Elle cherche à se définir comme un mouvement qui oeuvre en vue du bien-être de la population en général. Le Monde ouvrier écrit en 1943 que le principe de base du mouvement ouvrier est l'unité des hommes pour le bien de l'homme, qu'il faut rechercher la coopération des travailleurs pour hausser le statut de tous les travailleurs et par le fait même celui de la collectivité. Le mouvement ouvrier doit se donner comme but d'être le pacificateur du monde en ayant la philosophie suivante: 1) une vie de famille saine et heureuse est l'épine dorsale de toute nation; 2) le travail d'équipe dans l'industrie est la réponse à la lutte des classes; 3) l'unité basée sur des principes moraux

élevés unit tous les secteurs de la nation (3).

Dans une perspective moins moraliste toutefois, on réaffirme en 1954 que tous les problèmes concernant le bien-être collectif sont du ressort des syndicats qui travaillent à l'amélioration de l'éducation, au remplacement des taudis par des logis décents, à l'obtention de meilleurs services de transport et de récréation et de services de santé et de bien-être plus adéquats (4). Depuis 1960 la FTQ s'est intéressée à un large éventail de questions. Mais, "la guerre à la pauvreté", thème du discours d'ouverture du congrès de 1967 est devenu l'un des principaux sujets de préoccupations, entraînant des interrogations et des inquiétudes quant aux formes traditionnelles de l'action syndicale.

La FPTQ-FTQ se considère comme un mouvement de défense et de revendication tant sur le plan social que sur le plan économique. Elle croit d'autre part que le syndicalisme est le meilleur instrument pour remplir cette fonction. C'est en faisant valoir cette opinion qu'elle invite les travailleurs non-syndiqués à se joindre au mouvement syndical afin d'améliorer leur sort et celui de leur famille. Elle demeure consciente cependant, du fait que le syndicalisme n'atteindra sa fin qu'à condition de disposer d'un pouvoir institutionnel. C'est pourquoi la conquête de la sécurité syndicale constitue un objectif intrinsèque à sa nature même (5).

II DEFINITION DES RAPPORTS AVEC LES MEMBRES

Pour la FPTQ-FTQ, le syndicat trouve sa raison d'être dans ses membres. Ceci implique que les membres doivent être en mesure d'exercer

un contrôle véritable sur les politiques et les activités de leur organisation. On y parviendra par l'éducation, la participation des membres et la promotion d'une discipline démocratique.

L'éducation est sans doute le plus important des objectifs, car il est perçu comme la condition même de l'existence de la démocratie au sein du mouvement ouvrier. En 1943, on lance une campagne d'éducation en vue de donner aux membres la fierté syndicale et le sens des responsabilités. Dans le Monde Ouvrier d'octobre 1948, on incite les membres à s'abonner à leur journal : sa lecture contribuera à parfaire leur éducation en tant que syndiqués. Des cours, conférences et forums sur l'histoire du mouvement ouvrier, la législation ouvrière, les négociations, etc... sont organisés par les charpentiers en 1954 (6).

La FTQ estime qu'il est indispensable que les officiers syndicaux possèdent une connaissance approfondie des facteurs économiques et sociaux, de la législation ouvrière et sociale, de la situation financière des employeurs et ce, afin de recommander aux membres les changements de ligne de conduite qui s'imposent et l'exécution de nouvelles politiques, dans leur plus grand intérêt :

"le mouvement ouvrier doit trouver les voies et les moyens de procurer cette éducation si nous, voulons assurer l'existence de notre mouvement ouvrier démocratique et bâtir pour l'avenir, avec la confiance et l'assurance que les principes suivis et les objectifs à atteindre sont la volonté même des membres, dans leur intérêt et dans l'intérêt de toute la société en général" (7)

Quant à la participation des membres, la FTQ la considère

aussi comme une condition de survivance de la démocratie au sein des unions ouvrières. Elle déplore en 1944 le peu d'encouragement que les membres donnent à leurs officiers en n'assistant pas aux réunions : les officiers ont besoin des idées des syndiqués puisque ce sont leurs intérêts qu'ils cherchent à promouvoir.

La FTQ considère que la structure du mouvement ouvrier est basée sur la participation des membres dans la détermination des lignes de conduite, politiques à suivre, moyens à prendre pour atteindre ses buts. La participation est vue comme étant non seulement un moyen d'obtenir de meilleures conditions de travail, mais la condition de la survivance de la démocratie. Elle incite donc fortement les ouvriers syndiqués à participer activement à la vie de leur union en acceptant les postes qui leur sont offerts, en assistant aux assemblées, en prenant leurs responsabilités dans les décisions de l'union, en défendant leur union et le mouvement ouvrier en général, chaque fois que l'occasion se présente (8).

III DEFINITION DU RAPPORT AVEC LE PATRONAT

La FTQ accepte les notions de profit, de productivité, de technologie et de progrès économique pourvu que celles-ci se traduisent par des avantages tangibles pour ses membres. Elle cherche alors à négocier avec l'entreprise le partage des bénéfices de la production selon une approche d'accomodation.

La FTQ n'a jamais proné une approche de conflit avec le patronat. Elle a toujours rejeté l'intolérance aussi bien chez les employés

que chez les employeurs, la considérant comme un facteur de destruction des groupes et des classes. Elle a toujours affirmé être aussi intéressée au bien-être des entreprises que le sont les propriétaires, en proclamant que les leaders syndicaux savent apprécier à leur juste valeur les problèmes et les difficultés des employeurs et sont disposés à coopérer avec eux. La FTQ a donc mis l'accent sur le dialogue et la bonne entente dans ses relations avec le patronat, en faisant valoir, d'une part, auprès des employeurs, que la coopération avec le syndicalisme constitue un barrage contre la compétition injuste et réduit les possibilités de luttes industrielles, et d'autre part, auprès des travailleurs, que l'acceptation de la motivation du chef d'entreprise constitue le moyen de participer aux bénéfices qui découlent du progrès de l'entreprise et d'améliorer leurs conditions de travail.

Le partage des fruits de la production constitue le fondement de toute coopération avec l'employeur. Les deux parties ont donc un intérêt commun quant à l'efficacité et au rendement de l'entreprise. Pour cette raison les employeurs et les travailleurs doivent apprendre à se connaître, à se consulter, à discuter et échanger sincèrement leurs opinions.

"Les unions ouvrières et les monopoles doivent se craindre mutuellement, jusqu'au jour où ces deux groupes auront formé des esprits conciliants qui comprendront que la survivance de l'un, du moins en régime actuel, dépend absolument de la coopération de l'autre" (9).

L'esprit de coopération ne va toutefois pas jusqu'à la négation de l'identité syndicale. La FTQ demeure au contraire consciente qu'il y a au départ une différence fondamentale entre les intérêts des travailleurs et ceux des employeurs et qu'elle ne doit pas en conséquence abandonner son attitude revendicatrice.

L'idéologie de la FPTQ-FTQ nous semble bien résumée par cette déclaration du président Laberge.

"On nous a accusés de faire du "bread and butter unionism", c'est-à-dire, de faire converger nos efforts sur la revendication d'augmentations de salaires. Eh bien! Non seulement nous n'avons pas honte de cette forme d'action Syndicale, mais nous affirmons que, dans le Québec, il y a encore tellement à faire dans ce domaine qu'il est prématuré d'y parler de collaboration syndicale-patronale ou de trêve dans les revendications" (10).

IV DEFINITION DES RAPPORTS INTERSYNDICAUX

Chez la FPTQ-FTQ la définition des rapports avec les autres syndicats est placée sous le signe de la solidarité ouvrière et de l'efficacité syndicale. Cette idéologie se concrétise dans une politique d'unité syndicale qui vise à l'élimination de la concurrence intersyndicale tant au niveau des centrales que de l'entreprise, à la suppression du syndicalisme de boutique et à l'acceptation des liens intersyndicaux pancanadiens et internationaux.

a) Définition des rapports avec les syndicats de boutique:

La FPTQ s'est de longue date opposée aux unions de compagnie. Considérant que de telles organisations sont la négation même du droit d'association, le congrès de 1943 s'inspirant du rapport McTague recommande que soit passée une législation comprenant "la condamnation et la mise hors la loi des unions de compagnie" (11). On revient de nouveau sur le sujet en 1946, en demandant au gouvernement du Québec de modifier le Règlement de la Commission des Relations Ouvrières afin qu'aucune certification ne soit émise aux unions de compagnie, en aucune circonstance et qu'on annule

et révoque immédiatement tous les certificats déjà émis aux unions de compagnie (12). Devant la difficulté d'identifier pour fins de poursuites légales, une "union de boutique", le congrès de 1948 décide d'exercer de fortes pressions sur le gouvernement provincial en vue d'obtenir une définition claire et précise de ce qu'est une union de boutique (13).

La FPTQ-FTQ a lutté de façon constante contre les unions indépendantes, au nom de la liberté d'association, de la solidarité ouvrière et de l'efficacité syndicale. Des campagnes vigoureuses ont été menées au cours des dernières années dans le but de déloger les associations indépendantes solidement implantées, notamment aux compagnies Noranda et Northern Electric. Depuis 1960 la FTQ s'en est prise à plusieurs reprises, à la FCAI et a fait valoir, pendant la période de la grande rivalité syndicale CSN-FTQ, qu'il vaudrait mieux s'attaquer aux unions dominées par les employeurs, plutôt que d'essayer, par voie de maraudage, de déloger des unions légitimes qui sont en place.

Une certaine imprécision persiste dans la pensée de la FTQ au sujet de la ligne de démarcation qui peut être établie entre l'association indépendante et l'union dominée par l'employeur. Loin de posséder des critères précis en cette matière, la FTQ a plutôt tendance à assimiler "a priori" l'association indépendante et l'union de boutique, et à prendre comme premier critère de légitimité, l'appartenance à une centrale reconnue.

b) Définition de l'unité syndicale:

La FPTQ-FTQ a toujours été placée dans une situation de concurrence intersyndicale. Jusqu'à la fusion de 1956 cette concurrence avait lieu avec la FUIQ et la CTCC, et depuis 1960 elle a lieu avec la CSN.

Elle appartient d'autre part à un mouvement qui a traditionnellement recherché le monopole syndical en préconisant le système des juridictions exclusives dans le but d'éliminer les luttes fratricides et de maximiser la force de frappe des organisations. Il est donc normal qu'elle se soit intéressée de près à la question de l'unité syndicale.

On peut résumer sa pensée sur ce point de la façon suivante. L'unité syndicale est un facteur de progrès économique, une force collective indispensable pour les luttes sociales et un facteur de paix et de bonne entente entre employeurs et employés. Le monopole syndical au niveau de l'entreprise est donc essentiel à l'efficacité de l'action. La division du monde syndical est un suicide économique partiel parce qu'elle affaiblit les possibilités de régénération sociale des travailleurs et de sécurité économique pour tous. L'unité à l'intérieur d'une grande et puissante centrale ouvrière donne plus de force pour revendiquer, pour faire valoir des griefs et pour obtenir de meilleures conditions économiques. Les rivalités syndicales sont déplorables parce qu'elles constituent un gaspillage énorme de ressources humaines et financières au détriment des travailleurs. Il est donc inadmissible que des milliers de travailleurs continuent à vivre sans protection pendant que des syndicats se font la lutte pour s'emparer de travailleurs déjà syndiqués (14).

Si la FTQ valorise à ce point l'unité syndicale, c'est qu'elle est consciente que son objectif de protection et de promotion de la condition du salaire sera d'autant mieux assurée que l'intégration des forces ouvrières en fera un organisme puissant. Pour cela, elle a favorisé un

rapprochement intersyndical sous deux formes principales:

Il y a d'abord le "cartel", formule impliquant une conjugaison temporaire des forces revendicatives de tous les syndicats en vue de l'atteinte d'un but particulier. Pour la FTQ, un tel regroupement des forces donne plus de poids aux revendications et ceci en vue du plus grand bien des travailleurs. La résolution 69 du Congrès de 1954 appuie "le principe du cartel ouvrier avec la CTCC et ... autorise l'exécutif à décider en toute occasion s'il doit y avoir participation à toute action conjointe d'ici la prochaine assemblée". Trois ans plus tard, le FTQ marque de nouveau son approbation pour cette formule lorsqu'elle remercie la CTCC de l'aide apportée dans la lutte pour la reconnaissance syndicale au Québec.

La deuxième forme de rapprochement est "l'union ou l'unification organique". La FTQ valorise cette forme sur la base de l'efficacité économique et politique: elle augmente le pouvoir de revendication auprès du patronat et de l'Etat. Au Congrès de 1955, la FPTQ promet de faire tout en son pouvoir pour réaliser l'unité des forces organiques du mouvement ouvrier de la province de Québec et du Canada:

"Le temps est venu d'unifier dans une seule organisation les différents mouvements ouvriers et la FTQ décide d'entreprendre des pourparlers avec les différentes centrales de notre province" (15)

Une telle orientation conduit à la fusion avec la Fédération des Unions Industrielles du Québec en 1957. Au Congrès de 1958, la résolution No.2 mentionne que la FTQ souhaite fortement que les pourparlers d'unité avec la CTCC aboutissent à un succès le plus tôt possible.

Même pendant la période des grandes luttes intersyndicales la FTQ n'a pas abandonné son idée d'unification des forces ouvrières. Le Congrès de 1961 réitère sa foi en l'unité syndicale et son désir de mettre un terme à la division du mouvement syndical dans le Québec. Quelques années plus tard, les dirigeants de la FTQ déclarent que leur fédération a toujours tenté d'amorcer des négociations avec la CSN, mais que les tactiques malhonnêtes de cette dernière, maraudage systématique et déclarations belliqueuses, rendent le dialogue impossible (16). Le vigoureux plaidoyer pour la lutte contre la pauvreté du Congrès de 1967 était accompagné d'un appel à la solidarité et à l'unité syndicale.

A défaut d'unité organique, la coopération a néanmoins existé tel que le démontrent les mémoires conjoints des années 60, le front commun CSN-FTQ en 1961 pour s'opposer au décret des détaillants en alimentation de la métropole, alliance CSN-FTQ pour dénoncer le Crédit Social à la veille des élections de 1962, cartel CSN-FTQ en 1964 dans une tentative pour modifier le Bill 54 dans le sens de leurs revendications, cartel UCC-CSN-FTQ en faveur d'un régime d'assurance-maladie universel, obligatoire, public et complet, et enfin front commun pour la négociation dans la construction à Montréal. Cette coopération semble devoir donner naissance à des liens plus durables selon les résultats des pourparlers actuels CSN-FTQ-CEQ.

c) Définition des rapports avec les unions américaines:

La FPTQ-FTQ ne s'est jamais interrogée de façon critique et n'a jamais sérieusement mis en doute le bien fondé des affiliations de ses membres aux unions internationales américaines. Elle ne s'est pas préoccupée

du caractère neutre, matérialiste et étranger du syndicalisme américain dont ses adversaires ont toujours fait grand état. Elle y a vu, au contraire, une relation fonctionnelle permettant au syndicalisme canadien de bénéficier de la puissance du syndicalisme américain dans ses luttes revendicatives. On a insisté en particulier sur la force économique que cette affiliation assure en cas de grève et sur le pouvoir de marchandage qui en résulte au moment de la négociation. La puissance financière des unions américaines est un argument que l'on emploie pour démontrer la qualité des services rendus par les unions internationales. On a pu remarquer aussi que ce type de justification des liens avec les syndicats américains était utilisé dans les campagnes d'organisation et d'information publique (17).

Avec la montée du nationalisme québécois des années 60, la FTQ a été amenée à nuancer et à préciser sa position vis-à-vis le syndicalisme international. Ainsi, le conflit entre l'Union des artistes et l'Actor's Equity donne au président de la FTQ l'occasion d'apporter une certaine rationalité nouvelle aux affiliations internationales.

"Nous croyons fermement que le syndicalisme international continue à rendre d'immenses services aux travailleurs du Québec quand il tient compte de leurs exigences particulières, mais nous n'avons que faire d'une organisation qui ne satisfait même pas à une exigence allant de soi, l'affiliation aux centrales syndicales du milieu, et qui ne fait aucun cas des décisions et positions adoptées par la FTQ" (18)

Au cours des dernières années la Fédération a eu tendance à s'affranchir du syndicalisme international sur les questions qui ne concernent pas directement la convention collective. Une résolution présentée au Congrès de 1963, réaffirmait le principe de la solidarité internationale des travailleurs

en ce qui a trait aux négociations collectives de travail, mais accordait la priorité à la solidarité nationale en matière de législation ouvrière et sociale. (19) On peut conclure sans hésiter que le syndicalisme québécois reconnaît de moins en moins le leadership américain sur les questions qui n'ont pas une conséquence directe sur la négociation collective et que les rapports entre les deux existent sur une base d'affaire.

d) Définitions des rapports avec la CTC:

La même tendance autonomiste se manifeste à l'égard de la centrale canadienne. Le président de la FTQ est heureux de déclarer en 1965 que la FTQ occupe de plus en plus au sein du CTC une place de "fédération pas comme les autres" tout comme le Québec au sein de la Confédération (20). Dans un article récent où nous soulignons que l'unité socio-politique fondamentale pour les travailleurs syndiqués devient de plus en plus le Québec, nous avons tiré des conclusions quant à la nature des rapports CTC-FTQ que nous nous permettons de reproduire ici:

"Il ne semble pas cependant y avoir dans l'immédiat un risque de rupture entre le mouvement québécois et le mouvement pancanadien en dépit de l'effort déployé par la FTQ pour obtenir un statut particulier au sein du CTC. D'une part parce que l'on a encore au Québec le sentiment que les différences linguistiques ne constituent pas un handicap majeur et que l'autonomie régionale des unions en matière du gouvernement interne et de la négociation collective est raisonnable, et d'autre part parce que l'on croit pouvoir jouer un rôle important au niveau canadien.

Cette conviction perd toutefois de sa force car l'impression de ne pas toujours être bien compris a de

plus en plus d'emprise. L'impatience se manifeste surtout chez les leaders les mieux instruits ou relativement jeunes. Ils reprochent, entre autre, aux syndiqués anglo-saxons leur indifférence et leur incompréhension à l'égard des problèmes du Québec, leur négation apparente du pluralisme culturel, social et politique, de même que leur conception numérique de la démocratie. Devant la règle de la majorité pure et simple, le statut minoritaire est particulièrement ressenti.

De plus, la situation québécoise particulière créée par la Révolution tranquille constitue une force centrifuge qui ajoute aux insatisfactions. En effet, la prise de conscience nationaliste de la population, l'interventionnisme de l'Etat et la montée en flèche de la CSN ont sursensibilisé la FTQ aux caractéristiques et aux problèmes particuliers du Québec aux points de vue économique, politique et culturel. Dans ce contexte global, il lui apparaît donc impérieux de conquérir ses titres de véritable centrale syndicale.

Il s'agit là d'une option d'envergure qui met en cause la structure du syndicalisme international au Canada. La FTQ, en effet, est une créature du CTC, du type horizontal, qui sert de regroupement régional des locaux sur une base volontaire et qui a pour fonction principale de les représenter auprès de l'Etat. Pour relever dans la Révolution tranquille le défi lancé par l'agressivité de la CSN, elle a acquis des formes nouvelles: un service d'organisation et un secrétaire-général. Elle a de plus cherché à se faire attribuer un statut spécial au dernier congrès du CTC afin de fournir plus de services à ses affiliés et de mieux s'intégrer dans la société nouvelle. Cependant, en dépit de l'appui direct des SWUA et du SCFP, le Congrès de Winnipeg fut pour elle une déception. La définition anglo-saxonne de la démocratie ne reconnaît pas encore les statuts particuliers.

Le drame de ce mouvement c'est beaucoup moins le caractère international que les liens pancanadiens. Si l'internationalisme apparaît encore une force d'appui pour la contestation et la revendication, il ne serait toutefois pas surprenant que l'idéologie du pacte entre les deux nations ne laisse son empreinte dans les structures syndicales." (21)

La validité de ces lignes écrites en 1966 a été mise

en évidence par la décision du congrès de 1967 de conquérir plus d'autonomie et de pouvoir comme fédération provinciale et par la rebuffade que la FTQ vient de subir au congrès du CTC de 1968.

V- LA FTQ ET L'INTERNATIONALISME

De par sa structure même la FTQ n'a pas de fonction internationale. Cette fonction appartient à la centrale canadienne. Elle n'a cependant pas été dénuée de toute opinion à l'égard des grandes options sur le plan mondial. C'est pourquoi elle a, à plusieurs reprises, pris position, soit de son propre chef, soit par l'entremise de la centrale canadienne. Ses prises de position sont guidées par deux idées fondamentales: la liberté de l'homme et la promotion socio-économique du travailleur. C'est pour ces raisons qu'elle a condamné le nazisme, le fascisme, le communisme et la dictature sous toutes ses formes; qu'elle s'est élevée contre les guerres dites impérialistes; qu'elle a reproché au syndicalisme européen de négliger par sa politisation, l'amélioration du niveau de vie des travailleurs; qu'elle a donné son appui au système américain de la libre entreprise.

Cette préoccupation envers le principe de la liberté et le respect de la dignité humaine est illustrée par des exemples concrets tout au long de la période que nous avons étudiée. En 1952 la FTQ déclare que la liberté est brimée en Amérique du Sud, plus particulièrement en Argentine. En 1956, on s'élève contre la condamnation de 15 syndicalistes espagnols condamnés à la prison/^{pour avoir} incité leurs camarades à réclamer des augmentations de salaires: la FTQ y voit la négation de la liberté d'association.

Cette même année, en marge de la rébellion hongroise, le CTC répond à l'appel de la CISL pour une contribution de \$1,000: on invite les syndicats à contribuer généreusement à la cause de la justice et de la liberté représentée aujourd'hui par la révolte hongroise contre la tyrannie et l'oppression. Afin de forcer le **g**ouvernement de l'Afrique du Sud à abandonner sa politique d'apartheid, la FTQ demande en 1960 et 1961 à la Commission des liqueurs du Québec de boycotter les vins et brandies de ce pays.

VI- L'ACTION POLITIQUE

En matière d'action politique la FPTQ-FTQ a connu deux périodes bien distinctes. Les années 1940-50 sont marquées par une crainte quasi maladive de l'action politique. On n'ose même pas mettre en pratique de façon réfléchie ou quelque peu systématique, le principe **g**ompérien du "punissons nos ennemis et récompensons nos amis". La méthode de l'antichambre l'emporte par dessus tout. En 1958 un brusque revirement se produit et le mouvement se politisera graduellement.

a) Le non-engagement: 1940-1958.

Pendant la décade 1940-50, des éléments majoritaires au sein de la FPTQ **s'opposent** violemment à toute forme d'action politique engagée ou directe. Au Congrès de 1943, l'Assemblée vote de façon écrasante pour que l'idée, de la formation d'un parti politique ouvrier soit abandonnée et ceci, malgré que le Conseil exécutif, sur la base d'un vote antécédent, ait préparé un programme.

Au Congrès de 1944 le comité des résolutions se déclare

défavorable à la résolution no. 26 demandant que la convention donne au prochain exécutif le mandat de faire l'impossible pour lancer un comité d'action politique non partisane. Une déléguée s'exprime ainsi:

"le mouvement ouvrier devrait s'en tenir aux questions économiques et laisser la politique tranquille".(22)

Jusqu'en 1958 toute forme d'action politique partisane est rejetée. On s'éveille néanmoins, au cours des années 50, à l'information politique. Au cours d'une conférence d'étude, tenue en 1954, le Comité consultatif de la FPTQ décide que cette dernière ne doit pas faire de politique partisane ni former ou endosser aucun parti politique. Elle ne doit pas non plus participer activement aux campagnes électorales. Mais on doit entreprendre un programme d'éducation ouvrière afin d'éclairer les membres et le public en général dans l'exercice de leur droit de vote aux élections. Si la FPTQ préfère l'action éducative à l'action politique pour le moment c'est parce qu'elle estime qu'avant d'entreprendre une véritable action partisane, il faut que les officiers et les membres connaissent à fond les buts et aspirations du mouvement, qu'ils soient convaincus de leur devoir de voter à toutes les élections et qu'ils soient en mesure de juger les hommes politiques et les événements.

Si l'action politique partisane n'obtient pas la faveur du mouvement, il n'en est pas ainsi des méthodes de l'antichambre et bureaucratique. Ce sont les deux principaux modes d'influence politique des syndicats. Ils servent autant à protester qu'à revendiquer. Ainsi, en 1944, après avoir appris par les journaux que les bills 2 et 3 seraient l'objet d'un vote dans les 24 heures, on proteste énergiquement contre cette pratique

gouvernementale de présenter un projet de législation ouvrière sans consulter le monde du travail organisé (23).

On recherche, en même temps, la présence ouvrière dans les organismes gouvernementaux qui intéressent les travailleurs. On proteste en 1944, au sujet du Bill 3, contre le manque de représentation ouvrière sur la Commission chargée de mettre en force cette loi. Au Congrès de 1946, on réaffirme le désir de participer davantage bureaucratiquement aux organismes d'application des lois ouvrières: la convention demande au gouvernement provincial de modifier le Règlement des Relations Ouvrières afin

"que le mouvement ouvrier international ait une représentation complète et juste dans tous les comités, y compris le Comité des Relations Ouvrières." (24)

Les activités de pression et bureaucratique demeurent en faveur pendant les années 50. On continue à revendiquer la représentation dans les commissions gouvernementales. La résolution no. 104 du Congrès de 1954 fait pression auprès du gouvernement fédéral pour qu'un comité formé de représentants ouvriers soit constitué au sein du Ministère du Travail. En 1955, la résolution no. 13 demande la représentation des forces syndicales dans une éventuelle association interprovinciale groupant Etat, patrons et syndiqués pour trouver des solutions au chômage.

A partir de 1955, une certaine exaspération à l'égard du gouvernement Duplessis amène la FPTQ à vouloir recourir aux manifestations de masse et à des instruments de pression à caractère public. Au Congrès de 1957, les résolutions 48, 49 et 54 sanctionnent l'appui de l'Assemblée à un

arrêt de travail généralisé et à l'utilisation maximum des média d'information de masse pour défendre le point de vue des travailleurs.

b) La politisation du mouvement: 1958 jusqu'à nos jours.

A la suite de la fusion de la FPTQ et de la FUIQ, en 1957, le mouvement syndical se donne une personnalité nouvelle qui reflète l'impatience des dernières années de la FPTQ et surtout l'engagement socio-politique de la FUIQ. Dans la déclaration de principe adoptée lors du Congrès de 1957, la FTQ, s'affiche comme partisane de l'éducation gratuite à tous les niveaux et d'un système complet de sécurité sociale, anti-capitaliste et favorable à l'étatisation des ressources naturelles, tenante d'une éducation et d'une action politique énergique.

Devant ces nouvelles préoccupations, il semble que la FTQ ait réalisé que ses méthodes classiques ne suffisaient plus. Un mois après ce congrès, on adopte à une assemblée du Conseil exécutif, le texte suivant:

"La Fédération des travailleurs du Québec a acquis la conviction que l'expansion du syndicalisme et l'avènement de la sécurité sociale, si nécessaire à la famille du travailleur, ne pourront jamais être assurés par les forces politiques en place. Aussi ne voit-elle de solution que dans l'éducation et l'action politiques, l'une ne pouvant aller sans l'autre.

Elle entend donc accélérer l'éducation politique de ses membres, étudier les structures politiques actuelles, y chercher les correctifs nécessaires et, pourvoir à leur application, inciter ses membres à l'action politique directe.

.... Dans l'immédiat, elle voit la nécessité de donner son appui au parti politique qui lui fournira les meilleures garanties en travaillant sérieusement et de façon constante dans l'intérêt de la classe laborieuse."

L'action politique partisane prend définitivement corps à partir de 1960: le projet de formation d'un nouveau parti est ratifié par le CTC en avril et par la FTQ à son congrès de novembre. Le NPD est fondé en 1961 et la FTQ invite alors les travailleurs du Québec à participer à l'avènement d'une véritable démocratie économique, politique, sociale et nationale à l'intérieur de ce parti. (25) La participation politique démocratique constitue un stimulant pour l'adhésion de la FTQ au NPD. Le président y reviendra en 1965 en déclarant:

"Ce n'est pas par fantaisie ou par sectarisme, d'affirmer son président, que la FTQ appuie officiellement le NPD. C'est parce que, en plus d'être consultés sur toutes les questions d'intérêt syndical, nous y sommes admis, non seulement à participer à l'élaboration du programme, mais également à élire, réélire ou renverser les dirigeants, et cela à intervalles réguliers, c'est-à-dire à tous les deux ans. Le leader parlementaire lui-même, même occupant les fonctions de premier ministre, est tenu de solliciter ainsi un renouvellement de son mandat." (26)

La FTQ justifie sa politisation et son choix du NPD de la façon suivante. Les partis traditionnels sont tout à fait inactifs dans le domaine économique, indifférents dans le domaine social et hostiles à l'égard du syndicalisme. Ils ont été incapables d'adopter des politiques satisfaisantes en ce qui concerne le plein-emploi, l'assurance-santé, la gratuité scolaire, la nationalisation, la planification et la législation ouvrière.

Le NPD apparaît au contraire comme le parti du plein-emploi, le parti de la planification donc le parti susceptible de régler les problèmes du chômage et de la répartition équitable de la richesse. (27)

Si depuis 1960 elle considère l'action politique partisane comme essentielle et primordiale la FTQ n'a pas pour autant relégué à l'arrière plan ses méthodes traditionnelles. Elle a, au contraire, accentué sa pression par la présentation de nombreux mémoires et a constamment exigé la participation ouvrière dans les organismes gouvernementaux à caractère économique ou social. Elle a mené en particulier, une vigoureuse campagne contre le projet initial du Code du travail provincial. Pour elle, ce mode de participation politique s'avère nécessaire jusqu'à l'avènement d'un parti qui représentera véritablement les intérêts des travailleurs et de la communauté.

CONCLUSION:

La conception de l'action syndicale est consistante avec les définitions du milieu économique et du milieu social. Elle s'intègre logiquement dans le schéma de l'idéologie unitaire que constitue le bien être de l'unité de consommation qu'est la cellule familiale. Pour la FPTQ-FTQ, en effet, le syndicalisme est un mouvement de revendication socio-économique dont la fonction primordiale est la promotion et la défense des intérêts économique-professionnels de ses membres.

Cette orientation fonctionnelle entraîne l'acceptation

positive des notions d'entrepreneur, de profit, de productivité et de progrès économique dans la mesure où elles permettent d'obtenir des avantages tangibles pour les membres. Le syndicalisme a alors la responsabilité de veiller au partage équitable des fruits de la production, d'obtenir pour ses membres une juste part des bénéfices. Cette équité dans la redistribution du profit est la condition fondamentale d'une approche de coopération avec le patronat: le monde syndical est conscient de sa communauté d'intérêt avec ce dernier au sujet de la rentabilité de l'entreprise.

On reconnaît cependant que la communauté d'intérêt ne peut être totale et qu'en conséquence le mouvement syndical doit, pour être efficace, concevoir son approche de coopération dans une situation de pouvoir qui lui est favorable.

Le pouvoir et l'efficacité constituent un prérequis fonctionnel qui guide la définition, dans leur ensemble, des rapports avec les autres. Dans l'idéologie de la FTQ, les concepts d'unité, de liberté, de sécurité et de solidarité syndicales acquièrent toute leur signification lorsque leur finalité est l'efficacité de l'organisation ouvrière. L'éducation et la participation des membres, l'élimination des syndicats de boutique et de la concurrence intersyndicale, les affiliations syndicales, sont nécessaires à l'efficacité économique du syndicat plutôt que des produits d'une idéologie de classe ouvrière. C'est pourquoi, les concessions aux pressions culturelles du milieu ainsi que la montée du nationalisme n'élimineront pas, au nom du pouvoir et de l'efficacité économique, les liens internationaux avec les syndicats américains.

L'engagement politique de la FTQ ne constitue pas une dérogation à l'idéologie traditionnelle du mouvement. Il est au contraire un aboutissement logique qui renforce l'idéologie unitaire. Le syndicalisme se définit de façon constante et uniforme par rapport à l'objectif de la défense et du bien être socio-économique de la famille comme unité de consommation. D'une part il cherche à améliorer les inputs positifs: sécurité du revenu et pouvoir d'achat; d'autre part, il vise à combattre les inputs négatifs: chômage et inflation. Dans la mesure où son action au niveau de l'entreprise et du système économique s'avère efficace il ne voit pas la nécessité d'une action politique autre que supplétive et non-partisane. Mais lorsque la complexité et l'ampleur des problèmes reliés aux inputs dépassent les cadres des possibilités des premiers agents de l'économie (employeurs et travailleurs) le mouvement est amené à contester le système, à confier un rôle de premier plan à l'Etat, et à se politiser dans le but de participer aussi immédiatement et directement que possible, à la solution des problèmes qui l'on toujours intéressé.

REFERENCES

1. L'étude de cette définition de soi ne va pas sans difficulté lorsqu'il s'agit de la FFTQ-FTQ, parce que celle-ci est un organisme syndical de type horizontal. Par sa nature même, elle est orientée vers la représentation et la pression plutôt que vers la définition d'objectifs. C'est pourquoi ses rapports de congrès et ses mémoires sont intrinsèquement peu révélateurs quant à la nature même de l'action syndicale. Nous sommes donc forcés, pour la connaître, de nous appuyer principalement sur le journal du mouvement, les communiqués de presse ou autres déclarations à contenu idéologique. De plus, la nature de l'organisme l'amène à se définir idéologiquement, uniquement en périodes de tension, de concurrence ou de conflit. Il en résulte donc, pour les biens de notre étude, une abondance de données à certains moments et une rareté à d'autres moments. C'est respectivement le cas des années 60 et des années 40.
2. Le Monde Ouvrier, V. 51 No. 2, mars-avril 1966, article intitulé:
"Un syndicaliste indépendantiste déclare: l'action syndicale prime d'idéologie." p.9.
3. Le Monde Ouvrier, V. 28 No. 29, 17 juillet 1943, article intitulé:
"Leadership for victory", p.5.
4. Le Monde Ouvrier, V. 39 Nos 11-12, nov.-déc. 1954 article intitulé:
"Start organizing drives, Schnitzler tells unions", p.7.
5. Au chapitre sur la méthodologie nous avons insisté sur certaines limites inhérentes à l'étude de l'idéologie à partir des documents. Nous obtenons ainsi une idéologie officielle globale. Ceci ne signifie par que tous les niveaux de la structure partagent cette idéologie. Au contraire, il n'y a jamais de consensus total. Nous avons un exemple ici. La description qui procède de la définition de l'action syndicale est acceptée par le leadership supérieur du mouvement. Une étude inédite que nous avons faite révèle que les activistes sur le plan local ont une vision beaucoup plus limitée. La plupart des personnes que nous avons interrogées ont manifesté une grande prédisposition à limiter le syndicat au rôle de la négociation collective.
6. Le Monde Ouvrier, V. 39 Nos 11-12, nov.-déc. 1954, article intitulé:
"Club de perfectionnement ouvrier", p.7.
7. Le Monde Ouvrier, V. 41 No. 2, février 1956, article intitulé:
"L'éducation, une nécessité", p.2.
8. Cette question de la définition du rôle des membres dans la structure syndicale devrait être l'objet d'une étude approfondie. Il n'existe à

notre connaissance aucune étude sur la situation québécoise. Partant de l'idée que le syndicat existe pour les membres et non l'inverse le mouvement a fait l'hypothèse que la structure démocratique de décision garantirait l'application de cette idée. Quelle est la relation qui s'établit entre les membres et les leaders? Est-ce que les mêmes modèles valent pour les vieux syndicats et les jeunes syndicats? Nous ne le savons pas. Faute de recherche, l'analyse d'une telle question est forcément limitée.

9. Le Monde Ouvrier, V. 33, No 5, 14 février 1948, article intitulé:
"La crainte et la prudence", p.1.
10. Information, Communiqué de Presse, 19 octobre 1964.
11. Congrès de 1943, résolution No. 11.
12. Congrès de 1946, résolution No. 35.
13. Congrès de 1948, résolution No. 51.
14. Information, Communiqué de Presse, 6 septembre 1961.
15. Congrès de 1955, résolution No. 82.
16. Information, Communiqué de Presse, 20 mars 1965.
17. Voir à titre d'exemple, Information, Communiqué de Presse 30 novembre 1964.
18. Information, Communiqué de Presse, 15 décembre 1964.
19. Information, Communiqué de Presse, 15 novembre 1963.
20. Information, Communiqué de Presse, 9 mars 1965.
21. Louis-Marie Tremblay:
"L'évolution du syndicalisme dans la révolution
tranquille", Relations Industrielles, Vol. 22 No 1,
janv. 1967, aux pages 92-93.
22. Congrès de 1944, Rapport des délibérations, p.13.
23. Ibidem p.15.
24. Congrès de 1946, résolution No. 35.
25. Le Monde Ouvrier, V. 46, No. 6, juin 1961, article intitulé:
"Dans une déclaration soumise au nouveau Parti, la
FTQ a proclamé le caractère bi-national de la Confé-
dération," p.2.

26. Information, Communiqué de Presse, 20 mars 1965.
27. Il est intéressant de noter qu'au congrès de fondation du NPD, la délégation québécoise fit voter comme amendement à la constitution du NPD la substitution de l'expression parti fédéral à celle du parti national, sur la base de la notion d'une nation canadienne-française. Si les représentants des travailleurs n'étaient pas les seuls délégués, ils n'en constituaient pas moins un groupe plus qu'imposant. Leur prise de position était donc conforme au nationalisme que nous avons constaté précédemment sur le plan économique et social.

CHAPITRE V

Définition du système de Relations Industrielles

CHAPITRE V

DEFINITION DU SYSTEME DE RELATIONS INDUSTRIELLES

Introduction:

Comme mouvement préoccupé par la défense professionnelle de ses membres la FPTQ-FTQ s'intéresse au système de relations industrielles dans la mesure où il constitue le mécanisme dont elle a besoin pour faire ses revendications, appliquer son pouvoir et marchandage et obtenir des bénéfices concrets pour ses membres. Il lui apparaît important de voir à ce qu'existent dans ce système, des conditions qui permettent aux syndicats de travailler à la réalisation des objectifs qu'ils poursuivent. A cette fin, ses revendications portent sur le droit d'association, sur le droit de négociation et sur le droit de grève. Elle est alors amenée à développer une conception de ce qui doit être le rôle de l'Etat dans le système de relations industrielles.

Les principales attitudes de la FPTQ, sur ces questions, seront l'objet de ce chapitre.

1- LE DROIT D'ASSOCIATION.

Le premier élément de l'idéologie de la FPTQ-FTQ quant au système de relations industrielles est la libre appartenance de chacun à l'union de son choix. Cette attitude donne lieu à une double politique: L'une revendicative visant à élargir la reconnaissance juridique du droit d'association

à un nombre de plus en plus grand de travailleurs, du secteur privé au secteur public, du col bleu au col blanc, au professionnel et au cadre; l'autre défensive visant à assurer la sécurité syndicale et à protéger la liberté d'association contre les pratiques anti-syndicales, les syndicats jaunes et les autres obstacles.

a) Attitudes défensive:

Pour la FPTQ-FTQ les syndicats de boutique constituent une prostitution de la liberté d'association. C'est pourquoi, en plus d'essayer de les déloger par la syndicalisation de leurs membres elle tente à plusieurs reprises de les faire déclarer illégaux (1).

Tout comme le reste du syndicalisme nord-américain, le mouvement québécois a associé le libre exercice du droit d'association à la sécurité institutionnelle. Il ne s'est pas contenté pour cela de ses propres moyens, soit l'élimination de la concurrence intersyndicale et l'obtention dans les conventions collectives de clauses de sécurité syndicale. Il a cherché à affirmer cette sécurité par voie gouvernementale. Ainsi durant les années 40, on tente d'obtenir la clause d'atelier fermé: au Congrès de 1943, on demande l'atelier fermé simple ou conjoint, si 75% des travailleurs sont organisés dans une ou plusieurs unions, pourvu que les parties soient d'accord. En 1954, la FPTQ rejette formellement les lois américaines du "droit au travail" qu'elle juge anti-syndicales. Ces lois, ne garantissent aucun droit; elles prévoient que l'individu travaillera seul, à des taux moindres que ceux garantis par l'union. Elles sont le "Plan Américain" ou le "Plan d'atelier" des années 1920-24, qui ont conduit à des bas salaires, à des grèves et malaises

industriels. On ajoute, dans le Monde Ouvrier de Novembre-décembre 1954, qu'elles sont en violation des droits de l'homme et une menace au bien-être général (2). L'inclusion dans le Code du travail d'un article prévoyant la retenue à la source de la cotisation syndicale volontaire et révocable est considérée comme une grande victoire syndicale.

Les principales luttes défensives ont été faites contre les mesures discriminatoires et les pratiques anti-syndicales. On s'oppose en 1948 à l'inclusion dans le Code fédéral du travail, d'une clause stipulant qu'aucune union ne serait certifiée si elle comptait des officiers communistes. Une telle clause est inacceptable car elle constitue une invitation directe au remplacement des unions ouvrières libres par des unions contrôlées par les compagnies (3). Afin d'assurer une protection plus complète, du droit d'association, on demande dès 1948, que la législation prévoie le ré-engagement des employés congédiés pour activités syndicales de même que le remboursement à ces employés des argents qu'ils ont perdu en salaires durant cette période de congédiement (4). Dans son mémoire à la Commission Royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels de 1954, la FTQ demande à ce qu'on impose des sanctions plus sévères aux employeurs qui font fi de la loi et qui congédient des ouvriers pour activités syndicales (5). Sur ce point particulier de congédiement pour activités syndicales, la FTQ revient constamment à la charge et en 1962, elle affiche, une attitude irréductible face au Bill No. 8. Elle déclare:

"qu'elle n'acceptera aucune reculade sur le bill, qui protège les salariés contre les congédiements pour activités syndicales. Elle estime que cette loi est

absolument essentielle à l'exercice du droit d'association". (6)

b) Attitudes revendicatrices:

La liberté d'association est considérée comme une liberté de base qui conditionne toutes les autres libertés des travailleurs: sans elle, il est impossible de négocier un contrat de travail et de faire prévaloir le droit à une juste part de la propriété universelle. Il est donc essentiel de l'assurer à tous les travailleurs, qu'ils soient dans l'industrie ou dans les services publics:

"Votre Comité recommande que cette convention réaffirme son attitude en faveur d'une liberté absolue d'association pour tous les ouvriers dans toute union de leur choix, quels que soient leur métier ou leur classification, y compris les employés du service civil". (7)

La résolution No. 12 du Congrès de 1946 demande que soit aboli le bill provincial No. 2 qui prive les employés des compagnies d'utilités publiques de la province de certains droits établis sous la juridiction fédérale. La même résolution est reprise en 1948, visant surtout les employés de l'Hydro-Québec.

Cette lutte pour la reconnaissance du droit d'association pour les employés des services publics se poursuit avec insistance dans les années '60. On peut en effet lire dans le Monde Ouvrier de février 1962, que la FTQ se porte à la défense des fonctionnaires provinciaux dont le droit d'association est bafoué par la reconnaissance de facto d'un syndicat de boutique. De plus, le mémoire législatif de la FTQ au gouvernement provincial demande de reconnaître aux employés de la fonction publique le droit d'association

et d'affiliation.

Dans sa lutte contre le Bill 54, la FTQ déplore le fait que:

"on exclut des catégories entières de salariés dont les membres des professions libérales, de l'exercice du droit d'association et qu'on interdise aux syndicats de fonctionnaires provinciaux de s'affilier à la centrale de leur choix". (8)

On accuse le Bill 54 d'aggraver la "corporite aigue" dont souffre le Québec parce qu'il ne reconnaît pas aux membres des professions libérales le droit de s'associer. La corporite est définie par la FTQ comme une maladie de caractère cancéreux qui provoque la prolifération des corporations professionnelles et l'exclusion de leurs membres du régime des lois du travail. Elle va donc contre la reconnaissance du droit d'association préconisée pour tous les travailleurs et la FTQ se doit de la combattre. (9)

Le Bill 54 est à refaire, selon la FTQ, parce qu'il s'inspire à peu près constamment d'une philosophie négative envers le droit d'association. Le Bill 54 est pourri dans plusieurs de ses dispositions et on ajoute qu'il doit être considérablement modifié pour avoir un caractère démocratique et être par le fait même acceptable à tous les travailleurs.

La FTQ poursuit toujours sa lutte en 1966, alors qu'on souhaite voir amendée la Loi de la Fonction Publique de manière à supprimer toute restriction à la liberté d'affiliation syndicale des fonctionnaires provinciaux. (10)

c) La logique d'une antinomie: sécurité syndicale et liberté d'association.

La liberté d'association est un droit fondamental pour le mouvement syndical. Il le revendique pour tous les travailleurs au nom de la liberté et de la démocratie. En même temps, il préconise une série de mesures, visant la sécurité du syndicat, qui limitent les alternatives quant au choix de l'organisme de représentation ouvrière et les possibilités de changement d'allégeance syndicale. Pour la FTQ la liberté syndicale ne doit pas amener de division à l'intérieur de la classe ouvrière mais doit au contraire reposer sur une démocratisation des structures syndicales. La liberté syndicale véritable ne réside pas dans le changement d'allégeance syndicale quand on le désire, et souvent pour des motifs futiles, mais bien dans la possibilité pour les membres de modifier leur constitution et changer de dirigeants.

Loin de voir une opposition entre liberté d'association et sécurité institutionnelle, le mouvement conçoit que ces deux notions sont convergentes. Le libre exercice du droit d'association est une illusion s'il ne s'effectue pas par l'entremise d'une organisation efficace. L'efficacité est irréalisable pour un organisme qui doit lutter constamment pour survivre. En conséquence il ne saurait y avoir de promotion de la condition ouvrière, laquelle constitue le principal mobile de la défense du droit d'association.

II- LE DROIT DE NEGOCIATION.

Le droit de négociation est intrinsèquement lié

à l'exercice du droit d'association. La FPTQ n'accepte donc pas de compromis en ce qui a trait à la négociation d'égal à égal avec les employeurs car c'est le moyen démocratique par excellence pour obtenir aux travailleurs de bonnes conditions de travail.

Au début de la période de notre étude, le principe de la certification syndicale introduit dans le système américain n'avait pas encore été transcrit dans les législations canadiennes. Les préoccupations à ce sujet étaient très vives au début des années 40. On demande donc en 1943, qu'un système de négociation obligatoire dans les conditions déterminées, soit traduit dans les lois. Au Congrès, les délégués de la FPTQ exigent la reconnaissance du droit de négocier collectivement là où au moins 50% des travailleurs sont organisés; on demande aussi de rendre obligatoire pour l'employeur, la participation à la /négociation collective si 50% ou plus des travailleurs sont membres d'une ou de plusieurs unions (11).

Le principe de la négociation obligatoire avec l'union représentative apparaît comme un corollaire du droit d'association. Ainsi, la réticence traditionnelle à l'égard du système des décrets s'explique par le fait que l'on a perçu ce système comme un handicap à la syndicalisation des travailleurs tombant sous la juridiction des décrets. C'est aussi dans le but de favoriser l'exercice du droit d'association et d'accroître la capacité du syndicalisme d'améliorer la condition ouvrière que l'un des principaux leaders de la FTQ, monsieur Jean Gérin-Lajoie mène une campagne afin de transposer au niveau du secteur industriel ou professionnel le régime d'accréditation syndicale qui prévaut au niveau de l'entreprise.

La FTQ attache autant d'importance à la reconnaissance du droit de négociation pour les employés des services publics qu'à la reconnaissance de leur droit d'association. Elle se dit insatisfaite de la version finale du Code du Travail provincial (1964). Le principal reproche réside dans le fait qu'il comporte une clause accordant des pouvoirs discrétionnaires aux autorités municipales et scolaires en matière d'engagement de suspension et de renvoi de leurs employés. La FTQ y voit là une négation du droit de négociation et une menace à la sécurité d'emploi de ces travailleurs (12).

XII- LE DROIT DE GRÈVE.

Les revendications concernant l'exercice du droit de grève font partie intégrante du même système de pensée que les revendications concernant le droit d'association et le droit de négociation. Aussi se font-elles au nom des mêmes principes de démocratie et de liberté. L'objectif fondamental de la FTQ sur ce point est d'obtenir l'exercice sans entraves du droit de grève. On cherche donc, d'une part à faire abolir ou à limiter tous les obstacles qui ont comme conséquence pratique de réduire l'efficacité de la grève, et d'autre part à éliminer les limitations juridiques à la reconnaissance totale du droit de grève.

1- Obstacles à l'exercice du droit de grève.

Les préoccupations principales du mouvement, sur ce plan, ont porté sur les "scabs", les mesures qui conditionnent la pratique de la grève et les injonctions.

a) En 1946 on réclame une loi pour prévenir l'utilisation de briseurs de grève aussi longtemps qu'une grève n'a pas été déclarée illégale. Le congrès adopte une résolution stipulant:

"Qu'il soit résolu que la FPTQ fasse pression auprès des autorités pour qu'il ne soit permis à aucune compagnie d'engager les briseurs de grève tant que la grève n'a pas été déclarée illégale (13).

Les scabs seront toujours considérés comme une valeur disfonctionnelle dans le système de relations industrielles: ils sont des ennemis plus redoutables que le patron antisyndical. A l'occasion, les policiers, lorsque soupçonnés d'un excès de zèle envers la protection de la propriété, subiront le même anathème.

b) Dès 1944, on remet en cause les provisions de la loi des Relations ouvrières portant sur les délais préalables à la déclaration légale d'une grève. La FPTQ estime que cette réglementation n'a fait que servir des patrons qui ont utilisé ces délais pour retarder indûment les grèves. On propose en conséquence, de limiter à 30 jours la période durant laquelle aura lieu la conciliation et l'arbitrage, période au-delà de laquelle le droit de grève est acquis. (14) On luttera par la suite constamment contre l'ensemble des mesures temporisatrices obligatoires (délais, conciliation, arbitrage) avant qu'un conflit ne devienne ouvert, de façon à ramener le moment du débrayage aussi près que possible de la date d'expiration de la convention collective.

c) La mesure qui a probablement causé le plus d'embêtements à l'exercice du droit de grève est celle du recours à l'injonction. La FPTQ-FTQ

a fait des efforts répétés pour surmonter cet obstacle. Elle s'est fortement opposée aux injonctions parce qu'elles sont la négation des droits déjà reconnus par les lois et statuts. En effet, toutes les lois sociales et statuts visant à protéger les ouvriers, à permettre la reconnaissance syndicale et à aider à l'obtention de conventions collectives, deviennent inutiles si un juge peut accorder une injonction dès que quelqu'un se croit lésé à tort ou à raison. Une loi s'impose pour mettre fin à une épidémie d'injonctions et rétablir ainsi les droits des travailleurs. Le Congrès de 1946 demande que les législateurs s'inspirent de la loi Norris-La Guardia en matière d'injonction. Le Congrès de 1948 demande que les patrons ne puissent pas recourir, en cas de grève, à des injonctions si la grève est légale. On veut également que soit abolie l'injonction contre le piquetage. Durant les années '50, on poursuit les revendications en ce sens si on en juge par la résolution suivante passée au Congrès de 1958:

"Attendu que les employeurs se sont servis du bref d'injonction pour briser les grèves;
Attendu que les lois prennent d'autres moyens que le bref d'injonction pour protéger le public;
Qu'il soit résolu que les législateurs amendent le Code de procédure civile pour prohiber l'usage de bref d'injonction en cas de grève". (15)

En 1962, on prend à partie les juges de la Cour Supérieure sous prétexte qu'ils accordent des injonctions sans raisons valables; on demande l'abolition des injonctions et que les injonctions ne soient pas émises sans avis préalable à toutes les parties. (16)

2- Reconnaissance du droit de grève.

Désireuse d'assurer l'exercice du droit de grève à tous

les travailleurs, la FTQ s'élève en 1961 contre le Bill 78 qui interdit l'exercice du droit de grève aux syndicats non reconnus de même qu'aux associations reconnues, pendant la durée de la convention collective. On estime que:

"Interdire le droit de grève pendant la durée d'une convention collective, c'est intervenir dans les négociations collectives et empêcher patrons et ouvriers de s'entendre librement et privément sur une question ne touchant aucunement l'intérêt public." (17)

Il ne suffit pas pour la FTQ d'assurer le droit de grève mais il faut aussi le rendre accessible à tous. La résolution No. 33 du Congrès de 1957 juge qu'il est en dehors de la juridiction du gouvernement de refuser à des catégories de salariés un droit aussi fondamental que le droit de grève. En 1958, on l'exige pour tous les salariées sans exception, y compris ceux des corporations municipales et scolaires et ceux des services publics. On reconnaît cependant, en 1962, que ce droit devra s'exercer dans des conditions spéciales déterminées par les deux parties, mais on exige que ces conditions soient arrêtées au moyen d'une entente entre l'Etat-employeur et les associations représentatives de ses employés et non pas de façon unilatérale et arbitraire par voie de législation (18). La FTQ ne reconnaît à l'Etat-employeur aucune prérogative que n'auraient pas les employeurs industriels. A titre d'employeur, il est sur un pied d'égalité avec n'importe quel autre employeur et doit donc négocier les conditions de travail avec le syndicat reconnu.

Nous avons vu que la FTQ s'oppose en 1964, au Bill 54 parce qu'il brime le droit d'association; elle s'y oppose aussi parce que

le droit de grève est menacé sérieusement puisqu'il n'existe pas pour tous les employés des services publics. La FTQ est d'avis qu'on n'a pas tenté de distinguer entre travailleurs dont le travail est essentiel à la sécurité et au bien-être de la population d'une part, et tous les autres d'autre part:

"On interdit le recours à la grève non pas en raison de la nature des fonctions, mais du fait d'une définition arbitraire et fantaisiste des mots services publics." (19)

La FTQ soutient que le droit de grève est un droit fondamental que l'on doit reconnaître à tous les travailleurs puisque nous ne sommes plus à l'époque de l'esclavage. D'ailleurs, interdire la grève, ce n'est pas l'empêcher, mais c'est forcer les travailleurs à la faire dans l'illégalité, pratique que ne préconise pas la FTQ. De plus les travailleurs sont capables d'auto-discipline lorsque l'intérêt public est en jeu. D'où cette notion de la grève civilisée dont le premier exemple fut donné à l'Hydro-Québec.

V- ROLE DE L'ETAT DANS LE SYSTEME DE RELATIONS INDUSTRIELLES.

A l'opposé de ce que nous avons observé en ce qui a trait au système économique et au système social, la définition du système de relations industrielles inclut la présence permanente de l'Etat comme acteur. Pour la FPTQ-FTQ l'Etat est alors un instrument au service des parties. Il doit: a) se tenir à la disposition des intéressés et intervenir sur demande pour redresser des torts, modifier des lois, faire reconnaître des droits; b) laisser les parties à elles-mêmes et ne pas s'imposer au nom de la liberté et de la démocratie.

Pendant la seconde guerre mondiale, le mouvement syndical avait assez bien accepté le contrôle exercé par le gouvernement fédéral par l'entremise du Conseil national du travail. Ce fut un tollé syndical cependant, lorsque le ministre du travail proposa, en 1943, de créer un poste "de contrôleur des organisations ouvrières" afin d'obliger les leaders syndicaux à se comporter de façon plus responsable. Si le monde syndical, est en général très prompt à réclamer des contrôles sur les activités des autres groupes sociaux il est par contre très susceptible envers les initiatives gouvernementales qui peuvent gêner sa liberté d'action.

La même crainte de l'Etat que nous avons relevé au sujet des systèmes économique et social nous semble dicter la position du mouvement. Si l'on accepte sa présence, c'est que l'on ne peut s'en passer. C'est pourquoi on rejette tout système d'intervention systématique ou habituelle de l'Etat en matière de relations industrielles tout en réclamant qu'il soit toujours prêt à intervenir pour définir ou rétablir les droits fondamentaux d'association, de négociation et grève. En ce sens la FTQ demeure logique avec elle-même lorsqu'elle s'oppose à l'arbitrage obligatoire d'un côté et exige de l'autre l'intervention directe de l'Etat dans des négociations (Canadian Marconi ou Dominion Textile) et des grèves (Valleyfield- Murdochville) lorsqu'elles sont dans une impasse.

Relevons dans une perspective historique un certain nombre de faits qui contribuent d'une part à illustrer cette définition du rôle de l'Etat en matière de relations industrielles et qui s'ajoutent d'autre part

au matériel utilisé pour décrire la pensée de la FPTQ-FTQ sur le droit d'association, le droit de négociation et le droit de grève.

1- Pour la FPTQ-FTQ l'Etat législateur est absolument nécessaire dans le champ des relations de travail. C'est pourquoi l'on soumet régulièrement des mémoires législatifs et l'on fait des pressions constantes visant à changer la législation sociale et ouvrière dans le sens du mieux être et de la protection des travailleurs. On refuse, cependant, que l'Etat de sa propre initiative improvise des législations ouvrières ou qu'il ne tienne pas compte des revendications syndicales lorsqu'il élabore de nouvelles législations ouvrières.

Le Congrès de 1944, par exemple, reproche au gouvernement de ne pas s'être inspiré du rapport de la Commission inter-syndicale à l'occasion de loi de la Convention collective. La vaste campagne menée contre le Bill 54, est le meilleur exemple de la vigueur avec laquelle le mouvement peut réagir à une initiative gouvernementale qui, selon lui, ne tient pas compte de ses points de vue et de ses besoins. (20)

2- On demande à l'Etat de favoriser la négociation collective de bonne foi et de l'imposer aux entreprises privées lorsque les syndicats sont vraiment représentatifs. A la limite on demandera même à l'Etat d'utiliser la méthode forte. Ainsi en 1943, la FPTQ exige que l'Etat mette en tutelle la Canadian Marconi et qu'il se charge lui-même de négocier avec le syndicat. On exige aussi que l'Etat force la Dominion Textile à reconnaître un syndicat représentatif et à négocier avec lui. L'Etat fédéral ne semble pas réagir très rapidement à ces invitations et on se voit dans

l'obligation de l'accuser d'inertie à plusieurs reprises.

3- Le rôle de l'Etat pendant les grèves est souvent mis en cause. Deux exemples illustrent l'ambiguïté de ce rôle.

A l'occasion d'une grève dans le textile à Valleyfield en 1946, on attribue à l'Etat un rôle de médiateur. On adopte en congrès une résolution à l'effet que:

"le ministre du Travail essaye, une fois de plus, d'amener les deux parties ensemble pour régler la grève." (21)

Les attitudes de la FTQ lors de la grève de Murdochville sont beaucoup plus virulentes qu'en 1946. On exige davantage de l'Etat qu'un simple rôle de médiateur: on lui attribue un rôle d'intermédiaire très actif. On laisse même entendre qu'il doit rétablir l'équilibre dans le rapport des forces entre la Compagnie de le Syndicat:

"Il appartenait à l'Etat d'intervenir pour rétablir l'équilibre qui se trouvait fortement compromis par la puissance financière et les tactiques déloyales de la Compagnie." (22)

Si on demande l'intervention active du gouvernement, on réproouve par contre cette tendance qu'il a de dépêcher les forces policières sur la scène de la grève, acte que l'on juge anti-syndical:

"Le Procureur-Général utilise la Police Provinciale pour accomplir les basses oeuvres d'une politique anti-syndicale." (23)

Les pressions sur le gouvernement se font particulièrement

fortes lorsqu'un conflit industriel s'éternise et devient pourri. Selon les circonstances on lui demande de se comporter comme un médiateur ou de s'imposer plus directement.

4- Comme nous l'avons constaté précédemment l'exercice du droit d'association par la négociation collective et le droit de grève sont intimement liés. La conception syndicale de l'efficacité économique s'est souvent heurtée à la préoccupation gouvernementale du bien commun et de la paix industrielle. Il en est résulté des divergences de vues et des pressions syndicales constantes au sujet de la conciliation, des délais et de l'arbitrage obligatoire.

La FTQ voit dans l'arbitrage, ou la conciliation, un moyen de trouver une solution à un conflit lorsque les deux parties en présence n'ont pu le faire. Un tel recours doit être possible, mais non obligatoire car en ce cas il porte atteinte à la liberté syndicale, principe à la base de toutes les revendications de la FTQ.

CONCLUSION:

Comme nous le soulignons dans l'introduction de ce chapitre, la définition du système de relations industrielles vient se greffer dans une perspective instrumentale aux définitions du système social, du système économique et du rôle du syndicalisme. Il est donc en définitive au service de la promotion du bien être socio-économique de l'unité de consommation formée par la cellule familiale.

Pour la FPTQ-FTQ le coeur de ce système c'est la négociation

collective de bonne foi. C'est pourquoi l'accent est placé sur la trilogie du droit d'association, du droit de négociation et du droit de grève. Ces trois droits forment un tout qui représente la capacité juridique, pour le syndicalisme, de réaliser sa finalité au niveau de l'entreprise et du système économique. Son attitude n'est donc pas modifiée lorsqu'elle atteint le stage de la contestation du système et de la politisation institutionnelle parce que celles-ci se font au niveau global et sur la base d'une action à long terme. La convention collective demeure encore la source première de promotion de la condition salariale.

La FPTQ-FTQ reconnaît d'autre part que les rapports dans le système de relations industrielles doivent s'effectuer d'une façon ordonnée, plutôt que selon la loi de la jungle. C'est ce qui explique/que non seulement elle accepte l'infrastructure juridique du système, mais qu'elle se fasse le promoteur d'une telle infrastructure. De plus, cette infrastructure représente pour la FPTQ-FTQ, un moyen de pallier à la faiblesse du pouvoir institutionnel du mouvement, donc d'être plus efficace. C'est d'ailleurs pour cette même raison qu'elle veut limiter l'Etat à un rôle supplétif et instrumental, tout en conservant pour elle-même une grande liberté d'action.

REFERENCES

1. Nous avons développé cette question dans le chapitre de la définition des rapports avec les autres syndicats. Voir pp.
2. Le Monde Ouvrier, V. 39 Nos 11-12, nov.- déc. 1954, article intitulé: "Les lois du "droit au travail" sont condamnées par les autorités religieuses", p. 9
3. Le Monde Ouvrier, V. 33 No. 19, 23 octobre 1948, article intitulé: "Discours du président Bengough," p. 5
4. Congrès de 1948, résolution No. 5.
5. Information, Communiqué de Presse, 23 juin 1954.
6. Information, Communiqué de Presse, 26 février, 1962.
7. Congrès de 1944, Rapport des délibérations, p. 15.
8. Information, Communiqué de Presse, 27 février 1964.
9. Information, Communiqué de Presse, 10 mars 1964.
10. Information, Communiqué de Presse, 2 décembre 1966.
11. Congrès de 1943, Rapport des délibérations.
12. Le Monde Ouvrier, V. 49 Nos 7-8, juillet-août 1964 article intitulé: "La FTQ n'est pas tout à fait satisfaite de la version finale du Code du Travail", p.3.
13. Congrès de 1948, résolution No. 8.
14. Congrès de 1946, résolution No. 35.
15. Congrès de 1958, résolution No. 132.
16. Congrès de 1962, Rapport des délibérations.
17. Le Monde Ouvrier, V. 46, No. 6, juin 1961, article intitulé: "Hamel: il faudra endurer jusqu'au Code du Travail". p.7.
18. Information, Communiqué de Presse, 26 février 1962.
19. Information, Communiqué de Presse, 2 mars 1964.

20. En résumé la position de la FTQ était la suivante. On accusait le Bill de nier le droit d'association et de grève à toute une catégorie de travailleurs; de mettre le régime de la convention collective sous la tutelle du Code civil ce qui est contraire à l'esprit du droit du travail; de nier le principe de négociation véritable et de priver les dirigeants syndicaux de tout pouvoir réel de représentation par l'article 57.
21. Congrès de 1946, résolution No. 39.
22. Congrès de 1957, résolution No. 8.
23. id., résolution No. 87.

P A R T I E II

I D E O L O G I E

D E L A

C T C C - C S N

de 1940 à 1965

C H A P I T R E VI

Définition du système économique

CHAPITRE VI

DEFINITION DU SYSTEME ECONOMIQUE

INTRODUCTION

Il y a dans la pensée économique de la CTCC-CSN une évolution dans la continuité. Les principes qui l'inspirent demeurent à peu près inaltérés au cours de la période que nous avons étudiée, cependant l'analyse critique des problèmes et la recherche de leurs solutions se font avec de plus en plus de rigueur et de profondeur au fur et à mesure que l'on progresse dans le temps. Le développement de l'idéologie économique atteint alors son apogée pendant les années de la Révolution tranquille. C'est d'ailleurs ce qui nous permet d'identifier deux grandes périodes quant à la position de la CSN sur le plan économique. Avant 1960, la CTCC s'accommode d'un système qu'elle ne peut accepter intégralement et qu'elle ne veut contester globalement. Après 1960, elle s'engage dans un mouvement de réforme de ce système.

I PHASE CONTESTATION-ACCOMODATION: 1943-1960

Jusqu'aux abords des années 60 la pensée économique de la CTCC est axée sur deux préoccupations fondamentales: le coût de la vie et le chômage. Pendant les années 40 le problème du coût de la vie domine nettement alors que celui du chômage est plus aigu pendant les années 50. Ces problèmes ne sont pas l'objet d'une étude approfondie. Ils sont en effet perçus dans une perspective de consommation. Si les premières expres-

sions peuvent apparaître parcellaires il n'en reste pas moins que la pensée économique de la CTCC évolue graduellement en se précisant et en s'articulant logiquement. En effet, face aux problèmes de l'inflation et du chômage on recherche à la fois les causes et les remèdes. On aborde alors ces problèmes avec une approche moralisante qui se situe quelque part entre le refus d'une acceptation intégrale du système capitaliste et le rejet d'une contestation globale de ce système.

La CTCC déconce en effet, le capitalisme pur aussi bien que le communisme pur comme forme d'organisation économique de la société, en invoquant comme motif, des valeurs religieuses et la crainte de l'étatisme. On est surtout préoccupé par les abus auxquels l'égoïsme de la philosophie du système capitaliste peut conduire. En même temps le socialisme apparaît comme un épouvantail. On est d'autre part très respectueux de l'autorité sous toutes ses formes. C'est pourquoi évoluera-t-on graduellement à partir de propositions pour réformer les structures, vers la remise en cause de certaines structures plutôt que vers la contestation du système. Jusqu'en 1960 la CTCC fait face à deux grandes options, le capitalisme et le socialisme, qu'elle trouve inacceptables, mais sans être capable d'offrir une alternative valable.

a) Le problème de l'inflation:

Pendant les années 40 c'est le problème de l'inflation qui sensibilise la CTCC. Elle se contente cependant de signaler le taux élevé du chômage, la diminution des salaires et des revenus, la pénurie des

logements, les restrictions qui empêchent la reprise des affaires dans plusieurs industries, sans s'attarder à rechercher des solutions de rechange. Au congrès de 1944 le caractère permanent de l'inflation est dénoncé. Cette prise de conscience donne alors lieu, comme nous le verrons plus loin, à de nombreuses revendications auprès de l'Etat dans le but de combattre la hausse du coût de la vie.

Au début de la période le problème de la hausse du coût de la vie est attribué au système de la libre concurrence. La coopération apparaît alors comme la formule idéale de salut car elle assure la protection du consommateur tout en constituant un rempart efficace contre la vague d'étatisation qui s'étend présentement sur le monde (1). La permanence du problème pour le consommateur de faire face à une montée constante des prix alors que son revenu n'évolue pas de façon parallèle entraîne une certaine critique du système économique capitaliste. Le congrès de 1948, s'appuyant sur l'Encyclique Quadragésimo Anno déclare que le problème fondamental est celui du libéralisme car la libre concurrence conduit au contrôle monopolistique des prix par quelques entreprises, à la disparition de la petite entreprise et au chômage. Considérant que l'écart grandissant entre les prix et les salaires est un problème angoissant pour le salarié, que la soif des profits déséquilibre l'économie et menace de la conduire à la ruine, que les salariés sont soumis au contrôle monopolistique des entreprises et que toutes les activités de la société doivent être ordonnées au bien de cette société, la CTCC demande alors aux gouvernements fédéral et provincial d'instituer des

tribunaux d'arbitrage des prix (2).

b) Le problème du chômage:

C'est à partir de 1950 que le chômage retient vraiment l'attention de la CTCC. La "rationalité" de ce malaise social est d'abord recherchée au niveau du capitalisme libéral. On prétend alors que la responsabilité du chômage doit être attribuée à ceux qui dirigent l'économie. On accuse en particulier les monopoles d'agir uniquement en fonction des bénéfices qu'ils peuvent retirer sans assumer aucune responsabilité collective. Cette question du chômage est cependant reliée très tôt à celle de la vulnérabilité de l'économie canadienne. On attribue cette dernière à une mauvaise politique d'exploitation des ressources naturelles, à une économie trop axée sur le secteur primaire et à la faiblesse gouvernementale.

La sensibilisation au sous-développement de l'économie québécoise donne lieu, vers le milieu des années 50, à l'apparition de l'embryon d'un certain nationalisme socio-économique qui entraîne la redéfinition du rôle de l'Etat.

Pour parer à cette situation défavorable, le premier instrument est une meilleure politique d'exploitation de nos ressources naturelles. Celle-ci serait atteinte par la transformation chez-nous de nos matières premières (3). Le nationalisme inhérent à cette proposition n'est cependant pas négatif. Au contraire, le capital étranger est le bienvenu et doit obtenir une juste rémunération. On considère toutefois que l'exploitation des richesses naturelles de la province par les capitaux

étrangers ne saurait se faire sans conditions ni restrictions. Le pouvoir public a le devoir de déterminer les conditions de l'usage que les exploitants étrangers pourront faire de leurs concessions (4). En deuxième lieu, la CTCC propose la nationalisation des ressources naturelles ainsi que celles de certains services publics. Il ne s'agit pas pour cette dernière d'une mesure socialiste. La rationalité de cette mesure est puisée dans *Quadragesimo Anno* plutôt que dans les écrits marxistes:

"Il y a des catégories de biens pour lesquels on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains de personnes privées" (5)

Selon la CTCC, le pouvoir politique est le grand responsable de l'infériorité économique québécoise qui se traduit par la faiblesse du revenu et le taux élevé du chômage: les gouvernements ont en effet basé leur politique de développement sur des salaires dépréciés et sur une législation ouvrière restrictive qui a empêché les syndicats de jouer efficacement leur rôle économique. C'est là un thème majeur de la pensée économique de la CTCC. Elle le développe en profondeur dans son mémoire à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, en 1954.

En s'interrogeant sur les structures économiques la CTCC se rend compte de l'importance de stimuler l'industrie. Elle n'est toutefois pas encore au stage de la planification économique. Elle voit la solution dans l'amélioration du pouvoir d'achat par l'augmentation des prestations sociales, par la recherche du plein-emploi et par le contrôle des

importations (6). Cette analyse conduit aussi à la dénonciation de la répartition des impôts entre les trois niveaux de gouvernement municipal, provincial et fédéral, à l'occasion du mémoire soumis à la Commission Tremblay.

c) Le rôle de l'Etat:

Préoccupé par le spectre du socialisme, on craint l'étatisme. L'Etat est tenu à une fonction strictement supplétive dans le but de faire face aux deux grands problèmes de l'inflation et du chômage. Jusqu'à la fin des années 50 le rôle économique de l'Etat est pratiquement limité à la fabrication de réglementations qui visent à protéger le petit salarié.

Le contrôle des prix par le gouvernement est une constante dans la pensée de la CTCC. En 1943, on demande l'institution d'une commission des prix du pain laquelle devra établir un standard de pesée et de qualité du pain (7). On prie la Commission des prix et du commerce du temps de guerre, d'exercer un contrôle efficace, afin d'empêcher les augmentations alarmantes du coût de la vie. En 1946, on demande le maintien du contrôle des prix pour éviter les désordres sociaux.

En 1948, on affirme que dans un pays démocratique, l'opinion publique a le droit d'être informée des causes des hausses des prix. On estime qu'il incombe à l'Etat d'assurer cette surveillance démocratique par la création de tribunaux d'arbitrage des prix qui auront pour fonction de juger des demandes de hausses de prix faites par les producteurs et distributeurs et d'enquêter dans tous les secteurs de l'économie afin

de dépister les abus de prix et les dénoncer. On estime que ces tribunaux sont nécessaires si on veut ordonner adéquatement l'activité économique au bien commun de la nation (8).

Une réglementation des prix de revente est considérée en 1950 comme la mesure la plus efficace pour lutter contre l'inflation. (9) On revient à la charge en 1952, 54 et 57 en demandant l'établissement d'une commission permanente d'enquête sur les prix afin de protéger les consommateurs contre les hausses dans les prix. En 1957 on propose de plus, afin d'enrayer l'inflation, le retour à une mesure qui s'est avérée efficace pendant la guerre, soit l'impôt sur les excédents de bénéfice.

En second lieu, la CTCC demande aux pouvoirs publics de prendre des mesures qui ont pour but de créer des emplois afin de lutter contre le chômage. Ainsi, en 1946, on invite le gouvernement à trouver des milliards pour des travaux de construction afin d'assurer de l'emploi aux travailleurs (10). En 1952, on estime que le gouvernement devrait entreprendre la réalisation d'un vigoureux programme de travaux publics et contribuer à l'établissement d'entreprises capables d'assurer aux travailleurs des sources d'emplois stables (11). On revendique en 1956 l'établissement d'une usine de transformation de nos matières premières.

Le changement technologique a des conséquences sur l'emploi qui inquiètent la CTCC. Elle avance en conséquence que l'Etat doit veiller à ce que l'automation progresse sans écraser aucune classe de la société et à ce que ses effets positifs soient répartis équitablement entre

les patrons, les ouvriers et l'Etat. On demande aux gouvernements d'avoir comme politique: de favoriser l'expansion des marchés afin de minimiser les effets désastreux de l'automation; d'élaborer un programme de plein-emploi afin de conserver un grand pouvoir de consommation; de surveiller le taux d'intérêt afin d'exercer un contrôle sur les pouvoirs d'emprunts des entreprises en vue d'automatiser; de voir à ce que les travailleurs obtiennent leur part dans l'accroissement de la productivité due à l'automation; d'utiliser l'impôt pour contrôler le pouvoir d'achat et le pouvoir de consommation afin de réaliser un équilibre entre le pouvoir d'achat et les quantités de biens et de services disponibles sur le marché (12).

II PHASE CONTESTATION-REFORMISTE: LES ANNEES 60.

Au cours des années 60 la pensée économique de la CSN se nuance et se précise. On étudie en profondeur les principaux thèmes abordés vers le milieu de la décade précédente. Ceci conduit à une évaluation de l'économie canadienne, au procès du capitalisme moderne et à la définition de l'Etat planificateur. La CSN conserve en même temps l'intérêt que la CTCC avait porté aux questions de prix, coût de la vie, emploi et revenu.

a) Prix, revenu et productivité:

Sur ces questions la pensée de la CSN est conforme à celle de la période précédente.

En dénonçant avec vigueur l'inégalité des revenus entre les groupes sociaux et le marasme dans lequel vit une grande partie de

la population, victime du libéralisme et de l'anarchie économique, on réaffirme le droit de tout salarié à un salaire qui répond à ses besoins économiques, familiaux et sociaux en contrepartie de son travail.

"Il ne suffit pas que l'économie fonctionne. Il ne suffit pas que les gens travaillent. Il faut que le revenu qu'ils tirent de leur travail soit suffisant. Autrement la société fabrique des pauvres en plus grand nombre qu'elle ne peut convenablement secourir, et le secours, n'étant jamais une rémunération, ne remplace ni moralement, ni en valeur, ni en constance, le revenu du travail." (13)

En matière de relations entre les prix et les salaires la CSN: rejette la théorie du "Wage push inflation" en faisant valoir que dans une économie automatisée les salaires ne représentent qu'une faible partie du prix de revient; elle refute les arguments des producteurs qui se servent des augmentations de salaires comme prétexte pour justifier l'accroissement de leurs prix, en faisant remarquer que les profits augmentent plus rapidement que les salaires; elle accuse les monopoles et cartels de fausser les mécanismes des prix dans l'économie par une fixation arbitraire et unilatérale des prix à payer par les consommateurs.

La CSN est consciente d'autre part que dans le contexte de la concurrence internationale le grand défi pour l'économie canadienne est l'augmentation de la productivité permettant de produire à des coûts qui confèrent une position concurrentielle avantageuse sur les marchés internationaux. Si elle accepte le développement technologique la CSN ne tolère toutefois pas que la relève du défi se fasse au détriment des travailleurs par la compression du salaire et l'insécurité du revenu. Au

contraire elle ne peut concevoir le plein-emploi autrement que dans un contexte de hausse appréciable des salaires nominaux. (14)

b) L'économie canadienne: naissance d'un nationalisme économique:

L'économie canadienne est un thème majeur abordé en fonction de trois préoccupations principales: les richesses naturelles, le développement du secteur secondaire et la domination économique américaine. La poursuite de l'interrogation soulevée dans la période précédente active les sentiments nationalistes et donne naissance à un certain anti-américanisme économique. C'est un point sur lequel on revient chaque année. Le point de départ de toute cette analyse est la constatation de la persistance à l'état permanent d'un chômage chronique. (15)

En résumé la CSN argumente de la façon suivante. Notre économie fait face à un chômage chronique à cause de l'absence d'une politique rationnelle d'exploitation de nos ressources naturelles exportées à l'état brut. Si nous voulons stabiliser notre économie, nous devons développer l'industrie secondaire en transformant sur place nos ressources naturelles. Comme nous devons nécessairement produire pour des marchés extérieurs, il nous faudra alors choisir les lignes de production où nous avons le plus de chance de réussir. Conseiller le gouvernement en cette matière, serait le rôle du Conseil d'orientation économique (16).

L'objectif primordial de la CSN est le développement du secteur secondaire afin de créer des emplois. Ceci ressort clairement de son Mémoire à la Commission sur l'assurance-chômage en 1961 lorsqu'elle

affirme que le chômage est directement lié aux déficiences de l'économie canadienne et que ces dernières proviennent de l'insuffisance du développement des productions secondaires, sans lesquelles il ne peut y avoir de haut niveau d'emploi.

La CSN constate d'autre part que l'économie canadienne est une économie satellite de l'économie américaine au point qu'elle n'atteint le plein-emploi qu'en période de guerre. Elle est de plus très vulnérable parce qu'elle s'est développée sans planification par la collectivité. Pour combattre cette dépendance et cette vulnérabilité il faut développer le capital canadien, procéder à une certaine canadianisation des entreprises américaines (17) et profiter du fait que les capitaux américains tirent avantages de nos ressources, pour négocier certaines ententes commerciales ou même travailler à la formation d'un nouveau marché commun (18).

La CSN craint qu'une union économique avec les Etats-Unis n'aboutisse à une éventuelle intégration politique et déplore que la dépendance économique actuelle entraîne une dépendance dans les domaines de la technologie et de la recherche (19). C'est pourquoi se réjouit-elle de toutes les initiatives de décolonisation économique telles que la formation de la SGF, la nationalisation de l'électricité, les accords commerciaux avec Cuba et la Chine.

Face au problème du développement de l'économie canadienne la CSN attribue à l'Etat la responsabilité de veiller à assurer une place prépondérante aux capitaux canadiens, de contrôler l'économie par le

développement du secteur public de façon à réduire l'importance relative des investissements américains (20), et d'investir massivement dans les secteurs clés et les plus productifs afin d'établir une politique économique autochtone. (21)

c) Le capitalisme moderne: un problème de démocratisation:

Au cours des années 60 la CSN fait une critique très sévère du système capitaliste moderne. Se référant, en 1960, à l'entreprise libre, le président déclare:

Laisser faire et se fier entièrement à l'entreprise libre ne conduit nulle part. Cette dernière a prouvé abondamment qu'elle est incapable de diriger notre économie dans le sens du bien commun; l'expérience nous prouve aussi que l'entreprise libre se soucie exclusivement de ses propres intérêts qui ne concourent pas toujours, loin de là, avec ceux de la nation. (22)

Ce dernier reprend le même thème en 1962 en affirmant que:

La preuve est faite que les seuls intérêts privés ne peuvent, en poursuivant leurs objectifs individuels, garantir le progrès et la stabilité économique. (23)

Il poursuit sa critique en 1964 en disant que même dans une ère d'abondance la logique interne du système entraîne comme sous-produit des pénuries et des inégalités telles que: l'insuffisance du système d'enseignement, la faiblesse de l'équipement socio-culturel et l'insalubrité urbaine. (24)

L'évaluation critique du libéralisme amène la remise

en question du système de propriété de l'entreprise. C'est ce que fait longuement le président Pépin dans son rapport moral au congrès de 1966. Selon ce dernier, l'économie se développe de façon anarchique parce qu'elle est dominée par quelques grandes sociétés anonymes entraînant ainsi une concentration du pouvoir économique dans les mains de quelques individus, à l'encontre d'une démocratie véritable. Ces grandes entreprises exploitent la collectivité en ne recherchant que leur intérêt:

... en ce sens que les politiques des grandes entreprises, lorsqu'elles sont planifiées, le sont d'abord en rapport avec les intérêts strictement privés, peu importe ce qu'il en coûte à la collectivité en services sociaux de toutes sortes et en mesures compatibles avec un aménagement humain et juste de la société des hommes. (25)

Selon le président de la CSN, les dimensions de ces entreprises sont telles que le droit traditionnel de la propriété privée n'a plus de sens alors que ces entreprises ne se reconnaissent aucun caractère de responsabilité sociale envers la collectivité

Voilà donc des entreprises qui, tout en ayant les caractères d'entreprises collectives, restent juridiquement régies par le traditionnel droit civil de la propriété, de sorte qu'elles assument réellement un rôle dont les effets intéressent toute la collectivité, tout en refusant les responsabilités qui s'attachent à ce rôle et tout en refusant que l'on exige d'elles qu'elles s'acquittent de ces responsabilités. (26)

Comme les pouvoirs publics sont apathiques c'est le peuple qui fait les frais de cette situation aberrante.

Il ne faut donc pas s'étonner que la CSN reproche vive-

ment à l'Etat une trop grande condescendance envers l'entreprise privée. En 1961 on accuse les gouvernements d'avoir été trop enclins à maintenir les prérogatives et les privilèges de l'entreprise privée face à la vague montante de chômage. En 1964, on affirme que les gouvernements doivent compenser pour les déficiences des entreprises privées et investir eux-mêmes dans le développement industriel du pays. Mais en 1966, on se montre plus virulent: estimant que le social et l'économique sont en un certain sens très liés, on dénonce l'erreur fondamentale de l'Etat qui consiste à ne décider que du social pour laisser l'initiative privée décider de l'économique et on recommande à l'Etat de s'affirmer plus fermement dans le domaine économique afin d'être plus libre du pouvoir économique dans l'élaboration de ses politiques sociales et économiques. (27)

Que propose la CSN pour réformer le système capitaliste et mettre un terme au pouvoir abusif du capital, à son absence de responsabilité publique, à la soumission passive de l'Etat à ce pouvoir, au développement anarchique de l'économie ainsi qu'à l'exploitation des travailleurs et de la population? C'est la démocratisation par la participation.

Ce que nous voulons, c'est la présence des pouvoirs publics et des corps intermédiaires aux centres où se décident vraiment les grandes mesures de l'économie, et la présence des syndicats là où se décident les politiques de l'entreprise, en particulier en ce qui touche vitalement les travailleurs. (28)

Il ne s'agit pas pour la CSN de bouleverser les structures mais plutôt de les pénétrer et de les adapter au service de l'homme. Elle veut donc que les grandes entreprises deviennent de droit public. Elle veut surtout

assure une participation populaire réelle à la vie économique et politique écartant ainsi à la fois le contrôle étatique et le socialisme intégral. (29)

d) La planification économique démocratique:

Pour la CSN l'instrument clé qui peut permettre de solutionner les problèmes économiques dont nous avons traité jusqu'ici, (exploitation rationnelle des ressources économiques, décolonisation économique et réformes des structures de l'entreprise) est la planification économique démocratique. Dans les années 60-62 on insistera sur la nécessité de la planification pour réduire le chômage et atteindre le plein-emploi, alors qu'au cours des années subséquentes on s'efforcera de préciser la nature du processus de planification.

Pour la CSN, la planification économique s'impose comme un fait qui doit répondre à un besoin. En effet:

Toutes les différentes mesures qui peuvent être proposées en vue de stabiliser notre économie et conduire au plein-emploi, ne pourront jamais atteindre le but désiré si elles ne sont pas intégrées dans un plan d'ensemble supervisé par l'Etat. (30)

Cette réponse à un besoin est justifiée moralement. La CSN s'appuie alors sur l'encyclique Mater et Magistra qui affirme qu'en ce qui concerne l'orientation économique, là où l'initiative privée refuserait d'assumer ses responsabilités, il n'y a aucun doute que l'Etat doive intervenir directement pour sauvegarder le bien commun. La nécessité de la planification n'est pas posée dans les termes d'une opposition entre l'entreprise privée et l'entreprise publique. Au contraire, elle implique la participation de

tous les intéressés et la collaboration entre les différents niveaux de décision, national, provincial, régional, local et industriel parce que:

"L'économie canadienne a besoin de marchés plus vastes et d'une meilleure organisation industrielle. Et ces Objectifs ne pourront être atteints que par un gouvernement conscient de ses responsabilités, qui saura contenir et canaliser les énergies privées dans le sens des vrais besoins de la population canadienne. (31)

En réclamant la planification économique, en préconisant à cette occasion, certaines nationalisations, la CSN veut que l'Etat assume le rôle d'initiateur et d'entraîneur en matière économique, mais insiste en même temps pour que soit sauvegardé le principe de la subsidiarité. Elle exige de l'Etat qu'il n'étende son activité que dans les limites exigées par le bien commun et non à la seule fin de réduire ou de supprimer la propriété privée.

"entre le communisme et le libéralisme, il existe une solution de bien commun, une solution raisonnable qui concilie avec les interventions nécessaires du gouvernement les libertés fondamentales du citoyen. C'est une solution démocratique et juste que seuls les privilégiés ont intérêt à discréditer." (32)

Pour la CSN la planification économique doit être démocratique. Elle entend par là que l'élaboration d'un plan suppose la participation active des divers agents de la vie économique, sous l'impulsion et la responsabilité de l'Etat. Dans cette optique, la seule possibilité d'approcher la réalisation des objectifs inscrits dans le plan repose sur leur approbation par les différents agents de la vie économique, et les représentants élus de la population. Il y a aussi l'application du plan

qui soulève d'importantes difficultés. En effet, le bon fonctionnement d'une économie planifiée démocratiquement requiert une réforme des structures gouvernementales et administratives, ainsi qu'une répartition nouvelle du pouvoir économique, vue la nécessité d'harmoniser la planification, la politique budgétaire et la politique économique, harmoniser les investissements, ainsi que l'équilibre qu'il faut établir entre le secteur privé et le plan. Ceci excluant évidemment tout recours systématique à la contrainte.

(33). Le président exposera avec fermeté au congrès de 1966 que:

"C'est l'Etat, assisté des corps intermédiaires et recevant ses grandes orientations de la population, laquelle aura voté pour des choix plutôt que pour d'autres, qui doit commander les grandes décisions économiques; et la grande entreprise, quel que soit son statut, doit être au service de la collectivité."

"Les objectifs du plan devront être discutés à tous les niveaux afin de faire une synthèse à partir des volontés de la base. (34)

A ce même congrès le président de la CSN expose les principaux éléments d'une politique de planification: nationalisations lorsque nécessaire; création de nouvelles entreprises par l'intermédiaire d'organismes comme la SGF; regroupement et rééquipement de certaines entreprises; investissements et participation à l'administration de l'Etat dans des petites entreprises; politique de main-d'oeuvre. Sur le plan provincial, la CSN fait état des mesures prioritaires suivantes dans un mémoire présenté au Conseil supérieur de la famille en 1966:

- "Exécution de tous les travaux préliminaires voulus, y compris l'analyse du territoire, pour permettre

l'élaboration d'une politique économique."

- "Développement économique rationnel, en fonction des principes et des lignes de conduite dégagés par ces travaux; en particulier, développement économique régional, développement de l'industrie secondaire, législations plus exigeantes relatives à l'exploitation des richesses naturelles et aux royautés exigées par l'Etat."
- "Surveillance plus étroite des politiques d'entreprise suivies par le capital étranger et élaboration d'un ensemble d'exigences relatives au comportement de ce capital sur le territoire."
- "Elaboration de nos propres conceptions de la politique fiscale de manière à exercer une influence décisive sur la politique fédérale à ce sujet; grâce au poids politique de la Province au sein de la Confédération participer, en vue d'objectifs beaucoup mieux précisés qu'aujourd'hui, à l'orientation des décisions politiques fédérales susceptibles d'affecter la vie économique du Québec."
- "Enfin, d'une manière générale, axer principalement nos efforts sur un ensemble d'objectifs économiques dont la réalisation nous paraîtrait devoir être la préoccupation majeure du gouvernement provincial." (35)

SYNTHESE ET CONCLUSION.

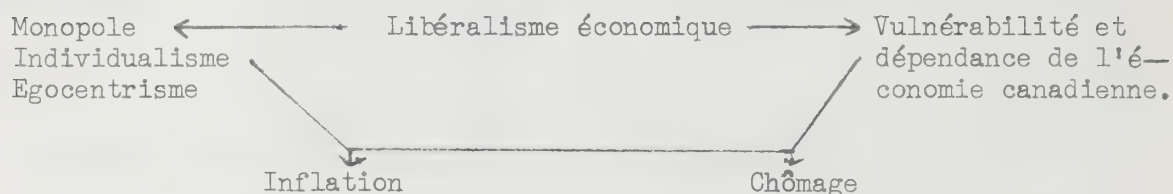
Il existe au départ une similitude entre l'idéologie économique de la CTCC-CSN et celle du mouvement rival, la FPTQ-FTQ. Dans les deux cas, en effet, c'est l'approche de consommation qui domine. Dans les deux cas, les éléments fondamentaux de cette approche sont les dichotomies sécurité du revenu-chômage et pouvoir de consommation. - inflation / On identifie donc les problèmes de la même façon. Mais les deux mouvements se différencient au niveau de l'analyse des problèmes et dans la recherche des structures pour solutionner ces problèmes. L'analyse des problèmes est beaucoup plus approfondie au sein de la CSN et cette différence est de plus en plus

marquée à mesure que l'on avance dans le temps. D'autre part, la pensée de la FPTQ-FTQ évolue selon un axe acceptation-contestation alors que celle de la CTCC-CSN évolue selon un axe contestation-accommodation et contestation-réformisme.

Chez la CTCC-CSN la contestation se fait au niveau de l'évaluation du système alors que l'orientation accommodation et réformisme existe au niveau de la recherche des solutions. Au cours de notre période d'étude l'aspect contestation du système est une constante. S'il se manifeste une évolution sur ce plan c'est une évolution dans la qualité de l'analyse plutôt qu'une évolution de fond. L'évolution apparaît par contre très nettement au niveau des propositions (politiques et structures) pour solutionner les problèmes du système que l'on conteste.

La contestation du système se fait sur deux plans. Premièrement, le libéralisme économique est condamné "in se" et globalement parce que, fondé sur l'individualisme et l'égoïsme, il conduit inévitablement aux structures monopolistiques, aux inégalités sociales et à une situation inflationniste et de sous-emploi de caractère pathologique. De plus il est incapable de fournir par lui-même des solutions de rechange à ces problèmes. Deuxièmement, le libéralisme est aussi condamné à cause de ses effets sur les structures économiques canadiennes dont la vulnérabilité (faiblesse du secteur secondaire et mauvaise exploitation des ressources naturelles) et la dépendance (colonialisme économique américain) contribuent à accroître les aspects disfonctionnels du système lui-même.

Cet aspect de l'idéologie économique de la CTCC-CSN est illustré par le diagramme qui suit.



Ce n'est pas dans les idéologies globales que la CTCC-CSN recherche des remèdes aux maux économiques qu'elle diagnostique. En dépit de sa réputation d'engagement intellectuel, elle n'a jamais été attirée par les "ismes" en matière économique. Ses origines chrétiennes lui ont appris dès le début de son histoire à craindre le libéralisme aussi bien que le socialisme et le communisme. Elle s'efforce donc de comprendre les problèmes, de les disséquer afin d'y apporter des solutions dans une perspective humaine. Sa foi en l'homme, alliée à sa crainte de l'étatisme, sont sources d'une certaine ambivalence et d'une volonté de rechercher des solutions à deux niveaux: celui des groupes économiques et celui de la société.

Dans la phase dite d'accomodement, la CTCC propose pour lutter contre l'inflation et le chômage: au niveau des groupes, la coopération; au niveau social le contrôle des prix et des mesures gouvernementales visant à créer des emplois. Ces mesures de caractère appliqué révèlent une idéologie d'adaptation plutôt que de transformation. La situation se présente cependant d'une façon différente depuis 1960. L'orientation

réformiste nous semble cristallisée dans le concept de démocratisation économique que la CSN met constamment de l'avant et qui se traduit par la participation ouvrière au niveau des structures économiques et par la planification démocratique au niveau de la société. Le reste, (nationalisation, décolonisation économique) est un sous-produit de cette pensée.

REFERENCES

1. Congrès 1946, Résolution No 142.
2. Congrès 1948, Résolution No 147.
3. Congrès 1952, Rapport moral du Président:
"La prospérité économique du Canada pourrait être encore plus grande si la politique économique générale se préoccupait de la transformation, chez nous de nos matières premières."
4. Mémoire annuel au Cabinet provincial, 1956.
5. Congrès 1954, Encyclique Quadragesimo Anno, citée dans le Rapport Moral du Président.
6. Congrès 1956, Résolution No 19.
7. Congrès 1943, Résolution No 29.
8. Congrès 1948, Résolution No 147.
9. 1950, Mémoire soumis au Fédéral au sujet de la fixation des prix de détail.
10. Congrès 1946, Résolution No 132.
"Etant donnée la montée rapide du chômage, le gouvernement ayant trouvé des milliards pour des oeuvres de destruction durant la guerre, qu'il trouve des milliards pour les oeuvres de construction de paix sous forme de travaux."
11. 1952, Mémoire annuel au Fédéral.
12. Congrès 1956, Rapport Moral.
13. Mémoire au Conseil Supérieur de la Famille, 1966.
14. Congrès 1960, Rapport Moral.
15. On peut juger de l'importance de cette préoccupation pour la CSN lorsqu'on considère qu'elle a été l'objet d'une attention particulière dans les rapports moraux du président en 1960 et 1961, et dans tous les mémoires Annuels que nous avons étudiés.

16. Voir le rapport moral du président au congrès de 1960 et le mémoire annuel soumis au cabinet provincial en 1960.
17. 1961, Mémoire annuel au Cabinet fédéral:
 "Nous ne sommes pas opposés aux investissements américains au Canada, mais nous croyons que les filiales canadiennes des compagnies américaines devraient être plus autonomes et que les Canadiens devraient avoir l'opportunité d'acquérir la majorité des parts de telles entreprises."
- Congrès 1962, Rapport moral du Président:
 "...De plus, le Gouvernement et le peuple canadien doivent faire tous les efforts qui s'imposent pour contre-balancer l'influence de ce capital (américain) en favorisant la formation de capitaux canadiens pour fins d'investissement industriel."
18. 1962, Mémoire annuel soumis au Cabinet fédéral.
19. 1964, Mémoire annuel au Cabinet fédéral.
20. 1961, Mémoire annuel au fédéral.
21. 1966, Mémoire annuel au fédéral.
22. 1960, Rapport Moral.
23. 1962, Rapport Moral,
24. 1964, Rapport Moral.
25. Congrès 1966, Rapport Moral.
26. Congrès 1966, Rapport Moral.
27. 1966, Mémoire au Conseil Supérieur de la Famille.
28. 1966, Rapport Moral.
29. La CSN s'est toujours défendue d'être un mouvement socialisant. En réponse aux accusations portées par la Chambre de Commerce du Canada contre le mouvement syndical la CSN déclarait dans son mémoire annuel au gouvernement fédéral en 1962:
 Le travail organisé au Canada n'a jamais réclamé la socialisation complète de notre économie et les travailleurs canadiens ont toujours reconnu le rôle de l'entreprise privée. ... mais nous ne

pouvons pas accepter qu'un groupe intéressé réclame l'abolition des entreprises publiques à une époque où tout citoyen informé reconnaît que le secteur public de notre économie doit être renforcé.

30. 1961, Mémoire annuel au gouvernement fédéral.
31. Congrès 1962, Rapport Moral.
32. Congrès 1962, Rapport Moral.
33. Congrès 1964, Rapport Moral.
34. Congrès 1966, Rapport Moral.
35. 1966, Mémoire au Conseil supérieur de la famille.

CHAPITRE VII

Définition du système social

CHAPITRE VII

DEFINITION DU SYSTÈME SOCIAL

Introduction

Dans les milieux intellectuels la CTCC-CSN a généralement été considérée comme un mouvement à fonction sociale et para-professionnelle. Cette perception est due au fait que ce mouvement a traditionnellement accordé un intérêt considérable et soutenu aux problèmes de l'éducation, aux questions de sécurité sociale et au bien-être général de la famille.

La majeure partie de ce chapitre portera sur la description du contenu et de l'évolution de la pensée de la CTCC-CSN sur ces trois points. Le reste du chapitre cherchera à dégager la définition du système social et à l'intégrer dans l'idéologie globale de ce mouvement.

I- L'EDUCATION

La CTCC-CSN s'est constamment préoccupée de la gratuité de l'enseignement, de l'élévation graduelle du niveau de scolarité, du pouvoir de contrôle des parents et de l'introduction dans l'enseignement des questions économiques et sociales. Elle croit que l'éducation, sans être une panacée, est un excellent moyen de combattre le chômage. Elle s'est intéressée aux aspects individuels et collectifs de la culture et de la scolarisation. La CSN a appuyé les propositions majeures de la Commission Parent,

notamment en ce qui concerne la confessionnalité, le pluralisme culturel et les structures administratives.

C'est le problème de l'accessibilité qui est au coeur du développement de la pensée de la CTCC-CSN en matière d'éducation. Les préoccupations concernent d'abord le domaine technique et professionnel de l'éducation, puis s'ouvrent graduellement au niveau universitaire.

Tout au long de la période étudiée, le problème de l'accessibilité à l'éducation est perçu dans une perspective de consommation. L'approche individuelle des années 40 se double graduellement d'une approche collective dont le sens apparaît pleinement dans les années 60. En conséquence, la rationalisation des prises de position évolue de façon parallèle. Dans les années 40 l'éducation est un bien que les ouvriers ne peuvent posséder. A la fin des années 50, c'est l'arme la plus efficace pour lutter contre le chômage. Dans les années 60 c'est un droit lié à la démocratie sociale.

a) L'accessibilité à l'instruction et à la culture.

Avant 1960, l'éducation est abordée dans une perspective de consommation. Selon la CTCC, la scolarisation et la culture constituent un bien dont la classe ouvrière est privée à cause de la structure du système et du coût de la fréquentation scolaire. Cette idée est longuement développée dans un mémoire à la Commission d'Enquête sur l'enseignement des arts et des sciences au Canada, en 1950. On estime alors, dans les termes mêmes de la CTCC, que "l'instruction à tous les degrés et la culture doivent

être accessibles aux travailleurs". (1). Cet objectif est constamment mis de l'avant par la CTCC.

Dans cette perspective, on réclame, à l'occasion des congrès confédéraux, une application plus rigoureuse de la loi portant sur la scolarité obligatoire(2); on relie fréquentation scolaire obligatoire et gratuité scolaire, principalement en ce qui a trait aux manuels scolaires. (3).

La recherche de l'accessibilité est prioritaire au point d'entraîner un volte-face du mouvement sur le plan constitutionnel. Ainsi on recommande en 1957 que les Universités acceptent les subventions du gouvernement fédéral alors qu'on s'était opposé en 1944 à toute ingérence fédérale sur la prérogative provinciale en matière d'éducation(4). Cette prise de position s'explique probablement par le contexte d'étranglement économique dont souffraient les universités et par un certain engagement politique de la CTCC. C'est pourquoi le mouvement est revenu très tôt à l'orthodoxie constitutionnelle pendant la Révolution tranquille.

Pendant la période 40-60 l'aire de préoccupation de la CTCC s'est élargie graduellement. Durant les années 40, c'est la question de l'enseignement technique et professionnel qui est prioritaire. Ainsi, en 1944 on demande au gouvernement provincial de passer une loi sur l'apprentissage et au Conseil de l'Instruction Publique d'instituer des classes industrielles ou d'orientation professionnelle dont les coûts d'outillage et de locaux seraient assumés par le gouvernement. (5)

Avec les années 50, les préoccupations et les revendications sont étendues au niveau secondaire puis au niveau universitaire. Durant cette décade, la question de l'accessibilité prédomine nettement. Celle-ci est surtout perçue comme un problème d'ordre financier. On s'inquiète peu en effet, des programmes, de la formation des maîtres etc. On veut surtout que des moyens soient mis en oeuvre pour suppléer à la faiblesse financière des ouvriers. C'est une responsabilité que l'on attribue à l'Etat. Dans les années 40 on lui demandait de suppléer à la faiblesse financière des chefs de famille en ce qui a trait à l'éducation générale et à la formation technique et professionnelle. A partir de 1950 on va plus loin en demandant à l'Etat de prendre les mesures qui s'imposent pour établir la gratuité scolaire :

"le gouvernement doit contribuer encore davantage au progrès de l'éducation, de manière que le coût des études ne soit pas prohibitif pour les enfants des familles à revenus modestes" (6)

En 1957, on préconise des augmentations substantielles dans les subventions aux universités et l'établissement de l'instruction gratuite à tous les niveaux.(7)

b) La démocratisation de l'enseignement.

A partir de 1960, la pensée de la CSN en matière d'éducation devient plus explicite. L'approche de consommation au bénéfice d'une classe sous-privilegiée cède le pas à une approche plus globale. L'éducation est alors perçue comme un problème de démocratisation sociale.

"Par démocratisation de l'enseignement nous entendons

beaucoup plus que la facilité matérielle accordée à tous de fréquenter les écoles existantes". (8)

"A nos yeux, l'éducation joue une double fonction: elle est un besoin essentiel à la fois de l'individu et de la société". (9)

"ce qui implique que l'on accorde une chance égale à tous d'acquérir la formation correspondant à leurs aspirations et à leurs aptitudes." (10)

La CSN entend, par la démocratisation, offrir à chacun la possibilité de se développer selon ses aptitudes et ses talents. L'éducation a alors comme fonction de libérer les hommes de toutes les chaînes, celles de l'argent comme celles de l'ignorance. La CSN rejette donc le slogan "qui s'instruit s'enrichit", parce que l'éducation correspond à un besoin social aussi bien qu'à un besoin économique. C'est dans cette ligne de pensée que s'inscrivent les prises de position du mouvement devant la Commission Parent et à l'occasion des politiques gouvernementales en matière d'éducation notamment lors du bill 21 portant sur les CEGEP, du projet de loi pour la CECM et de la charte de l'Université de Montréal.

En résumé, voici les principales idées mises de l'avant par la CSN dans son mémoire à la Commission Parent.

En matière de formation académique, la CSN recommande: que le système primaire soit une véritable préparation à la vie; que le système secondaire couvre toutes les études supérieures en comportant une branche théorique et une branche d'application; que les programmes comportent un élément de formation sociale, civique et démocratique. Ce type de préoccu-

pation n'est pas nouveau. En 1950, en effet, la CTCC préconisait l'enseignement de la coopération, du catéchisme syndical et de la doctrine sociale de l'Eglise (11). La CSN insiste en plus sur l'utilisation de méthodes actives et sur une plus grande intégration du professeur dans la structure scolaire conformément à sa fonction.

Si elle réclame une politique de gratuité scolaire et d'accessibilité pour tous, la CSN ne propose pas toutefois de politique complète en matière de financement. Elle se borne à proposer un système de taxation équitable comportant une meilleure utilisation des revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles. En 1954, la CTCC prône l'autonomie financière des commissions scolaires et des institutions d'éducation tout en se préoccupant du fardeau des taxes sur la petite propriété. (12)

Le contrôle des parents sur l'éducation de leurs enfants est une autre préoccupation importante de la CSN. Devant la Commission Parent elle reprend une proposition de la décade antérieure à l'effet que les parents jouissent d'un droit de vote aux élections des commissaires d'école, indépendamment de leur statut de propriétaire ou de locataire. On avait affirmé, en 1956, que le droit des parents de contrôler l'éducation de leurs enfants était une prérogative essentielle de la famille (13).

Les exigences de la démocratisation et de la socialisation pourraient créer une ambiguïté sur le plan des structures. Mais le principe du contrôle parental n'amène pas la CSN à préconiser un système décentralisé. Celui-ci s'exerce par l'entremise de l'Etat. Comme la réforme

du système d'éducation est une fonction du bien commun, l'Etat doit jouer un rôle dynamique et de premier plan dans la mise en place des structures et dans leur administration. L'extrait suivant est éloquent.

"Les moyens que l'Etat doit prendre pour briser la tradition familiale en matière de scolarité, sont non seulement une législation qui oblige à un prolongement de la fréquentation scolaire et qui rend gratuit l'enseignement, mais aussi une planification de l'économie qui garantit le plein emploi et qui met à la portée de tous un bien-être matériel suffisant pour faciliter l'acquisition de la culture." (14)

Selon la CSN, les efforts de l'Etat doivent porter sur: la gratuité effective d'un enseignement de qualité; la libération de l'enseignement de l'asservissement financier; la conciliation de l'héritage culturel et des exigences du monde moderne; le développement de la recherche scientifique.

c) L'éducation des adultes.

C'est à partir de 1960 surtout que la CSN s'est exprimée en matière d'éducation des adultes. Son approche est d'abord axée sur une recherche de la démocratisation de l'éducation par l'accessibilité. Puis la portée est élargie en 1966 alors que le président, M. Marcel Pépin, développe la conception d'une démocratisation sociale visant à permettre aux travailleurs de participer davantage et d'une façon plus éclairée aux prises de décision économique et sociale qui les concernent. Pour la CSN, l'éducation des adultes est maintenant une nécessité humaniste qui a pour rôle d'assurer à chacun une adaptation constante aux nouvelles formes de vie et de civilisation, et une exigence vitale qui doit permettre à ceux qui le désirent

d'acquérir des compétences qu'ils n'ont pu se procurer plus tôt.

La CSN estime que l'éducation des adultes est la responsabilité conjointe de tous ceux qui s'intéressent à l'éducation. Mais c'est à l'Etat qu'incombe la double tâche de coordonner et de rationaliser les ressources privées et publiques existantes, et de développer des structures susceptibles de répondre aux besoins multiples (15). La CSN est d'avis, d'autre part, que l'Etat doit prendre charge du financement en collaboration avec les initiatives privées.

La CSN s'intéresse de façon plus particulière aux chômeurs et aux jeunes travailleurs. Ces derniers devraient être encouragés à compléter leur formation par l'instauration d'une politique de congés payés. On préconise la création d'instituts régionaux ayant comme fonction spécifique de donner une formation technique aux chômeurs et la collaboration fédérale-provinciale dans le développement d'une politique de formation des jeunes chômeurs (16). En 1966, la CSN demande au Conseil Supérieur de l'Education d'accorder une priorité à l'éducation des adultes, car si un tel perfectionnement et un tel recyclage ne se réalisent pas, c'est l'économie toute entière qui en souffrira, faute de main-d'oeuvre adaptable aux réalités nouvelles. (17)

La FPTQ-FTQ voyait dans l'accès à une éducation de plus en plus élevée, un moyen pour les classes populaires d'améliorer individuellement et collectivement leur sort économique. Pour sa part, la CTCC-CSN lui attribue une double fonction. C'est un moyen pour accéder à la culture qui répond à un besoin social et humaniste, et un moyen pour améliorer son

sort qui répond à un besoin économique. C'est par l'entremise de la finalité sociale de l'éducation que la CTCC s'intéresse d'abord à l'éducation des adultes.

Cette conception est apparente pendant toute la période de notre étude. Jusqu'en 1960 l'approche est plus individualiste que collective. C'est pourquoi, dans une perspective de consommation la CTCC s'efforce d'obtenir des améliorations graduelles à la situation existante. A partir de 1960 la CSN justifie ses revendications sur la base du droit individuel et collectif à la formation académique et à la culture, alors que précédemment c'est la notion du besoin qui primait.

II- LA SECURITE SOCIALE

a) Condisérations générales:

Avant 1950, la CTCC ne propose pas une définition articulée de la sécurité sociale. Ses réclamations sont parcellaires et portent sur des problèmes spécifiques. Elles visent à élargir le champ d'application des mesures gouvernementales, spécialement en matières d'assurance-santé, d'accidents du travail, d'assurance-chômage et d'allocations familiales. Ses revendications sont encadrées par une volonté de protéger les familles nombreuses et par un désir de respecter la juridiction provinciale.

Entre 1950-60 l'aire des préoccupations de la CTCC s'élargit et la revendication reçoit une rationalisation. En 1950, le président déclare que la sécurité sociale n'est pas le froit du paternalisme, mais qu'elle est un droit englobant la sécurité de l'emploi, la sécurité du gain,

la sécurité de la capacité physique de travail et la sécurité quant aux revenus de remplacement et de complément (18). Il affirme d'autre part que la sécurité sociale ne constitue pas seulement une mesure d'assistance sociale; elle est aussi une mesure économique qui, en assurant un revenu décent et au-dessus du minimum vital, a un effet positif sur la répartition des revenus.

"La sécurité sociale, en assurant une répartition plus juste du revenu national, maintient, en dépit des risques sociaux, un certain pouvoir d'achat chez ceux qui, indépendamment de leur volonté, sont victimes de tels risques. - Dans la mesure où la chose est possible, il est évidemment préférable de proportionner les prestations ou les secours aux revenus perdus, jusqu'à un certain niveau de vie, et non de rechercher le minimum qui, écartant momentanément la misère noire, laisse les gens dans une pauvreté indigne d'une civilisation chrétienne." (19)

Jusqu'en 1960 la pensée qui anime les revendications en matière de sécurité sociale est fondée sur l'idée de la stabilité de la cellule familiale; à laquelle viennent s'ajouter les principes de l'unité des classes sociales face aux risques sociaux, de la promotion de la paix sociale et de l'opposition à l'athéisme et au marxisme. La sécurité sociale apparaît alors comme un supplément au minimum vital, responsabilité première de l'initiative privée.

Dans les années 60 la CSN débouche sur une approche globale du problème de la sécurité sociale. Des mémoires particuliers traitent en profondeur les principaux thèmes. A cette occasion la CSN conclut qu'il est évident que l'entreprise privée a failli à l'égard du minimum vital. Cette constatation l'amène à redéfinir en 1966 sa conception de la sécurité sociale.

Elle traite alors de politique de sécurité sociale ou de programme cohérent de sécurité sociale.

Dans un mémoire au Conseil supérieur de la famille en 1966, la CSN distingue entre assistance sociale et politique sociale. Elle soutient ensuite que la politique sociale doit nécessairement être secondée par une politique économique, si on veut atteindre la racine des problèmes et mettre un terme aux misères humaines.

"Dans une société qui n'est pas économiquement saine, les mesures de sécurité sociale et les mesures de bien-être tout en corrigeant certaines injustices, sont impuissantes à éliminer la pauvreté (20)."

En conséquence les principes de base du système actuel doivent être repensés. Les mesures actuelles s'inscrivent dans un système de prestation qui ne constitue qu'un aboutissement. D'autre part, l'équipement social est trop pauvre et doit être reconstruit de façon à assurer une protection contre les risques de l'existence et une égalisation des revenus. (21) Le principe de base d'un système régénéré et intégré est d'assurer à chaque citoyen le maintien relatif de sa position sociale pendant la durée de son existence.

"Un citoyen, une fois lancé dans la vie, doit pouvoir, quoiqu'il arrive, bénéficier d'un soutien social suffisamment fort et suffisamment constant pour compenser d'une manière satisfaisante, pour les conséquences de la condition défavorable dans laquelle il se trouve. Il s'agit donc de prévoir pour le citoyen, dans un système intégré, le maintien relatif de sa position sociale pendant la durée de son existence." (22)

L'assistance sociale, pour sa part, doit être conçue de façon à récupérer les assistés et à les restituer à une vie aussi normale et productive que possible.

b) Rôle de l'Etat en matière de sécurité sociale.

Avant 1960, la crainte du pouvoir étatique est manifeste. La CTCC entretient à l'égard de l'état une attitude empreinte d'une certaine ambiguïté. Elle lui demande d'agir comme pourvoyeur de bénéfices sans exiger en contrepartie qu'il ait une philosophie sociale définie. Elle lui demande d'améliorer son rendement et d'organiser de nouvelles structures en lui refusant en même temps le droit de contrôler. Dans les années 40, en particulier, l'Etat socialiste fait encore figure de spectre. Pendant toute la période, la CTCC recherche un système de sécurité sociale aussi adéquat, complet et efficace que possible. Mais il est évident qu'elle s'oppose à ce que ce système tombe sous le contrôle exclusif de l'Etat, comme l'illustre bien cette déclaration du président en 1950.

"Pour suivre l'exemple des pays plus expérimentés, on devrait décentraliser le plus possible l'application des mesures de sécurité sociale et constituer des organismes représentatifs pour surveiller l'application de la loi. Organismes établis sur une base tripartite. Autrement la sécurité sociale, chez nous, prendra de plus en plus la forme étatiste, ce qui la rapprochera du totalitarisme et l'éloignera de la démocratie. (23)

A partir de 1960, l'attitude change radicalement. La CSN cesse de craindre l'Etat et de vouloir par conséquent le restreindre à un rôle strictement supplétif. Elle lui attribue une responsabilité sociale fondamentale qui dépasse la fonction traditionnelle d'aide aux déshérités. Elle lui demande en 1963 et 1964 de se donner une véritable politique de sécurité sociale et de préparer un programme cohérent et compréhensif. Ceci implique une philosophie nouvelle où l'on substitue les objectifs humanitaires aux

impératifs du profit, où les mesures politiques sont axées sur les besoins plutôt que sur l'arbitraire, où l'on conçoit en même temps la sécurité sociale comme un instrument de redistribution des revenus. En 1966, la CSN précise l'optique selon laquelle l'Etat doit envisager la sécurité sociale.

"En ce qui concerne l'Etat, nous ne saurions concevoir de sécurité sociale véritable sans envisager le développement d'un vaste réseau d'institutions et d'installations appelées à servir d'instrument pour une réorganisation de la vie humaine à l'échelle et dans les conditions propres à la société industrielle. Ceci supposerait nécessairement une transformation radicale de la pensée législative en la matière, ainsi que des plans quinquennaux inspirés à la fois par des analyses techniques rigoureuses, des besoins et des moyens à mettre en oeuvre, ainsi que par une philosophie de la société moderne où les impératifs du profit et de la production seraient subordonnés, dans l'ordre des préoccupations, à ceux de l'édification d'une cité humaine nouvelle." (24)

La définition du rôle de l'Etat en matière de sécurité sociale soulève des problèmes du point de vue constitutionnel. Sur ce plan, la CSN, tout en recherchant un maximum d'efficacité, s'est avérée une fervente autonomiste.

Dans les années 40 la CTCC considère que le domaine de la sécurité sociale est très vaste de sorte qu'il est impossible de légiférer d'une façon satisfaisante dans l'intérêt national, sans une coopération entre les intéressés. Elle suggère donc que certaines mesures de sécurité sociale soient l'objet d'ententes fédérales-provinciales qui seraient intégrées dans des législations concurrentes et à caractère contractuel (25).

La CTCC espère ainsi respecter l'autonomie provinciale.

Dans les années 50, la CTCC accepte l'autonomisme du gouvernement Duplessis en ce qui a trait à la sécurité sociale. Elle réclame le respect des juridictions provinciales et des particularismes du Québec en affirmant que l'indépendance constitutionnelle du Canada ne doit, pour aucune considération, marquer le début d'un empiétement fédéral sur les droits des canadiens-français (26). Si l'on recommande, à un moment, aux Universités d'accepter les subventions fédérales, on affirme cependant avec insistance, que l'éducation demeure néanmoins une prérogative provinciale. Dans le même esprit, on demande qu'une entente fédérale-provinciale soit conclue afin d'assurer aux provinces des sources de revenus suffisants pour assumer pleinement leurs responsabilités (27). En 1954, la CTCC éprouve cependant le besoin de déclarer que l'autonomisme ne doit pas être un obstacle à la sécurité sociale.

"Nous croyons que le sens de l'autonomie doit s'accompagner d'un souci authentique d'assurer le plus tôt possible à notre population les services sociaux les plus adéquats, les mesures de sécurité sociale les plus complètes et les plus efficaces. A cette seule condition, les travailleurs pourront apprécier les mérites d'une politique autonomiste. Si au contraire cette dernière continuait à se présenter avec toute sa séquelle habituelle de conservatisme, voire de retard et de régression sociale, force nous serait de la dénoncer avec vigueur". (28)

Au début des années 60, la position autonomiste de la CSN en matière de sécurité sociale ne fait plus de doute. On recherche alors une solution permanente au problème constitutionnel, dans le partage plus rationnel des pouvoirs entre le fédéral et les provinces. On rejette

la formule Fulton-Favreau parce qu'elle n'offre pas une garantie complète des droits essentiels du Québec et des minorités françaises. La solution se trouve dans un réaménagement de la fiscalité de façon à assurer une protection efficace aux deux groupes ethniques fondateurs.

"... nous prions instamment les diverses autorités, dont le fédéral, de pourvoir immédiatement aux mécanismes de consultation avec les provinces pour en arriver rapidement à une explication et une clarification des pouvoirs de chacun. - C'est le temps de se mettre à l'oeuvre, assurant les protections **essentiels** aux deux groupes majoritaires qui composent le pays." (29)

En résumé, la CSN est actuellement d'avis que le Québec doit assumer complètement la responsabilité du financement du programme de sécurité sociale et qu'il doit à cette fin conclure avec le gouvernement fédéral des ententes portant sur un réaménagement de la fiscalité.

c) La sécurité au travail.

La question de la sécurité au travail a toujours été l'objet d'une grande attention de la part des syndicats. C'est au niveau de la convention collective que se portent les efforts les plus immédiats. Le contenu de nos informations ne nous permet pas d'évaluer la nature et l'importance de ces efforts. Nos données nous renseignent plutôt sur les politiques du mouvement sur le plan communautaire. Il serait logique cependant de faire l'hypothèse qu'il n'existe pas de différence fondamentale entre l'action au niveau de l'entreprise et celle au niveau de l'Etat.

Avant 1960, il semble que le principal souci ait

été l'élargissement de la couverture des maladies industrielles et l'augmentation du niveau des indemnités de la Commission ~~des~~ Accidents du Travail. Il en est résulté des revendications de nature parcellaire telles que: création d'un tribunal d'appel des décisions de la CAT; développement d'un personnel qualifié pour aider les travailleurs à préparer leurs réclamations; indexation des indemnités au niveau des salaires et au coût de la vie. (30)

Dans les années 60 la CSN s'est penchée d'une façon plus approfondie sur le problème de la sécurité publique et de la sécurité au travail. Constatant qu'il n'existe aucun lien organique entre la législation et la prévention, on propose la réorganisation complète de la sécurité au travail dans une perspective d'intégration et de coordination formelle de tous les éléments intéressés au problème. On insiste plus particulièrement sur l'industrie de la construction et des chantiers maritimes où les conditions de travail sont de plus en plus dangereuses, étant donné le développement technologique rapide. (31)

La CSN est alors amenée à redéfinir le rôle de l'Etat dans la perspective d'une réorganisation de la sécurité en fonction des trois pôles: réparation, législation et prévention. Dans un mémoire présenté au gouvernement provincial en 1966, elle fait valoir que le service de réparation (une CAT réorganisée) devrait avoir des structures assez souples pour pouvoir coopérer efficacement avec les services d'inspection et de prévention; que la prévention devrait être confiée à un Centre de Prévention des Accidents Industriels auquel participeraient tous les intéressés, (travailleurs-employeurs-gouvernement). Ainsi, en accordant une importance nouvelle à la

prévention comme telle, la CSN cherche à conférer à l'Etat un rôle plus dynamique en matière de **sécurité** au travail.

d) L'assurance-chômage.

Jusqu'en 1960 l'assurance-chômage est perçue par la CTCC dans une perspective parcellaire et strictement supplétive. Ainsi en 1946, on déplore que la Commission d'Assurance-chômage ne soit pas un organisme représentatif du gouvernement, des employeurs et des travailleurs et on s'élève contre le fait que la CTCC n'ait jamais été représentée au Comité consultatif national de l'assurance-chômage. (32). En 1948 on avance l'idée que tout chômeur devrait avoir l'opportunité de suivre des cours d'apprentissage et de réhabilitation (33). La CTCC réclamait alors une mesure qui est présentement l'objet d'une politique très attentive par le gouvernement fédéral.

Entre 1950-60, on se préoccupe: de l'élargissement du champ d'application, notamment en ce qui a trait à la qualification aux prestations du gréviste et de la femme mariée; de l'augmentation du montant des prestations et de la durée de l'éligibilité, en cherchant en particulier à les relier aux besoins de la famille et au coût de la vie; au partage du coût de l'assurance-chômage entre les travailleurs, les employeurs et le gouvernement, en proposant entre autre, l'extension de la cotisation à des groupes de faibles risques.

Depuis 1960, le chômage est devenu une préoccupation prioritaire de la CSN. Dans un mémoire à la Commission d'enquête sur

l'Assurance-chômage, la CSN définit celle-ci comme une mesure sociale plutôt qu'une mesure économique. Elle affirme alors que cette loi ne saurait être considérée comme un substitut à l'emploi ou un instrument pour combattre les dépressions économiques. Elle estime d'autre part que l'assurance-chômage doit faire partie d'une politique qui garantit un revenu adéquat à tous, soutenant que le chômage est un risque social qui doit être assumé par tous ceux qui participent à la redistribution des revenus et que tout chômeur doit avoir droit à une assistance financière.

"Tous les secteurs de l'économie nationale sont en effet affectés par le chômage; tous profitent d'une redistribution de pouvoir d'achat; tous doivent donc participer au soutien de l'organisme payeur, quel qu'il soit."

"Les raisons économiques que nous avons indiquées, redistribution du pouvoir d'achat, justifient le versement de prestations à ceux qui sont privés de revenus. Il faut ajouter à ces considérations que le sans-travail doit, durant la période où il est en chômage, continuer à vivre. Du strict point de vue humanitaire, des prestations doivent être versées à ceux qui sont en chômage." (34)

Suivant cette position de principes, la CSN réclame en 1961 et 1964 que les mécanismes de compensation ne contiennent aucune limitation de durée et que tous les travailleurs soient couverts. Une telle politique nécessite une nouvelle formule de financement. On propose d'abord une augmentation de la contribution gouvernementale (1960) puis, en 1961 et en 1964, on préconise le financement par l'impôt fédéral général car le développement économique et la prospérité sont une responsabilité de la communauté. Voici les responsabilités qu'on assigne à l'Etat:

- qu'une caisse d'assurance-chômage soit maintenue, laquelle serait fédérale, et dans ses ressources et dans ses paiements.
- la limitation actuelle de 36 semaines pour le versement des prestations aux chômeurs disparaîtrait. Laquelle absence de limitation quant à la durée des prestations n'implique pas la disparition de toute réglementation.
- un organisme administratif devrait être maintenu doté d'autonomie comptable, de telle sorte que ses opérations ne figurent pas dans les opérations budgétaires de l'Etat fédéral, mais seulement dans les opérations extra budgétaires.
- le système que nous suggérons s'étendrait à l'ensemble du pays, aucune catégorie de travailleurs n'étant plus exclue du bénéfice éventuel des prestations et de l'obligation de cotiser.
- dans cette optique, on suggère au Gouvernement de faire en sorte que les cotisations actuelles soient remplacées par un impôt fédéral, et que cet impôt soit général. (35)

La CSN veut d'autre part, que l'application de la loi demeure humanitaire.

C'est pourquoi s'oppose-t-elle au projet fédéral de centralisation administrative qui éliminerait tout contact humain et transformerait le travailleur en un simple numéro auprès des organismes gouvernementaux. (36)

e) Pensions et sécurité de vieillesse.

En matière de sécurité de la vieillesse, la CTCC-CSN a toujours entretenu deux types de revendication.

Tout au long de notre période d'étude elle a cherché à faire réduire l'âge de l'éligibilité et augmenter le montant des pensions de l'Etat. C'est une revendication qui revient régulièrement dans les

congrès du mouvement aussi bien dans les années 40 que dans les années récentes. Le mouvement fonde alors sa prise de position sur des motifs humanitaires et sur la fonction supplétive de l'Etat.

"Il est humain et il est chrétien de donner aux vieillards la certitude qu'ils ne seront point abandonnés le jour où ils ne pourront plus, par leur travail, assurer leur subsistance.

Dans cette optique, pas question de retourner à la famille ou à la charité privée. Il ne s'agit pas ici de distribuer des responsabilités mais de faire face à la réalité." (37)

La CTCC-CSN s'intéresse d'autre part aux formules collectives pour mettre sur pied un système de pension aux retraités. Dès 1950, le président préconise un régime national, contributoire et universel que la négociation collective pourrait par la suite compléter et compléter. (38). Dans ce régime contributoire, le salarié apporterait une contribution équivalente à 2% de son salaire annuel, l'employeur devrait apporter une contribution plus élevée que celle du salarié, le reste étant assumé par l'Etat.

Depuis 1960 le problème de la sécurité de la vieillesse est devenu une question prioritaire pour la CSN. En 1960, on réclame une loi qui obligerait les employeurs à instituer un fonds de pension contributoire et transférable aux autres employeurs (39). On revient à la charge en 1962 en exigeant un fonds de pension minimum et contributoire pour tous les salariés de la province (40). Dans un mémoire particulier, soumis au gouvernement provincial en 1963, la CSN dénonce les diverses formes de plans privés de retraite, en critiquant, en particulier, leur non-transférabilité, ainsi que leurs modes de contribution et de remboursement (41). Elle accuse

le système privé d'être chaotique, de ne bénéficier qu'à une minorité et d'avoir une valeur aléatoire pour la famille. Elle réclame alors en stricte justice et par humanité, un système universel de retraite et de vieillesse qui assure à chaque membre de la société le droit de vivre convenablement lorsqu'il est devenu incapable de produire. Elle propose, que ce plan soit administré par une commission tripartite composée de représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs, que cette commission soit une régie autonome, que le régime soit établi par voie législative afin que le public ait son mot à dire et qu'il intègre les régimes privés. On revient à la charge en 1964 en demandant au gouvernement de fournir des garanties à l'effet que les travailleurs ne seront pas lésés par la mise en vigueur d'un régime fédéral ou provincial ou conjoint.(42)

Dans un mémoire particulier, en 1964, la CSN appuie le projet du gouvernement provincial de caisse de retraite. Elle s'efforce cependant d'en élargir la portée en lui fixant deux objectifs: assurer le bien être de la population âgée et en même temps servir au développement économique et social de la communauté dans le cadre de la planification. La principale critique que la CSN adresse en 1965 à la nouvelle loi de la caisse de dépôt réside dans le fait qu'elle ne constitue pas un instrument pour permettre au Québec de se donner des outils économiques tout en remplissant une fonction sociale. Pour sa part la FTQ avait plutôt insisté sur l'aspect sécurité sociale.

f) L'assurance santé.

La CTCC endosse dès 1943 le principe d'un régime d'assurance-santé contributoire et universel. C'est dans les années 50 cependant que sa pensée se précise: elle considère alors la santé comme un problème

primordial et de caractère public.

On affirme en 1954 que la question de la santé relève de la sécurité sociale: un plan d'assurance-santé aurait des avantages tant au niveau de la population globale que de l'administration et de l'expansion des hôpitaux (43). La question de la santé est pour la CSN, une question qui se rattache très intimement à la sécurité et à la justice sociales. Elle préconise donc en 1956, un régime d'assurance-santé complet, contributoire, qui serait à la fois financé par les intéressés selon leurs revenus, les employeurs et le gouvernement de la Province, le régime d'assurance couvrirait les frais médicaux, chirurgicaux et hospitaliers, laisserait à chacun le libre choix de son médecin et prévoirait un programme d'éducation populaire en matière d'hygiène et de médecine préventive (44). Cependant, comme on craint encore le contrôle étatique, on préconise l'administration du régime par un organisme représentant toutes les classes de la population.

Au cours de cette période la CTCC attribue une importante responsabilité à l'Etat en matière de mise sur pied des structures, mais refuse en même temps de lui accorder un contrôle proportionnel. On demande en 1943, aux divers gouvernements, d'instituer des commissions pour étudier, préparer et mettre au point un projet de loi sur l'assurance-maladie contributoire et centrée sur la famille. (45). Au congrès de 1944 on affirme qu'il n'appartient pas à l'Etat de contrôler l'assurance-santé. (46). Retenons en particulier, la résolution présentée par le Conseil général du Travail du Québec qui brandit le spectre de la socialisation à partir d'attendus fondés sur une opposition à la bureaucratie gouvernementale, sur la disproportion

entre le coût et le service, sur les prétentions que l'assurance-santé serait anti-familiale, anti-démocratique et à l'encontre de la pratique libre de la médecine (47). Le congrès de 1948 se prononce contre l'étatisation de la médecine et des hôpitaux. La même attitude prévaut pendant les années 50. On exige que l'état développe un régime complet d'assurance-santé mais selon une modalité qui annule l'influence étatique. On propose donc que le plan d'assurance-santé soit élaboré par une commission provinciale représentative et qu'il soit administré d'une façon décentralisée sous la surveillance de cette commission et de comités régionaux (48).

Les attitudes de la CSN en ce qui a trait au rôle de l'Etat connaissent un revirement dans les années '60. Dans un mémoire conjoint présenté par la CSN, la FTQ et l'UCC, on considère l'assurance-maladie comme un service communautaire qui doit être universel, complet, obligatoire et public.

"Il découle logiquement du fait que le régime est universel et obligatoire, qu'il doit également être public, c'est-à-dire régi directement ou indirectement par l'Etat. On ne voit pas bien l'Etat abandonnant à l'entreprise privée une clientèle captive de consommateurs de soins médicaux, car aux lois du marché il s'impose d'y substituer alors la loi de la démocratie." (49)

Le mémoire propose alors la création d'une commission tripartite composée de représentants autorisés du gouvernement, des consommateurs et des professions médicales et para-médicales. Le mémoire propose d'autre part que le financement se fasse à même l'impôt sur le revenu et que la pratique médicale soit rationalisée.

En 1967, le même cartel syndical rejettera vigou-
reusement le projet de période de transition prévu dans les recommandations
de la Commission Castonguay. On conclut un communiqué de presse conjoint de
la façon suivante:

"Enfin, déclarent les syndicats, le régime de
transition proposé par la Commission Castonguay
interdit toute planification, toute rationalisa-
tion et toute intégration des services de santé,
et cela représente un gaspillage social épouvan-
table en termes de surinvestissement, de mauvai-
se utilisation des ressources humaines et maté-
rielles, de distribution défectueuse des soins
de santé, de délabrement de la santé publique
et de manque à produire. Nous estimons que cet
argument à lui seul devrait suffire à discréditer
totalement toute idée de période de transition
portant atteinte au principe de l'universalité
de l'assurance-maladie." (50)

III- LA FAMILLE

a) Aspects généraux.

La CTCC-CSN a toujours accepté et défendu la con-
ception chrétienne de la famille. La cellule familiale est l'unité sociale
fondamentale. Elle transcende l'individu. Les politiques socio-économiques
doivent être subordonnées à ses besoins. La CTCC-CSN s'est toujours efforcée
d'améliorer le sort et de protéger les traditions et les valeurs de la famille,
dans la définition de l'ensemble de ses politiques. Elle l'a fait de façon
plus spécifique sur des questions qui concernent directement la cellule fa-
miliale. Nous traiterons brièvement ici des allocations familiales, du loge-
ment et des finances familiales.

La CTCC-CSN est favorable aux allocations fami-

liales. Elle estime cependant que le gouvernement doit ~~faire~~ en sorte que ces allocations constituent véritablement un supplément au-dessus d'un salaire vital plutôt qu'au dessus d'un salaire insuffisant. Les allocations familiales doivent constituer une assistance aux familles nombreuses et ne pas servir de prétexte à un gel de certains salaires inférieurs. On est d'avis que la famille québécoise, plus que toute autre, a besoin de sécurité sociale à cause du nombre d'enfants, de la faiblesse des revenus et du haut niveau de chômage. C'est pourquoi, considérant le caractère social des allocations familiales, demande-t-on, dès 1946, que le taux des allocations soit indexé au coût de la vie, (51) et en 1952, que des allocations indexées soient accordées à l'étudiant qui n'a pas atteint 21 ans. (52)

Il est intéressant de noter qu'en 1944, plusieurs projets de résolution s'opposaient au projet fédéral de législation sur les allocations familiales, pour les raisons qui suivent: il s'agit d'un empiétement fédéral sur les prérogatives provinciales; on sanctionne l'enfant illégitime; le taux décroissant défavorise les familles nombreuses; enlève les droits du père de famille. (53)

La CTCC-CSN est d'avis d'autre part, qu'il incombe à l'Etat de prendre les mesures qui s'imposent pour que tous les citoyens aient des conditions de vie adéquates. C'est pourquoi lui demande-t-elle de jouer un rôle en matière d'habitation. Après avoir d'abord réclamé une participation indirecte de l'Etat sous la forme du contrôle des prix des loyers, on évolue vers une participation plus directe par l'entremise du financement étatique de l'habitation.

La question du logement est très importante pendant les années '50. Considérant que le grand nombre de locataires entraîne une situation qui favorise l'exploitation du locataire par le propriétaire, la CTCO invite alors les gouvernements à se donner une politique d'habitation qui assure à toutes les familles un foyer convenable (54). Le mémoire annuel au gouvernement provincial de 1954 propose un certain nombre de modalités de l'action gouvernementale, soient: le maintien de la régie des loyers ou la transformation de celle-ci en tribunal d'arbitrage, la coordination des diverses législations et surtout une politique de crédit (fonds de réescompte des hypothèques, prêts) car on estime que c'est la mise de fonds qui a toujours été la pierre d'achoppement à l'accession à la propriété par les familles à revenus modiques. On suggère que le montant total nécessaire à la construction d'une maison unifamiliale soit avancé par les gouvernements fédéral et provincial aux familles n'ayant pas un revenu suffisant pour leur permettre d'accéder à la propriété. (55)

Ce qui frappe le plus depuis 1960 c'est la campagne d'assainissement des finances familiales. La CSN a engagé la lutte contre la situation d'endettement chronique et permanent dont souffre la famille ouvrière. Elle a, à cette fin, mis sur pied un service de conseillers techniques qui a pour fonction de venir en aide aux familles endettées; elle a conclu des ententes avec les caisses populaires; et surtout, elle a engagé le combat contre les compagnies de finance afin d'éliminer les taux d'intérêt usuriers ou exorbitants. En 1965, le directeur de service du budget familial de la CSN a mis sur pied l'Association coopérative d'économie familiale. Vers la fin de la même année, la CSN demande au gouvernement de créer une commission

spéciale sur le problème du crédit à^{la} consommation et de préparer une nouvelle loi destinée à contrôler efficacement les activités des compagnies de finance. On fait valoir d'une part, que l'endettement des masses populaires crée une situation inacceptable car le coût de la vie est supérieur aux revenus d'un grand nombre de familles, et d'autre part, qu'une large partie des allocations familiales et des allocations sociales va directement aux diverses maisons de finance.

b) Le travail féminin.

L'acceptation positive du travail féminin par la CSN est récente. Ainsi, en 1962, les congressistes renvoyèrent pour étude, toutes les recommandations préparées par le comité féminin que présidait Mlle Jeanne Duval, et qui portaient sur l'émancipation de la femme au travail. A ce congrès, Mlle Duval fut défaite au poste de vice-présidente de la CSN, poste qu'elle occupait auparavant. Jusqu'à ce moment là c'est l'idéologie de la "femme au foyer" qui prédominait dans le mouvement.

Pendant la guerre, la CTCC tolère le travail féminin comme un mal nécessaire, en prenant bien soin cependant d'affirmer cependant que:

"le rôle de la femme c'est d'élever des enfants et d'être au foyer"
 "les femmes ne doivent pas prendre la place des hommes." (56)

On se préoccupe alors fortement du problème de la santé de la femme à l'usine. La santé de la femme au travail est alors considérée comme une question d'intérêt public. Considérant la famille comme base de la société, la CTCC déplore

les risques de répercussions graves sur la société dans les cas, où la mère, avant le mariage a laissé sa santé à l'usine. (57) Pour la même raison la CTCC veut faire interdire, en 1948, le travail féminin de plus de 7 heures par jour et de 35 heures par semaine. (58) Dans les années 50, s'ajoute la préoccupation du "salaire égal à travail égal".

En 1964, la CSN reconnaît le fait de la croissance de l'effectif féminin au sein de la force de travail et s'emploie alors à définir le statut de la femme au travail et à rechercher des conditions de travail qui lui permettent de remplir à la fois ses obligations familiales et son travail (congés et allocations de maternité). En même temps, la CSN veut prévenir toute discrimination dans la rémunération. On souhaite d'autre part que soient créés des comités conjoints (travailleuses, employeurs et gouvernement) pour étudier les problèmes soulevés par le travail féminin, dans le but de favoriser une législation qui tienne compte des véritables besoins des travailleuses (59). Le congrès de 1964 endosse la déclaration du BIT qui reconnaît à la femme le droit de choisir entre rester au foyer et travailler à l'extérieur du foyer, et qui préconise que dans le second cas tout doit être mis en oeuvre pour protéger adéquatement la santé de la femme et celle de ses enfants. Ce sera là l'un des modes de raisonnement employé par la CSN pour s'opposer en 1967 au travail de nuit de la femme.

Conclusion:

Le modèle que nous avons observé au sujet du système économique prévaut aussi, à notre point de vue, pour la définition du système social. Celle-ci a comme épiscetre la famille comme unité de consom-

mation et évolue suivant un axe contestation-accomodation et contestation-réformisme.

La famille apparaît comme une unité socio-économique qui est handicapée par certaines conséquences dysfonctionnelles du développement économique. Les principales dysfonctions sont un accès limité à l'éducation et à la culture ainsi qu'un état généralisé d'infériorité en matière de sécurité sociale des classes ouvrières.

Comment faire face à ces problèmes? On peut identifier trois étapes dans l'évolution de la pensée de la CTCC-CSN sur ce point. Au cours des années 40 l'orientation contestation-accomodation domine. Il en résulte un ensemble de revendications parcellaires et limitées qui ne constituent que des palliatifs aux problèmes. La CTCC s'efforce d'accroître le degré d'accessibilité à l'éducation d'une part, et d'étendre la couverture et augmenter les montants des bénéfices de la sécurité sociale d'autre part. La fin des années 50 marque un point tournant bien que l'orientation contestation-accomodation continue de prédominer. En effet, en plus de revendiquer intensément des améliorations similaires à celles de la décade précédente, la CTCC réétudie et réévalue le système social en s'efforçant de le redéfinir globalement. La CTCC confère alors à la sécurité sociale une fonction d'assistance sociale, mais aussi une fonction économique et une fonction politique. De plus, elle commence à substituer à la notion d'un bien de consommation dont sont privés les travailleurs, celle du droit de tous à l'éducation et à la sécurité sociale. Cette tendance se finalise dans les années 60 et permet à la CSN d'accéder à une orientation contestation-réformiste. Elle met alors

systematiquement en cause les structures du système et soumet des projets de réforme qui se veulent définitifs. Ainsi la CSN propose de réorganiser la sécurité au travail en intégrant les fonctions de prévention, législation et réparation dans la perspective d'une responsabilité communautaire plutôt qu'individualiste; elle définit l'assurance-chômage comme une mesure socio-économique qui n'est que supplétive mais qui doit constituer l'un des éléments d'une politique garantissant le revenu; elle réclame une véritable politique de la communauté pour l'ensemble des éléments qui composent la sécurité sociale.

Ce processus d'évolution entraîne une redéfinition du rôle de l'Etat similaire à celle qui se produit à propos de la vision du système économique. Ce rôle, de caractère supplétif au départ, devient celui d'un initiateur et d'un créateur.

REFERENCES

1. Mémoire à la Commission d'Enquête sur les problèmes constitutionnels, 1954.
2. Congrès de 1948, résolution, No. 73.
3. Congrès de 1950, résolution No. 58.
4. Mémoire annuel au Fédéral, 1957.
5. Congrès de 1944, résolution No. 39.
6. Mémoire annuel au Provincial, 1952.
7. Congrès de 1957, résolution No. 13.
8. Mémoire à la Commission Royale d'Enquête sur l'enseignement, 1962.
9. Idem
10. Idem.
11. Congrès de 1950, résolution No. 52.
12. Congrès de 1954, résolution No. 12.
13. Congrès de 1956, résolution No. 9.
14. Mémoire à la Commission Royale d'Enquête sur l'enseignement, 1962.
15. Congrès de 1964, Rapport moral du Président.
16. Congrès de 1960, résolutions Nos. 64-65 et 66.
17. Mémoire au Conseil Supérieur de l'Education, 1966.
18. Congrès de 1950, Rapport moral du Président.
19. Idem.
20. Mémoire au Conseil Supérieur de la Famille, 1966.
21. Idem.
22. Idem.
23. Congrès de 1950, Rapport moral du Président.
24. Mémoire au Conseil Supérieur de la Famille, 1966.

25. Mémoire annuel au Fédéral, 1944.
26. Mémoire annuel au Provincial, 1950.
27. Mémoire annuel au Fédéral, 1952.
28. Mémoire annuel au Provincial, 1952.
29. Mémoire annuel au Fédéral, 1966.
30. Congrès de 1944, résolution No. 26.
Congrès de 1946, résolutions Nos. 53 et 55.
Congrès de 1958, résolutions Nos. 46 et 55.
31. Le monde du travail organisé a été sensibilisé par ce problème à l'occasion de tragédies survenues dans des grands travaux publics: au pont de Trois-Rivières et à l'échangeur Turcot.
32. Mémoire annuel au Fédéral, 1946.
33. Congrès de 1948, résolution No. 127.
34. Mémoire à la Commission d'enquête sur l'Assurance-chômage, 1961.
35. Idem.
36. Congrès de 1966, résolution "W" intitulée:
fermeture de bureaux régionaux d'assurance-chômage,
dans le Procès-verbal de la 42e Session du Congrès
de la C.S.N., Montréal, p. 287.
37. Congrès de 1950, Rapport moral du Président.
38. Idem.
39. Congrès de 1960, résolution No. 69.
40. Mémoire annuel au Provincial, 1962.
41. Projet d'un régime contributoire de pensions universelles pour la Province de Québec, 1963.
42. Congrès de 1964, résolution Nos. 33 et 34.
43. Mémoire à la Commission d'enquête sur les problèmes Constitutionnels, 1954.
44. Mémoire annuel au provincial, 1956.
45. Mémoire au Comité des Communes sur l'assurance-maladie, 1943.

46. Congrès de 1944, résolution No. 66.
47. Congrès de 1944, résolution No. 83.
48. Mémoire à la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1954.
49. Mémoire sur l'assurance-maladie présenté par la FTQ, l'UCC et la CSN au comité conjoint sur l'assurance-maladie, 19 avril 1966.
50. Information, Communiqué de presse publié par la FTQ, 7 septembre 1967.
51. Congrès de 1946, résolution No. 121.
52. Congrès de 1952, résolution No. 40.
53. Congrès de 1944, résolutions Nos. 73-82.
54. Mémoire annuel au Provincial 1952.
55. Mémoire annuel au Provincial, 1954.
56. Congrès de 1943, résolution No. 80.
57. Mémoire annuel au Fédéral, 1943.
58. Congrès de 1948, résolution No. 84.
59. Congrès de 1964, Rapport moral du Président.

CHAPITRE VIII

Définition de l'action syndicale

CHAPITRE VIII

DEFINITION DE L'ACTION SYNDICALE

INTRODUCTION

L'exposé et l'analyse de la conception de l'action syndicale chez la CTCC-CSN pourraient donner lieu à une longue dissertation parce que ce mouvement a toujours eu tendance à rationaliser abondamment ses attitudes et ses comportements. Tel n'est point notre but. Ce chapitre vise à dégager les grandes lignes de l'idéologie de la CTCC-CSN en matière d'action syndicale et à l'illustrer par des exemples concrets dans une perspective dynamique. C'est pourquoi il est possible que notre texte, pourtant relativement long dans les cadres de notre recherche, paraisse trop court au lecteur qui désire une analyse en profondeur et très nuancée.

Nous suivrons dans ce chapitre la démarche que nous avons adoptée dans le cas de la FTQ. Nous examinerons en premier lieu la conception du syndicalisme catholique-chrétien, puis sa définition de ses rapports avec autrui; et enfin, sa position à l'égard de l'action politique syndicale. En conclusion, nous tenterons de dégager en quelques mots, la définition de l'action syndicale proposée par la CTCC-CSN

I DEFINITION DU SYNDICALISME

a) L'orientation initiale

Commentant les débuts de la CTCC, Jean Marchand déclarait:

"La CTCC, à ses débuts, était nettement nationaliste confessionnelle, pro-corporatiste et les aumôniers y jouaient un rôle prédominant. Souvent l'action catholique prenait le pas sur l'action professionnelle et proprement syndicale. L'industrialisation était tenue en suspicion et nous relevons même des résolutions, lors des premiers congrès, contre l'exode rural et pour le retour à la terre" (1)

Samuel H. Barnes porte un jugement similaire :

"La CTCC avait une perspective largement négative: anti-socialiste, anti-communiste, anti-internationale, anti-américaine, anti-anglaise, anti-protestante et anti-capital étranger dans la Province de Québec. Positivement, la CTCC supportait les courants nationalistes de la période: corporatisme, retour à la terre, autonomie provinciale" (2)

Après avoir analysé l'histoire de la CTCC nous tirions la conclusion suivante:

"A l'origine, la CTCC était beaucoup plus un mouvement nationaliste et religieux qu'un mouvement syndical. Elle était en effet la synthèse de deux courants: le nationalisme personnifié par Bourassa et le journal "Le Devoir"; l'effort clérical, représenté en particulier par l'Ecole sociale populaire, visant à une application intégrale dans la vie économique de la doctrine sociale de l'Eglise exposée dans "Singulari Quadam" et "Rerum Novarum". La CTCC avait une fonction parasyndicale plutôt que syndicale, celle de sauvegarder l'intégrité culturelle symbolisée par les deux valeurs de race canadienne-française et de religion catholique intégrées dans l'isolationnisme du mythe nationaliste-religieux. Le clergé et la vocation agricole avaient traditionnellement joué le rôle de protecteurs de ces deux valeurs unifiées. L'industrialisation entraînait une dislocation de l'organisation rurale en faisant disparaître les moyens traditionnels

de protection culturelle. Pour celle-ci, le matérialisme et le neutralisme des organisations syndicales s'avéraient tout aussi "dysfonctionnels" que l'industrialisation. C'est pourquoi, dans cette perspective, la CTCC, à l'origine, était préoccupée par la lutte contre le syndicalisme neutre, aussi bien national qu'international, mais plus fortement contre ce dernier à cause de son caractère étranger, et peu soucieuse de la promotion des intérêts économiques ou matériels de ses membres par les méthodes syndicales de la pression collective et de la grève. Elle préférait et préconisait la collaboration et la coopération entre employeurs et employés et la solution des divergences par la réglementation externe, l'arbitrage. Elle voulait fonctionner dans le respect de l'ordre et de l'autorité. C'est pourquoi aussi, l'influence d'éricale était prédominante, non seulement par la présence des aumôniers qui dans certains cas, jouaient le rôle de négociateurs, mais aussi par le recours aux directives de la hiérarchie ecclésiastique. Les conseils centraux étaient organisés sur la base des diocèses." (3)

Ces caractères sont illustrés par les extraits suivants

de l'article I de la constitution de 1921:

"La Confédération des travailleurs catholiques du Canada est une organisation ouvrière inter-professionnelle, réunissant les divers groupements ouvriers du Canada qui ont la double caractéristique d'être nationaux et catholiques...

La CTCC réprouve en principe et en pratique la théorie de ceux qui prétendent que le capital, les capitalistes et les employeurs sont des ennemis-nés du travail, des travailleurs et des salariés. Elle prétend au contraire, qu'employeurs et employés doivent vivre en s'accordant, en s'aidant et en s'aimant...

La raison et l'expérience prouvent, en effet, que rien n'est plus propre à établir et à maintenir la paix industrielle, en conséquence, le bon ordre social, que les comités conjoints de conciliation et d'arbitrage établis d'un commun accord, entre les associations patronales et les associations ouvrières.

L'unité de principes directeurs et de doctrines fondamentales, voilà donc la première et indispensable condition de l'accord entre patrons et ouvriers. Mais qui fera

cette unité? Qui proclamera la doctrine définissant les droits et les devoirs réciproques des patrons et des ouvriers? Quelle puissance surtout les imposera à l'un et à l'autre ?

La CTCC professe, pour sa part, que cette fonction appartient en propre à l'Eglise catholique qui a reçu de Dieu même la mission d'enseigner toutes les nations comme de celle de délier la conscience de tous les hommes.

La CTCC est une organisation essentiellement canadienne. Une des raisons de son existence, c'est que la plupart des ouvriers canadiens sont opposés à la domination du travail syndiqué canadien par le travail syndiqué américain. La CTCC croit que c'est un non-sens, une faute économique, une abdication nationale et un danger politique que d'avoir au Canada des syndicats relevant d'un centre étranger qui n'a ni nos lois, ni nos coutumes, ni notre mentalité, ni les mêmes problèmes que nous. Elle croit que le travail syndiqué canadien doit être autonome, régler seul ses propres affaires et ne pas se noyer dans une masse syndicale où ses initiatives sont impuissantes, sa volonté inefficace et sa vie propre impossible ...

La CTCC est une organisation franchement et ouvertement catholique. Elle ne s'affilie que des associations catholiques, elle adhère à toutes la doctrine de l'Eglise et elle s'engage à suivre toujours et en tout la direction du Pape et des évêques canadiens.

La CTCC est catholique parce que l'Eglise veut que les ouvriers catholiques, s'ils s'associent, se fassent des organisations catholiques..."

Au début des années 40 la CTCC se définissait encore largement de cette façon. Mais avec la guerre, l'évolution du milieu québécois, sa pénétration dans la grande industrie et surtout, une nouvelle direction formée de militants plus imprégnés de la mystique syndicale que de la mystique nationaliste:

"Le mouvement devait évoluer vers des positions moins commandées par des considérations étrangères au syndicalisme, de telle sorte qu'au moment de la grève

de l'amiante, les syndicats catholiques avaient passablement perdu de leur allure et de leurs tactiques clérico-nationalistes" (4)

Une brève revue des principales composantes de la pensée de la CTCC permet de mesurer cette évolution. Ces composantes sont: la fonction professionnelle, la fonction para-professionnelle, le corporatisme, le nationalisme et la confessionnalité.

b) Les composantes de la définition entre 1940-1960.

1 - Les objectifs professionnels

Au début des années 40 la CTCC s'efforce de défendre les intérêts matériels des travailleurs tout en veillant à l'épanouissement de leurs valeurs spirituelles. On met une certaine emphase sur l'éducation humaniste des membres dans le but de les amener à pratiquer entre eux et leur patron, la charité chrétienne. En contrepartie, l'agressivité revendicatrice est faible. On adopte plutôt une attitude de bonne entente et conservatrice toute imprégnée du respect de la légalité. Jusqu'à l'affrontement d'Asbestos, cette orientation semble encore très présente en dépit de la naissance d'une véritable conscience syndicale.

Cet état d'esprit disparaît avec la grève de l'amiante et fait place à un élan combatif qui s'accentuera jusqu'en 1960. La CTCC défend alors avec agressivité et autorité les intérêts économique-professionnels de ses membres. Aux questions de salaires, vacances, conditions de travail..., elle ajoute très tôt des préoccupations du sujet du chômage et de l'automatisation.

Une nouvelle conception idéologique apparaît: la permanence de la revendication. La CTCC considère que les travailleurs ont un droit strict au partage des bénéfices dûs à l'accroissement de la productivité. Comme celle-ci progresse de façon constante la CSN se croit justifiée d'avoir une attitude de revendication permanente. Cette attitude est rationalisée par la dignité de l'homme au travail plutôt que par des motifs spirituels.

2- Objectifs para-professionnels.

La CTCC veut assumer une responsabilité en matière d'éducation sociale, à la fois pour ses membres, les travailleurs et la population en général. Cette attitude est illustrée par des résolutions adoptées à divers congrès. Ainsi, en 1943 on propose de faire l'éducation économique des membres et de l'ensemble des travailleurs par des campagnes visant à les informer sur les Caisses populaires et les coopératives de consommation (5). Considérant que la CTCC doit être un propagandiste des réformes sociales qui conservent les travailleurs on propose, en 1954, une action conjointe des syndicats ouvriers et agricoles dans le but de promouvoir les intérêts des travailleurs et leur intégration dans la nation (6). En 1950, on se propose de renseigner le grand public sur les principes du syndicalisme et sur l'ordre social que le mouvement syndical veut contribuer à établir dans la société(7). On désire, d'autre part, éduquer les travailleurs à l'épargne, à la modération dans les achats et à l'utilisation de la formule coopérative, de façon à faire baisser le coût de la vie (8).

La fonction d'éducation sociale se double d'une fonction de promotion de la formule coopérative.

Dans la CTCC, l'éducation des membres, l'amélioration de leur bien-être économique et la lutte contre le capitalisme pur constituent la rationalisation de la nécessité de la coopération. Celle-ci possède en effet une grande vertu éducatrice puisqu'elle permet de développer un esprit de travail, d'initiative et de solidarité. De plus, elle aboutit à une amélioration du sort du peuple d'une façon rapide: elle est une arme efficace de lutte contre la cherté de la vie puisqu'en mettant en contact direct le producteur et le consommateur elle permet d'enrayer le coût exagéré de la fonction de distribution et de ce fait elle fait baisser les prix et accroître le rendement des salaires. Enfin, le mouvement coopératif est considéré comme une arme de lutte contre le capitalisme: il est une solution de rechange qui permettra de "mater la dictature économique". On cherche surtout à tempérer, le capitalisme en lui enlevant son rôle dirigeant dans l'économie et en constituant une entrave aux empires monopolistiques: la coopération doit tempérer les dangers du capitalisme tout en corrigeant ses conséquences néfastes. Elle permet de minimiser la hausse des prix que les industriels ne peuvent enrayer seuls et par la suite de faire bénéficier les travailleurs d'avantages réels découlant d'augmentations de salaires.

Si on favorise tellement le mouvement coopératif c'est parce qu'il présente une certaine parenté avec le syndicalisme. En effet, le syndicalisme améliore les salaires et la coopération le pouvoir d'achat; le syndicalisme protège l'ouvrier producteur, la coopération l'ouvrier consommateur; l'un subordonne le profit au travail, l'autre

le profit au service. La CSN appuie donc la formule coopérative parce qu'elle va dans le sens de la libération économique du travailleur.

3- Le corporatisme.

Pendant les deux premières décades de son existence, la CTCC s'est montrée le défenseur du statu quo et le protecteur des valeurs d'une société traditionnelle. Ceci l'a amené à développer une attitude réactionnaire en matière d'action syndicale. Avec la guerre, le Québec accède inexorablement au rang d'une économie industrielle. Inspirée par sa pensée traditionnelle, la CTCC estime qu'il est de son devoir d'analyser une situation socio-économique, de la dénoncer s'il le faut et de travailler à sa restructuration. Elle le fait, en se fondant sur la primauté des valeurs religieuses et spirituelles en ayant comme but de servir les exigences du bien commun par la diffusion des vérités sociales, des idées de justice, d'ordre, d'équité et de collaboration.

La CTCC adhère donc à l'idéologie corporatiste. Celle-ci marque profondément sa pensée pendant les années 40 et n'est pas étrangère à l'évolution historique qui devait conduire à la grève de l'amiante. Elle s'estompe et disparaît au cours des années 50 alors que la CTCC prend conscience de l'efficacité de la revendication syndicale et des bénéfices éventuels d'un interventionisme étatique plus poussé. En réalisant que le mouvement syndical est une puissance progressiste au sein de la société, la CTCC revendique un statut social pour la classe ouvrière et s'éloigne des idées d'association, de collaboration et d'égalité pour

s'orienter vers les idées de participation et de leadership.

Le corporatisme représentait pour la CTCC une vision globale de la société dont elle a eu tendance à surévaluer la structure sociale. Le système corporatif constituait à la fois un rejet du communisme et une critique du capitalisme libéral. Il paraissait capable d'une part d'atténuer la gravité des crises économiques en permettant une certaine planification de la production et une répartition plus égalitaire des biens, et d'autre part de réorganiser la société par l'institution d'un corps moral et par l'action harmonisée de ses groupements naturels (ceci à l'encontre des rapports unitaires entre les individus et l'Etat, prévus par les mouvements matérialistes). De plus, le système corporatif permettait de situer logiquement et équitablement la classe ouvrière vis-à-vis le capital et la société toute entière. Selon le système social proposé par l'idéologie corporatiste, le travail devait entretenir des rapports d'égalité et de collaboration qui se traduiraient en une association axée sur la copropriété et la cogestion des entreprises ainsi que la participation aux bénéfices. Les travailleurs et les employeurs étant sur un pied d'égalité, l'Etat n'aurait qu'une fonction de coordination à assumer.

4- Le nationalisme.

Tout comme au moment de la fondation, l'aspect nationaliste demeure pendant la période 1940-60, une composante importante de l'idéologie de la CTCC. Il connaît cependant une double évolution de

caractère parallèle, l'une quantitative où la fréquence de l'argumentation nationaliste diminue avec les années au profit de considérations plus économiques; l'autre qualitative où le nationalisme canadien-français supplante progressivement le nationalisme pan-canadien.

Pendant les années 40 la CTCC se veut pan-canadienne par l'esprit et par l'action, conformément à sa constitution qui lui confère une juridiction territoriale à la grandeur du Canada. Pour l'illustrer, il suffit de rappeler qu'elle présente des mémoires au gouvernement fédéral et même à la législative ontarienne.

En même temps, la CTCC fait preuve d'un nationalisme social, sous-produit de valeurs chrétiennes, qui constitue une force isolationniste et négative. Isolationniste parce que la CTCC défend une réalité nationale intimement liée à la religion catholique: de ce fait, elle se replie sur elle-même et rejette tout contact avec l'étranger de peur de subir l'influence néfaste de l'athéisme, du communisme ou d'une autre idéologie. Négative parce que le nationalisme apparaît non comme un moyen de progrès collectif, mais comme un moyen de résistance et de défense contre l'influence étrangère.

Après 1950, le nationalisme devient moins affectif et est centré sur les besoins concrets des travailleurs. Il se manifeste désormais sur les plans économique et politique.

Comme nous l'avons vu au chapitre portant sur le système économique, le problème de l'exploitation de nos ressources naturelles donne naissance à un certain anti-américanisme et à un nationalisme

économique visant à décoloniser l'économie canadienne.

Sur le plan politique on passe d'un nationalisme canadien à un nationalisme canadien-français. Après avoir souhaité la proclamation de l'indépendance totale du Canada comme république autonome, après avoir approuvé le drapeau canadien, l'hymne national "O Canada" et après s'être réjoui de la nomination d'un canadien comme gouverneur général, on s'éveille à la situation particulière du Québec et de sa majorité francophone. Ainsi, lors d'une conférence fédérale-provinciale la CTCC déclare que l'enjeu au Québec est plus considérable que celui des autres provinces à cause des particularismes religieux, ethniques et linguistiques.

5- La confessionnalité (9).

Au début des années 40 la CTCC, fidèle à ses origines est encore franchement et ouvertement catholique par son nom, par son adhésion doctrinale, par le rôle attribué aux aumôniers et par la limitation de son recrutement aux travailleurs catholiques.

Depuis 1930, certains éléments oeuvrant dans des milieux cosmopolites, s'interrogeaient sur les limitations imposées au développement de la CTCC par ce caractère confessionnel. Sous leur influence, on franchit en 1943, une première étape significative vers la déconfessionnalisation. Les travailleurs non-catholiques sont alors acceptés comme membres associés, mais n'ont toutefois pas le droit d'accéder à des postes d'officiers. Une résolution du congrès de Granby prévoit

que les corps affiliés pourront, s'ils le ~~désirent~~, enlever de leur nom le dénominatif catholique. A ce même congrès, l'aumônier perd aussi son pouvoir de veto.

Au tournant de 1950 la CTCC était devenue dans les faits, comme l'écrit l'abbé Gérard Dion.

"purement et simplement un groupement économico-social d'inspiration catholique...Un groupement temporel puisant officiellement son inspiration doctrinale non seulement dans la morale chrétienne, mais dans l'enseignement sociale de l'Eglise catholique." (10)

Mais, c'est en 1956 que s'amorce vraiment le processus de déconfessionnalisation, à la suite d'une résolution proposée par la Fédération de la Métallurgie. Celle-ci avance que le caractère confessionnel de la CTCC handicape son rayonnement, son action et son efficacité étant donné l'évolution économique sur les plans national et international. Elle propose que le nom de la CTCC soit changé de façon à n'exprimer aucune distinction confessionnelle, tout en conservant cependant la même adhésion doctrinale qui a favorisé l'épanouissement humain des travailleurs. (11)

Le problème fut référé à l'exécutif pour étude. En 1959, ce dernier propose d'enlever le mot catholique dans le nom du mouvement, d'amender la constitution et la déclaration de principes de façon à éliminer toute référence directe à la doctrine sociale de l'Eglise, et de garder l'aumônier comme aviseur moral. Favorable en principe à cette

proposition le Congrès décide de procéder au préalable à une consultation auprès de la hiérarchie ecclésiastique. La réponse s'étant avérée positive la déconfessionnalisation, présente déjà depuis quelque temps dans les faits et surtout dans les esprits d'un grand nombre de membres et de dirigeants, s'effectue dans les textes en 1960.

C- Les années 60.

En 1960, le mouvement syndical chrétien sanctionne l'évolution qu'il a connue au cours des quinze années antérieures, en adoptant un nouveau nom, une nouvelle constitution et une nouvelle déclaration de principes. La CSN connaît dans les années qui suivent une expansion extraordinaire: elle triple ses effectifs en cinq ans, pénètre dans des secteurs nouveaux (fonctionnaires, ingénieurs) et devient en même temps la principale centrale syndicale au Québec.

La CSN se définit de la façon suivante dans sa constitution.

"Article 2 - La Confédération est une organisation syndicale de travailleurs nationale, démocratique et libre. Elle adhère aux principes chrétiens dont elle s'inspire dans son action.

Article 3 - La Confédération a pour but de promouvoir les intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux des travailleurs canadiens, sans discrimination à cause de la race, de la nationalité, du sexe, de la langue et de la religion. Dans sa sphère propre, et en collaboration avec les autres institutions,

elle vise à établir en faveur des travailleurs des conditions économiques et sociales telles qu'ils puissent vivre d'une façon humaine. Elle veut contribuer à l'établissement de relations ordonnées entre employeurs et employés. Parmi ses objectifs immédiats, elle place la recherche du plein exercice du droit d'association. Elle préconise aussi les conventions collectives, les mesures de sécurité sociale et une saine législation du travail; elle s'applique à donner à ses membres, une formation professionnelle, économique, sociale, intellectuelle et morale".

Analysant la CSN de 1962 nous portions un jugement global qui nous paraît encore valable.

"La CSN est une centrale syndicale chrétienne, non-confessionnelle, non-révolutionnaire, non-réformiste et indépendante des partis politiques. Par opposition à la C.T.C.C. de 1921, la C.S.N. s'avère très consciente de la réalité ouvrière ainsi que de la nécessité et de l'efficacité de l'action proprement syndicale. Ses conceptions et ses attitudes vis-à-vis les objectifs strictement professionnels et les façons de les promouvoir sont semblables à celles du syndicalisme nord-américain. Elle est intégrée dans son milieu et en reconnaît le caractère pluraliste. Mais, sa façon de procéder sur le plan des politiques et des méthodes s'appuie sur une idéologie qui la supporte et la justifie, ce qui la distingue des autres centrales syndicales.

La C.S.N. a une perspective globale et non pas microscopique de la société. Partant de la finalité et de la dignité de la personne humaine, elle considère que la société existe pour le bien de l'ensemble de ses membres; que les institutions économiques et politiques ont leur raison d'être dans le bien commun; qu'elles doivent agir en concordance avec ce dernier et servir à le promouvoir; que le système démocratique est le plus approprié à cette fin. Mais, la démocratie réelle implique la démocratie économique aussi bien que la démocratie politique. C'est pourquoi la propriété privée

doit avoir un caractère social en plus de son caractère individuel. C'est pourquoi le travailleur doit être intégré dans la société comme citoyen à part entière.

Pour cette promotion la C.S.N. reconnaît l'utilité et l'efficacité des institutions autres que syndicales. Elle est prête à collaborer avec celles-ci. Pour sa part, elle veut agir à tous les niveaux, par l'action strictement syndicale, la représentation et l'éducation. Elle se propose donc de défendre et de promouvoir au nom des travailleurs, le droit au travail; le droit d'association; le droit à une juste répartition des richesses; le droit au respect de la personne dans sa vie physique et morale; le droit à la vérité, à l'instruction et à la culture; le droit à la sécurité juridique; le droit de s'exprimer librement; le droit de participer à la vie économique, sociale et politique de la nation.

Tout en évoluant, le syndicalisme catholique est demeuré fidèle à ses origines mais s'est adapté à la société québécoise pour mieux s'y intégrer. Il continue de s'appuyer sur la doctrine sociale de l'Eglise. Il s'inspire d'un nationalisme non-sentimental, non-isolationniste, mais plus réaliste et plus dynamique. Bien que son engagement idéologique lui confère un caractère plus idéaliste que celui des autres organisations syndicales, il s'avère aussi préoccupé et éclairé, aussi militant et dynamique que ces dernières sur le plan de l'action syndicale et de la solidarité ouvrière. Il est, en cette matière, bien équipé en fait de cadres et d'organismes." (12)

Au cours des dernières années la CSN a démontré une agressivité et un militantisme en matière de revendication professionnelle qui l'ont entraînée dans plusieurs grèves d'envergure et impopulaires. Elle n'en a pas moins continué à refuser avec le même dynamisme, la pauvreté et l'exploitation économique et sociale des travailleurs sous toutes leurs formes. Sur le plan professionnel la CSN s'est libérée de l'atavisme de ses origines et ne cède en rien à ses concurrents.

La CSN ne limite pas son action à la promotion des intérêts professionnels des travailleurs. Elle conçoit son rôle en fonction d'une conception globale de la société, considère que le syndicalisme a une mission sociale et que les conventions collectives ne suffisent pas pour régler tous les problèmes des travailleurs. Son président déclare :

"Nous devons nous orienter vers une action plus positive qui nous conduira à assumer des responsabilités dans des domaines qui jusqu'à présent nous étaient demeurés étrangers... Le syndicalisme doit avoir une vue globale de l'activité sociale, économique et politique et offrir des réponses cohérentes aux multiples questions qui se posent" (Rapport moral), (13)

II- Définition des rapports avec les membres.

Les idées qui animent la définition de la place des membres au sein de la centrale syndicale sont celles de démocratie, autonomie locale, éducation, service et solidarité.

La CTCC a été fondée en 1921 comme une émanation de la volonté de syndicats locaux qui lui ont délégué certains pouvoirs. Il en est résulté un mouvement syndical décentralisé et largement axé sur l'autonomie locale. La CTCC-CSN a assimilé cet état de fait à une exigence de la démocratie syndicale dont elle a toujours fait état avec fierté et qu'elle s'est efforcée de respecter scrupuleusement. Elle a souvent avancé comme preuve à l'appui de son caractère démocratique, la liberté

dont disposent les membres pour rompre leur affiliation syndicale, le pouvoir qu'ils possèdent de définir le contenu de leur contrat collectif et de recourir à différents moyens de pression, (ce qui a parfois entraîné la Confédération dans des conflits qu'elle aurait préféré éviter) et enfin le contrôle des membres sur l'orientation des politiques du mouvement par l'entremise du congrès confédéral, lequel prévient une influence possiblement induite de la part des permanents syndicaux.

En deuxième lieu, la CTCC-CSN a toujours attaché une grande importance à la qualité des services fournis aux organisations membres. C'est la principale raison de la centralisation des conseillers techniques au niveau de la confédération. Cette centralisation assure une utilisation plus rationnelle et plus efficace de ce personnel et n'empêche pas le recrutement de conseillers techniques par les fédérations lorsque les besoins se font sentir. Le souci de l'efficacité en matière de service a de plus entraîné, d'une part, une politique de recrutement de gradués d'université aux postes de permanents et d'autre part une activité intense de formation des permanents et des dirigeants. Il fut un temps où cette formation avait une perspective apostolique, mais la prise de conscience syndicale lui conféra une orientation professionnelle. Ajoutons que le mouvement a fait état à plusieurs reprises de la mauvaise qualité des services offerts par les unions rivales pour justifier certains maraudages.

En troisième lieu, la CTCC-CSN a toujours désiré que ses membres soient militants, éclairés et actifs, y voyant un

prérequis pour assurer leur participation à la vie du syndicat. Elle a donc apporté une grande attention à la formation syndicale. On a utilisé diverses formules: cours formels, cercles d'étude, journées d'étude, congrès, conférences, collège ouvrier, journal. Soulignons que le contenu de cette formation a évolué avec le temps. Avant 1950, on accorde une priorité à la formation morale et religieuse des travailleurs; au cours des années 50, l'accent est mis sur la compétence technique: lois ouvrières, notions d'économie et techniques de relations ouvrières.

Partie d'une définition restrictive et étroite de la qualification au titre de membre, pendant sa période de stricte catholicité, la CTCC-CSN s'est ouverte graduellement et est devenue avant-gardiste sur le plan de l'organisation. La première étape est franchie en 1943 lorsque l'on accepte d'admettre des membres non-catholiques; la seconde étape significative se produit en 1956 lorsque l'on crée un fonds spécial pour l'organisation et que l'on forme une équipe d'organiseurs. Enfin, la CTCC-CSN a démontré son dynamisme à l'occasion des combats d'avant-garde qu'elle mène pour les nouveaux syndiqués, tels que les réalisateurs de Radio-Canada, les ingénieurs de l'Hydro Québec et les fonctionnaires provinciaux.

Ces attitudes démontrent que la CTCC-CSN veut tirer sa raison d'être de ses membres, qu'elle se veut entièrement à leur service. A cause de cette orientation, elle ne se préoccupe pas du problème de la sécurité syndicale autant que le syndicalisme nord-américain. En adoptant la formule de l'union industrielle elle a rejeté au départ la

balcanisation des juridictions exclusives. Elle considère/^{la} concurrence intersyndicale comme une garantie de la sensibilisation constante des organisations aux problèmes de leurs membres et de la qualité des services qu'elles doivent fournir. Ce mouvement aurait pu adhérer facilement au principe du pluralisme syndical. Il accepte cependant le système des clauses de sécurité syndicale et le monopole de représentation syndicale parce qu'il se rend compte que c'est le seul modèle qui peut fonctionner efficacement en Amérique du Nord.

III- Définition des rapports avec le patronat.

La définition des rapports avec le patronat est passée entre 1940-66, d'une approche bon-ententiste à un dialogue égalitaire, connaissant une phase de revendication conflictuelle.

Jusqu'en 1948, la CTCC, influencée par l'idéologie corporatiste, entretient une conception "bon ententiste" des rapports avec le patronat (14). On insiste sur l'esprit de collaboration, la bonne volonté de part et d'autre, la probité, le sens de justice et d'équité. On estime qu'employeurs et employés ne sont pas des ennemis, mais que leur nature et leur idéal commun les rendent solidaires. On cherche à introduire dans les négociations, un atmosphère de cordialité, de franchise et de politesse. On croit à une collaboration pacifique et permanente dans un esprit de fraternité chrétienne. La morale et la doctrine sociale chrétienne, sont donc à la base de ces principes de fraternité chrétienne de justice et de charité qui laissent si peu de place à une véritable

contestation ouvrière du patronat. Elle déclare en 1946:

"La CTCC croit en la véritable démocratie industrielle, vivifiée à la base par des organismes professionnels patronaux et ouvriers: ces organismes seront élevés au dessus des querelles politiques et voués à une collaboration pacifique et permanente dans un esprit de fraternité chrétienne." (15)

Une telle attitude apparaît comme le fruit d'un syndicalisme faible qui ne peut s'imposer et qui doit pour survivre s'appuyer sur la bonne volonté de son protagoniste. Après la grève à la John's Manville, cet esprit de coexistence conforme à la charité chrétienne disparaît. Aux relations paternalistes succède une approche de force. Cette définition conflictuelle des rapports donne lieu à de sévères critiques du patronat. On lui reproche sa dictature dans l'entreprise, son mépris des représentants syndicaux et son exploitation des travailleurs... Cette redéfinition des rapports coïncide avec une prise de conscience syndicale à l'effet que l'amélioration des conditions de travail constitue une fin en soi en non plus un moyen de réaliser le salut spirituel des travailleurs. La grève dans l'amiante permet de réaliser les oppositions d'intérêt entre le monde patronal et le monde syndical et la nécessité du militantisme syndical.

A partir de 1954, l'idée de coopération est réintroduite dans la définition des rapports entre employeurs et syndicats. Contrairement aux années 40 cependant, la recherche de la coopération sur les sujets d'un commun intérêt tient compte des divergences d'intérêt.

La collaboration apparaît d'abord nécessaire au niveau communautaire afin de faire face aux grands problèmes du développement économique et social. Cette préoccupation de la CTCC-CSN va de pair avec la contestation du capitalisme libéral traditionnel et la crainte du dirigisme de l'Etat dont on reconnaît pourtant que la présence est de plus en plus nécessaire. C'est pourquoi la CSN reproche-t-elle au monde patronal son absence de structure syndicale qui empêche le dialogue constructif au niveau de la communauté.

Au niveau de l'entreprise la CTCC-CSN cherche à dépasser la conception strictement revendicative et demanderesse du rôle syndical. Elle estime que le travailleur n'est pas un simple rouage économique mais un être intelligent doté d'un libre arbitre, qu'il faut intégrer à l'entreprise. En conséquence la conception et les structures autoritaires de l'entreprise doivent être transformées pour que celle-ci devienne une communauté de personnes. C'est pourquoi la participation effective des travailleurs aux décisions d'ordre économique qui les concernent directement s'avère absolument essentielle (16). On retrouve alors sous un appareil verbal et sous une forme adaptée aux circonstances actuelles, l'ancien objectif de la cogestion des années 40, dépouillé toutefois de sa saveur corporatiste.

La CSN entrevoit des possibilités de dialogue et de coopération avec le patronat d'abord en matière de changements techniques, d'automatisation, et de changements dans les structures des entreprises, puis sur les problèmes de main-d'oeuvre, tels que l'emploi, la sécurité au travail, le chômage etc. Elle conçoit ce dialogue comme une relation

entre des partenaires égaux et conjointement intéressés à rechercher des solutions valables.

IV- Définition des rapports intersyndicaux.

La CTCC-CSN a une longue tradition de relations difficiles voire même antagonistes avec les mouvements syndicaux concurrents

a) Anti-unions internationales.

Nous avons décrit précédemment, que la CTCC est apparue comme une organisation en rupture de base avec le mouvement syndical nord-américain, neutre, matérialiste et étranger. L'article 1 de sa constitution est explicite:

"La CTCC croit que c'est un non-sens, une faute économique, une abdication nationale et un danger politique que d'avoir au Canada des syndicats relevant d'un centre étranger, qui n'a ni nos lois, ni nos coutumes, ni notre mentalité, ni les mêmes problèmes que nous."

Les griefs de la CTCC à l'endroit de ces unions sont nombreux: propagande mensongère, faste des dirigeants, inefficacité dans la défense des intérêts ouvriers, intimidation et malhonnêteté à l'endroit des travailleurs, intérêt excessif aux contributions syndicales, grèves illégales. Mais ce qu'on leur reproche avant tout, c'est leur caractère international, i. e. américain. On le fait soit au nom d'un sain nationalisme, soit pour des motifs politiques, soit pour préserver la liberté syndicale et l'autonomie au sein des structures syndicales, soit

au nom d'une protection efficace des travailleurs jugeant que les décisions qui sont prises, le sont par des chefs américains ignorant les problèmes spécifiques du Canada.

Jusqu'aux années 50, la CTCC reproche violemment aux Internationales leur neutralité religieuse fortement teintée à ses yeux de communisme. On estime que leur caractère non confessionnel est un grave danger parce qu'il leur permet de "distiller habilement leur poison athéiste contre la religion". On ne se gêne pas pour affirmer catégoriquement que le CIO a une philosophie communiste et que nombreux sont ses membres marxistes.

La CSN demeure encore anti unions internationales. Mais les motifs d'autrefois, matérialisme, neutralisme etc., sont disparus, bien que des souvenirs amers d'anciennes luttes fratricides demeurent. L'opposition provient plutôt du fait que l'on assimile l'existence des unions internationales au colonialisme économique et industriel américain.

b) L'unité syndicale.

La CTCC s'est montrée favorable au principe de l'unité des forces syndicales, mais pas au prix de sa désintégration organique et de son assimilation au mouvement nord américain. C'est pourquoi affirme-t-elle en 1956, qu'il ne saurait s'agir d'une fusion avec le CTC mais bien d'une affiliation parce qu'il importe de laisser aux travailleurs la possibilité de choisir librement leur syndicat. En 1964 la CSN

se prononce de nouveau en faveur du principe de l'unité dans la diversité en se déclarant favorable à l'unité d'action, mais opposée à l'unité organique. La CSN estime que l'unité n'est possible que si elle respecte les particularismes individuels et collectifs; or l'unité organique détruit précisément ces valeurs qui font l'originalité des individus et des groupes. (17)

On valorise donc fortement l'unité d'action: autour de problèmes précis, on n'hésite pas et même on incite à faire front commun, à présenter des mémoires conjoints. On déclare à ce sujet:

"Devant des objectifs communs à atteindre, les centrales ont le devoir de faire front commun et d'oublier leurs querelles ou leurs différences idéologiques". (18)

D'autre part la CSN, suggère la création d'un code d'éthique syndicale afin de favoriser l'unité d'action et de réduire les maraudages inutiles.

c) Les syndicats de boutique.

La CTCC-CSN n'a pas manifesté son opposition aux syndicats dominés par les employeurs aussi fortement que la FTQ. Il n'en reste pas moins qu'elle nourrit à leur égard une hostilité profonde. Elle considère que ces unions constituent la négation même du droit d'association, et qu'elles sont soumises au chantage et à la volonté des employeurs. Elle a donc réclamé à plusieurs reprises que la législation ouvrière soit amendée de façon à supprimer les possibilités juridiques d'existence de telles unions (19).

V- L'action politique.

a) Définition.

Les comportements et les attitudes de la CTCC-CSN au niveau du système politique reposent sur les postulats suivants. L'action politique syndicale se situe dans l'ordre des moyens et ne doit pas devenir une fin, sinon le syndicat s'éloigne de sa véritable raison d'être qui est la défense de la cause ouvrière. Elle devient nécessaire cependant lorsque les gouvernants sont anti-syndicaux et lorsque le droit du travail ou son application constituent une source d'injustice pour les travailleurs. C'est pourquoi ce mouvement s'est efforcé de toujours demeurer apolitique en recourant aux méthodes non-partisanes plutôt qu'aux méthodes partisanses mais en n'hésitant pas à faire preuve de dynamisme lorsque les circonstances l'exigeaient.

La Constitution de 1921 définit l'orientation politique de la CTCC. Elle interdit à la Confédération et à ses corps constitués, tout engagement politique de caractère partisan aussi bien au niveau municipal qu'aux niveaux provincial et fédéral. Cette prise de position initiale a été nuancée par la suite, notamment en 1958 et 1962, comme nous le verrons plus loin, afin de conférer au mouvement une plus grande liberté d'action. Elle est cependant demeurée la pierre angulaire des attitudes et des comportements politiques de la CTCC-CSN.

Dans la poursuite de ses objectifs sur le plan politique, la CTCC-CSN utilise l'action bureaucratique, éducative ou de

pression, en se donnant avec le temps des structures qui favorisent une action directe et efficace mais sans compromission partisane.

C'est par souci d'efficacité et par respect de la finalité syndicale que la CTCC-CSN a toujours refusé de se politiser au sens partisan. Elle considère essentiel de préserver l'indépendance du mouvement syndical et d'éviter l'établissement d'un lien organique avec un parti politique, afin que la mission syndicale ne soit jamais interrompue par les allées des partis politiques.

"L'expérience enseigne que les syndicats, pour ne pas perdre de vue le but pour lequel ils ont été fondés, doivent rester parfaitement libres, même à l'égard d'un parti politique qu'ils auraient contribué à porter au pouvoir." (20)

Cette orientation de base n'a cependant pas empêché le mouvement de s'engager plus directement à l'occasion, et même d'exprimer ouvertement des sympathies politiques, comme l'illustre certains faits qui suivent. En 1957, la CTCC constate que le programme du PSD répond à des vœux exprimés à plusieurs reprises par les organisations syndicales; en 1961, la CSN se réjouit de la formation du NPD, parti qui cherche ses racines dans les couches laborieuses de la population.

Elle n'a pas hésité d'autre part à manifester son opposition à tout parti dont les politiques lui paraissaient aller à l'encontre des intérêts du syndicalisme. En 1944, la CTCC dénonce le parti CCF parce que ce dernier a comme but avoué d'instaurer le socialisme; en 1962, le président de la CSN attaque vivement le Crédit social

parce qu'il constitue une menace pour le syndicalisme. Enfin, il était reconnu à la fin des années 50, que la CTCC constituait la principale force d'opposition non-politique au régime Duplessis.

b) Evolution (21).

Jusqu'aux abords des années 50, la position de 1921 demeure inchangée. La CTCC refuse toute forme d'affiliation à un parti politique tout en respectant la liberté individuelle de ses membres et des officiers et en se définissant comme un corps intermédiaire qui doit exercer une surveillance constante sur les actes du gouvernement.

1- Méthode bureaucratique.

L'action politique par la participation au sein d'organismes gouvernementaux n'est pratiquée qu'à partir de 1952. Elle est axée sur les trois niveaux du pouvoir: administratif, exécutif et législatif. On exige sur le plan administratif, d'être représenté dans les commissions à mission sociale. La réforme des Commissions de Relations Ouvrières du Salaire Minimum et des accidents de Travail est demandée sur une base représentative et suivant les recommandations des organismes intéressés. Une telle participation est rationalisée sur la base de la protection contre le totalitarisme, de la démocratie et de l'impartialité.

Au niveau législatif on veut établir à l'assemblée législative un Comité de relations industrielles chargé de faire

l'examen préliminaire de la législation et d'entendre les représentations patronales et ouvrières.

Au niveau exécutif, on propose la formation d'un Conseil économique formé de représentants des associations de travailleurs et d'employeurs qui seraient appelés à orienter et à coordonner l'activité économique de la province.

Ce que la CSN veut en définitive, c'est être représentée partout où les intérêts des travailleurs sont directement et même indirectement en jeu.

C'est par l'entremise de l'action éducative et de l'action d'influence (de pression) que la CTCC-CSN s'est au cours des 20 dernières années engagée plus directement et de façon plus dynamique dans le domaine politique.

2- Méthode éducative.

C'est en 1949 que la CTCC s'engage dans l'action politique éducative. Un comité d'action civique est alors formé dans le but de faire l'éducation civique des travailleurs, de voir à ce que les réformes économiques et sociales préconisées par la CTCC soient traduites dans les législations et d'orienter l'opinion publique (22). L'année suivante ce comité devient le comité d'orientation politique. En 1952 cette action éducative est intensifiée comme l'indique un amendement à la constitution.

- Article 30: La CTCC aura un comité d'orientation politique formé par le bureau confédéral et qui aura pour fonctions:
- A) Faire connaître au public le programme législatif de la CTCC,
 - B) Etudier les attitudes des hommes public touchant ce programme législatif et les problèmes ouvriers et syndicaux dans le but d'informer les syndiqués et les travailleurs en général.
 - C) Etablir des relations suivies avec les législateurs.
 - D) Faire l'éducation politique des syndiqués et des travailleurs en général.
 - E) Faire connaître les bonnes et les mauvaises applications de la législation. Un fonds spécial auquel seul les corps affiliés et leurs membres pourront souscrire, sera créé pour permettre au comité de remplir efficacement son rôle.

Article 30A: Il est interdit à cette confédération comme à chacun de ses groupements de s'affilier à aucun parti politique et à la C.T.C.C. comme telle d'appuyer aucun parti politique (23).

En 1954 les fonctions de ce comité sont redéfinies de la façon suivante:

C) Le comité est d'avis qu'il faille intensifier:

- 1- L'éducation politique en se servant d'exemples concrets et adaptés au milieu en cause.
- 2- L'intervention de la C.T.C.C. et de ses corps affiliés auprès des pouvoirs publics pour faire connaître les aspirations légitimes des travailleurs et obtenir une législation appropriée et conforme au bien.
- 3- La publicité afin d'éclairer l'opinion publique sur les raisons qui poussent la C.T.C.C. à s'intéresser à la politique et sur les modalités de cette

action.

D) Cette action politique exclut:

- 1- La création d'un parti politique ouvrier.
- 2- L'affiliation de la C.T.C.C. à un parti politique.

E) Cette éducation et cette action politique exigent une certaine préparation et un certain programme et nécessitent par conséquent:

- 1- La nomination d'un permanent libéré exclusivement pour l'éducation politique.
- 2- La rencontre sur le plan local, des membres de tous les groupements intéressés à entreprendre une action politique, orientée vers l'élection, là où il sera opportun d'appuyer des candidats soucieux du bien commun.
- 3- L'élaboration des points de vue généraux du mouvement en vue de les inclure dans les programmes politiques locaux.
- 4- Qu'avant de se lancer dans l'action politique, il faudra bien voir à ce que cette action:
 - a) soit possible, opportune, jugée efficace, et que l'éducation préalable ait été faite suffisamment pour que la nécessité d'une action politique réponde à un désir manifeste d'un groupe important de citoyens.
 - b) ne nuise pas aux moyens essentiels tels que: organisation, négociation et éducation.
 - c) ne soit pas contraire à la politique générale du mouvement. (24)

En 1958, on décide d'instituer une Commission d'éducation politique ayant pour mission de guider le Service d'éducation de la CTCC et ses Comités, régionaux quant aux techniques des programmes d'éducation politique du mouvement. Un réalignement majeur de la CSN dans le domaine de l'action

politique se produit en 1962: on s'engage à créer des comités d'action politique à tous les niveaux, ce qui permet aux dirigeants d'endosser ou de dénoncer un parti lors des élections.

L'action politique éducative de la CTCC-CSN adopte trois formes.

On cherche, en premier lieu, à éclairer le libre choix du travailleur lors d'une élection, tout en restant indépendant vis-à-vis des partis. Dans le journal "Le Travail", on publie en parallèle, des annonces publicitaires ou des programmes des partis en présence et les revendications des syndicats. Ainsi, on estime que l'électeur demeure libre d'utiliser son vote comme il veut, mais son choix ne sera pas arbitraire ou fait au hasard: il reposera sur une comparaison réelle des objectifs de son syndicat et des programmes des partis.

En second lieu, on cherche à influencer le vote du travailleur principalement par la méthode de la condamnation publique des hommes politiques dont le comportement et les idées seraient anti-syndicales.

En troisième lieu on cherche à atteindre l'ensemble de la population et non plus seulement les travailleurs. Il s'agit alors de vendre ses idées et de se gagner la sympathie de l'opinion publique. La CSN estime qu'il est de son devoir de faire connaître au grand public et aux candidats des partis, les grandes lignes de ses revendications législatives, sociales et économiques et ce afin de faire connaître aux partis les besoins de la classe ouvrière et aussi de sensibiliser l'o-

pinion publique aux problèmes des travailleurs. A partir de 1960, cette attitude devient permanente, on cherche à sensibiliser et à renseigner la population sur toutes les grandes questions et les grands problèmes de l'heure et non plus seulement en période d'élections.

3- Méthode d'influence.

La CTCC-CSN utilise ce mode d'action politique d'une façon constante de 1946 à 1966. Cette action épouse plusieurs formes:

1- Les prises de position officielle où on explique le point de vue syndical sur des questions touchant les ouvriers, où on souligne les imperfections des systèmes et où on expose des solutions.

2- Les démarches auprès des autorités faites par un chef syndical afin de discuter d'un problème grave (grève), notamment avec le ministre du Travail.

3- Les mémoires, et documents écrits traitant à fond une question précise dans lesquels sont exposées les revendications syndicales.

4- Les manifestations publiques organisées autour de grandes questions mettant en jeu l'avenir du mouvement et réunissant des syndicats affiliés, (marche sur Québec, lors des bills 19 et 20, congrès spécial autour du bill 54)

Jusqu'en 1960, cette pression vise deux objectifs. D'une part, comme le but premier du syndicat est le bien-être économique et social des travailleurs on cherche, par la pression à accélérer la

passation de législations susceptibles d'améliorer le sort des travailleurs. D'autre part, on cherche à obtenir le droit de cité pour le syndicat dans une société où les réticences à l'endroit du syndicalisme sont encore vivantes.

Mais avec les années '60 le syndicalisme s'est bien implanté et il n'est plus nécessaire de lutter pour sa reconnaissance. La CSN situé désormais son action au niveau de la société et non plus au seul niveau des travailleurs. Elle se veut un groupe de pression important, un interlocuteur de poids et de prestige et un élément progressiste de la société: c'est par le biais de ses pressions politiques qu'elle entend jouer ce rôle.

Tout en continuant de rejeter l'action politique partisane, la CSN en est aujourd'hui arrivée à la limite ultime de l'action politique non partisane. En effet, l'article 30 (d) des Règlements et Constitution de la CSN adopté lors du Congrès de 1962, accorde au Bureau Confédéral le maximum de latitude que, peut comporter l'action non partisane: le président général ou en son absence, le Secrétaire général peut faire des déclarations politiques publiques au nom de la CSN après avoir consulté le Comité Central d'action politique pourvu que ces déclarations s'insèrent dans le cadre des décisions prises par le Bureau Confédéral. La nouvelle constitution autorise donc les membres, les dirigeants, les conseils centraux à poser les gestes jugés à propos dans le domaine politique; le Comité central d'action politique devient l'instrument qui sert à étendre son action politique non partisane; le Président Général et le Secrétaire peuvent prendre

position et faire des déclarations politiques au nom de la CSN en tout temps et non seulement "pour répondre à des attaques dirigées contre la CTCC"; le Bureau Confédéral peut non seulement rester neutre ou dénoncer un parti, mais il peut marquer sa préférence.

La CSN a donc trouvé une formule lui permettant de faire entendre sa voix dans le domaine politique sans avoir à subir l'ingérence d'un parti politique dans ses décisions tout en laissant les membres, les dirigeants, les officiers, les corps affiliés et le Bureau Confédéral, entièrement libres de leur option politique.

ARTICLE 30:

La C.T.C.C. est une centrale syndicale indépendante de tous les partis politiques et il lui est interdit de s'affilier à aucun d'eux. Toutefois, la C.T.C.C.:

- a) doit, en temps opportun, soumettre aux divers gouvernements, soit seule soit conjointement avec d'autres centrales syndicales, les revendications de nature à promouvoir les intérêts professionnels, économiques et sociaux des travailleurs;
- b) peut, par l'intermédiaire du Bureau Confédéral, former un comité d'éducation politique, en vue d'examiner et apprécier les attitudes des gouvernements, des partis politiques et des hommes publics; ce comité fait rapport au Bureau Confédéral lequel prend les décisions qu'il juge à propos; ce comité, enfin, a mandat de coopérer avec le Service d'Education de la C.T.C.C. pour faire connaître la nature et la portée des revendications de la CTCC;
- c) peut établir un fonds spécial pour permettre au comité d'éducation politique de remplir efficacement son rôle, mais ce

fonds sera alimenté exclusivement par des souscriptions volontaires recueillies auprès de la CTCC et de ses organisations affiliées;

- d) autorise le Président général, et, en son absence le Secrétaire général, à faire les déclarations publiques d'ordre politique au nom de la CTCC; mais telles déclarations d'ordre politique leur sont interdites à l'occasion des campagnes électorales, sauf pour répondre à des attaques dirigées contre la CTCC elle-même ou contre eux;
- e) exige, de la part du Président général et du Secrétaire général, qu'ils démissionnent de leurs postes s'ils désirent faire de la politique active, sans leur nier, pour autant, le droit d'occuper toute autre fonction qui pourrait leur être confiée à l'intérieur du mouvement;
- f) peut, sur invitation officielle, en dehors des périodes électorales, désigner des représentants auprès de l'un ou l'autre des partis politiques en vue de participer à l'élaboration de son programme d'action, mais les attitudes de tels représentants ne lient pas la CTCC;
- g) n'intervient pas dans les attitudes que les organisations affiliées jugeraient à propos de prendre du point de vue politique, sauf si elles venaient à l'encontre des intérêts généraux du mouvement;
- h) reconnaît à tout syndiqué la plénitude de ses droits de citoyens (25).

Conclusion

La CTCC-CSN attribue une double finalité à l'institution syndicale.

Sur le plan professionnel, elle s'apparente globalement au modèle d'affaire. A partir d'une approche bonne-ententiste, elle accède graduellement à la conception de la revendication permanente de caractère économique-professionnel. Pendant les années 50, la CTCC est devenue consciente que dans le contexte nord-américain l'allégeance et la loyauté des travailleurs s'obtiennent davantage par le nombre et la qualité des services offerts que par l'entremise de l'idéologie qui l'anime. Compte tenu des circonstances qui entourent l'origine de la CTCC et des conditions du milieu et de l'époque où elle a oeuvré, la CTCC-CSN s'est comportée sur le plan professionnel de la même façon que le syndicalisme de consommation nord-américain. Dans une situation concurrentielle il saurait difficilement en être autrement. En effet, comme aucune organisation n'a intérêt à se laisser distancer par sa rivale, les initiatives de l'une sont généralement imitées par l'autre dans un laps de temps plus ou moins court, de sorte qu'avec le temps les politiques et les méthodes se ressemblent presque inévitablement.

On retrouve d'autre part chez la CTCC-CSN une volonté constante de dépasser la fonction strictement professionnelle pour remplir une fonction humaniste et sociale qui lui confère un caractère réformiste. De là provient sa seconde finalité et son originalité dans le contexte nord-américain.

Préoccupée fondamentalement par la dignité de l'homme et sa déshumanisation dans le processus de développement économique, la CTCC-CSN cherche à recréer une certaine identité entre le

travail et le mode de vie, analogue à ce qui existe dans une économie agraire. A cette fin elle cherche à s'appuyer sur une idéologie qui accorde à l'homme une primauté sur l'économique. Son orientation catholique dès sa naissance, illustre clairement cette finalité. Le nationalisme confessionnel débouche sur le corporatisme comme sur son prolongement. Ni l'une ni l'autre idéologie n'apporte cependant le résultat espéré. Au contraire leur caractère réactionnaire conduit à des combats d'arrière-garde. Mais face au capitalisme libéral la CTCC-CSN ne voit pas de solution valable dans les idéologies de rechange que constituent le socialisme, le communisme et le fascisme. C'est ce qui l'a amenée historiquement à redéfinir ses aspirations initiales et à s'orienter vers une forme néo-corporatiste tant sur le plan communautaire qu'au niveau de l'entreprise. D'une part on accepte et on cherche à la fois, une intensification du rôle socio-économique de l'Etat, mais à l'intérieur de structures politico-juridiques où les corps intermédiaires peuvent jouer le rôle de pouvoir compensateur. D'autre part, on vise à reconférer à l'homme le contrôle de sa condition dans le milieu de travail par l'entremise d'une idéologie de participation. Ainsi espère-t-on voir disparaître l'antinomie créée par le développement économique, entre le travail et le mode de vie.

REFERENCES

- 1- Jean Marchand "La CSN a quarante ans", Relations Industrielles, Vol. 16, No. 4, octobre, 1961, p. 471.
- 2- Samuel H. Barnes, "The Evolution of Christian Trade Unionism in Québec", I.L.R.R., Vol. 13, 1958, 59, p. 571.
- 3- Louis-Marie Tremblay, "La théorie de Selig Perlman et le Syndicalisme canadien." Thèse de Doctorat, Non publiée, Université Laval, 1964, pp. 404-05.
- 4- Pierre-Elliott Trudeau, "La grève de l'Amiante", Montréal, Edition Cité Libre, 1956, p. 82.
- 5- Congrès de 1943, Résolution No 94.
- 6- Congrès de 1954, Résolution No 9.
- 7- Congrès de 1950, Résolution No 131.
- 8- Congrès de 1948, Résolution No 203.
- 9- L'évolution confessionnelle a été bien décrite par Roger Chartier. Voir "Chronologie de l'évolution confessionnelle de la CTCC (CSN)", Relations Industrielles, Vol. 16, No 1, janv. 1961, pp. 102-112.
- 10- Gérard Dion, dans Ad Usum Sacerdotum, Québec mars-mai, 1955, pp. 122.
- 11- Soulignons qu'au cours des années précédentes les pourparlers de fusion des forces syndicales avaient mis en question le caractère confessionnel car ce dernier, à cause de son aspect discriminatoire, constituait un obstacle qui devait être surmonté avant que la fusion puisse se matérialiser.
- 12- Louis-Marie Tremblay op. cit., p. 411-13.
- 13- Congrès de 1964, Rapport moral du Président.
- 14- "Merci aux employeurs qui collaborent loyalement avec nos syndicats et qui croient en notre idéal". Congrès de 1944, Rapport moral du Président.
- 15- Mémoire au gouvernement fédéral. Programme de la CTCC pour l'après-guerre, 1946.

- 16- Cette idée présente dans le rapport moral du président en 1961 sera longuement reprise au Congrès de 1966.
- 17- Congrès de 1964, Rapport moral du Président.
- 18- Ibidem.
- 19- Voir notamment, Congrès de 1943, Résolution No. 1 et Congrès de 1948, Résolution No. 2.
- 20- Congrès de 1954, Rapport moral du Président.
- 21- Voir Guy Lortie, "Evolution de l'action politique de la CSN", Relations Industrielles Vol. 22, no. 4, 1967, pp. 332-54
- 22- Rapport de Congrès de 1949, p. 95.
- 23- Procès-verbal, Congrès de la CTCC, Shawinigan 1952, "Comité du Rapport du Président," p. 168.
- 24- Procès-verbal, Congrès de la CTCC, Montréal 1954.
- 25- Relations Industrielles, Octobre 1959, Vol. XIV, No. 4. "La CTCC, l'action politique et la confessionnalité", pages 604-605.

CHAPITRE IX

Définition du système des Relations Industrielles

CHAPITRE IX

DEFINITION DU SYSTEME DE RELATIONS INDUSTRIELLES

INTRODUCTION:

En Amérique du Nord le système de relations industrielles comporte un réseau d'interrelations où les parties intéressées par la production et la distribution des biens économiques peuvent se rencontrer pour discuter leurs problèmes, trouver des solutions, définir leurs droits et leurs devoirs respectifs et établir des règlements qui régissent leurs comportements respectifs. Ce réseau de relations repose sur une infrastructure de caractère juridique qui détermine les règles du jeu et confère à chaque participant un statut et un pouvoir. Ce système d'interrelations se concrétise finalement dans la convention collective.

La CTGC-CSN accepte cette conception globale du système de relations industrielles. Elle se distingue du mouvement concurrent par sa façon de rationaliser le système plutôt que par une conception différente des composantes de ce système.

Considérant d'une part cet état de fait et d'autre part qu'il n'y a pas lieu de revenir sur la définition du syndicalisme et des rapports avec le patronat qui ont toutes deux une influence directe sur la définition du système de relations industrielles, ce chapitre sera très court. Nous traiterons donc brièvement de trois structures du système de

relations industrielles: le droit d'association, les mécanismes de solution des conflits, et le rôle de l'Etat.

I - LE DROIT D'ASSOCIATION

La CTCC-CSN a toujours défendu les droits individuels et collectifs même lorsqu'elle courait le risque de s'attirer l'ire et l'opposition des puissances politiques ou économiques. Il est donc logique qu'elle considère le droit d'association syndicale comme un droit fondamental, chèrement acquis par les salariés et qui ne saurait être contesté ou limité indument. Elle estime que les éléments constitutifs de ce droit sont le droit à la reconnaissance syndicale, le droit à la négociation et à la convention collective, le droit à la grève et le droit d'affiliation à une centrale syndicale de son choix. Elle s'en est historiquement préoccupée d'une double façon.

La première préoccupation de caractère théorique, est présente de façon prédominante jusqu'en 1950. On défend alors le droit d'existence des syndicats et on cherche à promouvoir la liberté d'association en invoquant le droit naturel, la sauvegarde de la démocratie et de la paix sociale. On fait valoir que le droit

d'association suppose implicitement le droit d'adhérer ou non à un syndicat, le droit de choisir son syndicat, et le droit de rompre son affiliation. S'appuyant sur l'Encyclique Rerum Novarum, on affirme que: "le droit à l'existence des corporations ouvrières leur a été octroyé par la nature elle-même et que la société civile a été instituée pour protéger le droit naturel et non pour l'anéantir". On tente de justifier le concept du droit d'association en se référant à une certaine conception globale de la société, conception formulée selon les principes de la loi naturelle et de la doctrine sociale de l'Eglise.

Les clauses de sécurité syndicale ne sont toutefois pas considérées comme limitant ce droit d'association. Au contraire, elles apparaissent essentielles parce qu'elles assurent au syndicat le pouvoir de remplir efficacement son rôle et d'assumer toutes ses responsabilités, ce qui constitue la meilleure garantie du droit d'association. Ainsi la CTCC-CSN, s'est efforcée de justifier toutes les clauses de sécurité syndicale, y compris l'atelier fermé, en s'appuyant sur la doctrine sociale de l'Eglise.

Après 1950, on s'occupe principalement de certains aspects concrets du droit d'association afin d'en étendre efficacement le champ d'application. Ainsi réclame-t-on un amendement à la législation visant à faire réintégrer les travailleurs congédiés pour activités syndicales, car jusqu'à l'amendement à la Loi des Relations Ouvrières de 1960, les milieux anti-syndicaux avaient adopté la tactique de congédier les dirigeants locaux afin d'empêcher la formation d'un syndicat naissant. A Plusieurs reprises, on demande une législation qui prévienne définitivement la domination des unions par les employeurs. En 1960, on demande que la Loi des Relations Ouvrières soit amendée de façon à protéger efficacement la validité du certificat de reconnaissance syndicale lorsqu'une entreprise change de propriétaire ou de raison sociale (1). L'extension de la reconnaissance syndicale aux fonctionnaires est une autre importante préoccupation au début des années 60.

La grève d'autre part, apparaît comme un moyen nécessaire à l'exercice efficace du droit d'association. La CTCC-CSN la considère comme un droit fondamental reconnu par la doctrine sociale de l'Eglise dont les travailleurs n'usent qu'"in extremis". Il est donc du devoir de la Centrale d'accorder son appui moral et financier à ses membres en grève (2) et d'en défendre le libre exercice. En 1962, la CSN

proteste contre un amendement à la législation ouvrière qui prévoit l'abolition du droit de grève pendant la durée d'une convention collective, affirmant qu'une telle limitation devrait être l'objet de la volonté des parties (3). De même, en 1966, protestant auprès du gouvernement fédéral, la CSN exige l'exercice de ce droit pour les employés de l'Etat, considérant qu'il n'existe aucune raison pour que ces employés aient un statut particulier en tant que syndiqués. Au contraire, la CSN est d'avis que le champ de la convention collective des employés de l'Etat, doit pouvoir être le même que dans la Loi sur les Relations industrielles (4).

En conclusion la CTCC-CSN supporte difficilement toute limitation au droit d'association. Elle considère qu'on ne peut y porter atteinte sans s'attaquer en même temps à l'un des fondements de notre société démocratique. Il est intéressant de noter qu'avant 1960, la CTCC s'appuie beaucoup sur la doctrine sociale de l'Eglise pour défendre la liberté d'association alors qu'après 1960 la CSN fait appel à la liberté, à la dignité humaine et à la démocratie.

II - LA RESOLUTION DES CONFLITS: L'ARBITRAGE

Au début des années 40, la CTCC fait preuve d'une volonté de coopérer au maintien de la paix sociale. En 1943, elle s'oppose aux grèves en tant de guerre, à la condition toutefois que l'Etat crée des mécanismes assurant la protection des syndicats et la disparition des injustices sociales (5). Elle accepte alors l'arbitrage obligatoire comme étape inhérente au processus de négociation collective: on admet donc que la grève ne puisse être légale avant que le différend ait été soumis à un tribunal d'arbitrage composé de trois membres ou à une commission de conciliation (6). Le même désir de coopérer est exprimé en 1944 au gouvernement provincial. Dans le but de promouvoir la paix sociale la CTCC suggère que le Conseil Supérieur du Travail prépare un Code du travail qui établirait les standards de base de toute législation sociale, prévoirait un statut légal pour les syndicats et les syndiqués et instituerait des tribunaux du travail (7).

L'après-guerre est suivi d'un changement d'attitude remettant en cause l'arbitrage obligatoire. On le rejette comme moyen de règlement des différends à l'occasion de la conclusion d'une convention collective, mais on désire le conserver comme procédure finale de règlement des griefs qui surgissent au cours de la durée du contrat collectif (8). On reproche aux tribunaux de conciliation et d'arbitrage la lenteur et l'arbitraire dans les prises de décision. De nouveau on propose la création d'un tribunal du travail qui serait un tribunal d'appel des décisions des différents organismes administratifs chargés de parer à l'application des lois ouvrières (9).

A la suite de conflits violents où elle a été impliquée, (grèves à la John's Mainville et à la Casson Knitting Mills) la CTCC propose un nouveau régime de règlement des conflits: que l'injonction soit interdite lorsque la grève est légale; que pendant la durée d'une grève légale, l'entreprise concernée ferme ses portes, cesse sa production et ses activités connexes, ne puisse embaucher de nouveaux employés pour remplacer les salariés en grève; qu'en contrepartie, tout piquetage soit interdit; que le gouvernement puisse, s'il le faut, saisir l'entreprise et assumer de plein droit les responsabilités de la direction en vue de conclure une entente avec le syndicat (10).

La CTCC formule ces propositions dans le but de maintenir l'ordre en abolissant les sources de frictions pendant les conflits ouvriers et de faire de la grève une véritable épreuve de force économique. Elle est convaincue que le système de l'époque conduit inévitablement à l'illégalité et au désordre. La même attitude de fond prévaut encore chez la CSN, quant aux ^{deux} premières propositions. Les circonstances ayant changées, la proposition concernant le rôle de l'Etat n'a plus la même importance.

Considérant la misère qui avait accompagné les grands conflits ouvriers, l'intervention de l'Etat pouvait apparaître absolument nécessaire en 1950 parce que:

"il est inconcevable qu'un employé soit condamné à mourir de faim si son employeur refuse de négocier" (11).

Depuis 1960, la CSN met en cause le mécanisme traditionnel de solution des conflits. Remarquant que les parties attendent

d'avoir acquis le droit à la grève ou d'avoir atteint le stage de l'arbitrage, avant de commencer à négocier d'une façon vraiment efficace, elle estime que la Loi devrait être amendée de façon à ce que les parties soient laissées davantage à elles-mêmes et qu'elles développent des attitudes plus responsables. La CSN est d'avis que la convention collective est, et doit demeurer la loi des parties, et qu'un tiers ne peut se substituer à leurs volontés, qu'occasionnellement. Elle propose donc, que le droit de grève soit ramené à la date d'expiration du contrat collectif et que l'arbitrage soit remplacé par un système de conciliation que les parties utiliseraient sur une base volontaire et qui pourrait, avec l'assentiment de celles-ci, rendre une sentence exécutoire (12)

L'évolution qui se dégage depuis 1940 vise à faire disparaître les mesures obligatoires soit de temporisation ("cooling up period") soit de solution des différends et à donner aux parties intéressées la responsabilité de prévenir et de mettre un terme à leurs conflits d'intérêt en leur conférant le caractère d'une véritable confrontation d'ordre économique. Cependant, le caractère juridique des conflits de droit et des problèmes touchant les agences administratives gouvernementales amène la CSN à préférer une formule structurée et à portée jurisprudentielle.

III - LE ROLE DE L'ETAT

L'Etat peut être présent dans le système de relations industrielles, à trois titres différents: comme tierce partie, comme législateur et comme employeur. La définition de cette présence par la CTCC-CSN est analogue à celle attribuée à l'Etat dans le système économique et dans

le système social. Avant 1960 l'attitude à l'égard de l'interventionisme étatique est fondée sur la crainte de l'étatisme et du totalitarisme. C'est pourquoi veut-on le confiner à un rôle strictement supplétif. Avec 1960 la CSN préfère une participation à part entière de l'Etat employeur plutôt qu'une présence fantôme. La ~~vieille~~ crainte de l'étatisme n'est cependant pas disparue. On veut bien ajouter un rôle supplétif, une fonction de coordination et d'initiation, mais on se garde de lui abandonner une fonction de direction.

C'est le rôle de l'Etat tierce partie qui est le plus développé par la CTCC-CSN. La préoccupation à l'égard de l'Etat employeur est récente. D'autre part, la fonction législative de l'Etat n'a jamais été mise en doute par la CTCC-CSN. Les divergences, les oppositions et les réclamations sont apparues sur le plan des politiques. Elles ont donné lieu à des attitudes ou des comportements sur des questions précises dont il a été fait mention ailleurs au cours de ce travail.

L'Etat tierce-partie a été l'objet de critiques abondantes de la part de la CTCC-CSN. La Commission des relations du travail (CRO-CRT) a été la cible favorite. On se plaint dès 1944 de la lenteur inouïe des procédures et on demande des changements afin que les ouvriers n'aient plus à souffrir de retards injustifiés (13). On demande en 1948 de réformer la CRO sur une base représentative et de rendre publique toutes les décisions. La CTCC estime qu'une telle réorganisation s'impose à la suite, de décisions arbitraires et contradictoires rendues, de la procédure contestable qui a été établie, de la facilité avec laquelle la CRO se prête aux pressions et de son favoritisme à l'égard des syndicats dominés par l'employeur (14).

En 1960, la CRO est encore l'objet des critiques de la CSN. Estimant que la Commission s'assimile à un tribunal de justice d'une très grande importance à cause des conséquences de ses décisions pour le droit au travail des salariés et leurs familles, la CSN exige en 1960 que la CRO soit réformée dans le plus bref délai possible. Selon cette dernière, une telle réforme est souhaitable dans l'intérêt du bien commun, de la justice et de la paix sociale (15). D'autre part, afin de conserver aux décisions tout leur caractère d'impartialité, la CSN considère que les membres de la Commission ne doivent pas devenir des fonctionnaires: ils sauvegarderont ainsi leur indépendance et pourront rester en contact plus étroit avec le milieu qu'ils représentent. Enfin la nomination des membres fait aussi l'objet de critique. La CSN voudrait que "la nomination des membres soit soustraite à l'ingérence politique et confiée aux organisations ouvrières de la Province" (16).

En matière de conflit industriel, on demande à l'Etat de rester neutre et d'aider à la solution des problèmes. Tout comme la CRO-CRT le service de conciliation du Ministère du travail est constamment l'objet des critiques de la CTCC-CSN. On a entretenu à son égard deux griefs principaux: sa politisation qui réduit la liberté et l'indépendance des conciliateurs, et son inefficacité. Pour des raisons, la conciliation est devenue au cours des dernières années une étape à franchir avant d'avoir droit à la grève, étape que la CSN veut voir disparaître.

Enfin, la CSN entretient l'idée que l'Etat-employeur doit être un employeur comme les autres et qu'en conséquence les employés

du secteur public doivent être traités sur un pied d'égalité avec les employés du secteur privé. Cette position est illustrée par les faits suivants. En 1961 la CSN déclare que l'Etat comme employeur n'a absolument aucune raison pour refuser à ses employés le même traitement, à tous points de vue, que celui qu'elle oblige l'entreprise privée à accorder à ses employés. Conséquemment, elle reproche aux gouvernements de refuser à leurs employés le droit à la négociation collective, et dénonce vigoureusement la pratique d'accorder des salaires inférieurs aux fonctionnaires pour la simple raison qu'ils servent la communauté (17). La résolution no. 94 du Congrès de cette même année vise à faire bénéficier les fonctionnaires des augmentations recommandées par la Commission du Service Civil Fédéral.

En 1965, on s'élève contre la disposition du Bill 55 qui donne à la Commission de la Fonction Publique de tels pouvoirs qu'elle est à la fois juge et partie des problèmes de ses employés. On considère qu'il est inacceptable que les employés du Gouvernement ne puissent en appeler à un organisme extérieur, par voie d'arbitrage, des décisions de la Commission, tel qu'il existe dans toute convention collective (18).

CONCLUSION

La définition du système de relations industrielles par la CTCC-CSN repose sur quelques idées principales. La liberté d'association est un droit fondamental qui ne doit souffrir aucune limitation. Le coeur du système de relations industrielles est le réseau d'échange entre les participants directement intéressés, lequel pourvoit au dialogue et permet une confrontation ou une épreuve de force lorsque c'est nécessaire.

Personne, y compris l'Etat, ne doit se substituer à la volonté de ces participants, à moins que ces derniers n'aient volontairement décidé d'aliéner leurs droits ou leurs pouvoirs. L'Etat a une fonction supplétive spécialement en matière d'organisation des structures des relations entre les parties et en matière d'assistance dans le règlement des conflits. Lorsqu'il est employeur, il doit cependant accepter de se soumettre aux mêmes règles du jeu que les autres participants.

REFERENCES

1. Congrès de 1960, résolution no. 27.
2. Congrès de 1952, rapport moral du Président.
3. Mémoire annuel au Provincial, 1962.
4. Mémoire annuel au Fédéral, 1966.
5. Mémoire annuel au Fédéral, 1943.
6. Mémoire au Conseil National du Travail en temps de guerre, 1943.
7. Mémoire annuel au Provincial, 1944.
8. Mémoire au sujet de la loi sur les Relations de Travail et les Enquêtes dans les différends du travail, 1947.
9. Congrès de 1946, rapport moral du Président.
10. Congrès de 1950, résolution no. 11.
11. Congrès de 1950, discours du Président.
12. Mémoire annuel au Provincial, 1960.
13. Congrès de 1944, résolution no. 53.
14. Mémoire annuel au Provincial, 1948.
15. Congrès de 1960, résolution à la page 300.
16. Congrès de 1956, résolution no. 2.
17. Mémoire annuel au Provincial, 1962.
18. Mémoire au Provincial sur le Bill 55, 1965.

CONCLUSION FINALE

Nous voulons en guise de conclusion à ce travail, faire quelques considérations générales plutôt que procéder à une analyse comparative des résultats de notre recherche. Les différences et les similitudes dans les idéologies de la FPTQ-FTQ et de la CTCC-CSN apparaissent à la lecture des différents chapitres sans qu'il soit nécessaire de les énumérer de façon comparative.

Notre première remarque porte sur la valeur intrinsèque du modèle de l'idéologie unitaire aux fins de notre analyse. La structure de notre travail était constituée de quatre définitions: système économique, système social, action syndicale et système de relations industrielles. Nous avons pu constater dans notre recherche que ces quatre définitions s'intégraient les unes aux autres à partir d'une idée centrale commune, soit: la défense et la promotion de la cellule familiale comme unité de consommation. C'est en relation avec cette conception que chaque mouvement s'est défini et qu'il a développé une vision constante du milieu économique, du milieu social et de l'action syndicale. Le modèle de l'idéologie unitaire nous semble donc utile pour analyser l'évolution de la pensée syndicale et nous souhaitons qu'il soit utilisé pour poursuivre et compléter la recherche que nous avons entreprise.

Soulignons en second lieu que les idéologies des deux mouvements ont en commun trois grandes lignes de force principales: une approche de consommation au problème du développement économique; une

évolution parallèle conduisant graduellement à une définition globaliste des problèmes et de leurs solutions; une conception similaire de l'action à caractère professionnelle. De là découlent de nombreuses similitudes dans les attitudes et les comportements respectifs. En ayant pris conscience, les deux mouvements ont été amenés au cours des dernières années à agir fréquemment en cartel en matière de politique socio-économique, notamment en présentant des mémoires conjoints sur plusieurs questions importantes.

Il n'en demeure pas moins une différence fondamentale dans leur orientation idéologique. La FPTQ-FTQ s'inscrit de plein droit dans la tradition du syndicalisme d'affaire. Elle ne conteste pas fondamentalement la finalité du système, ni le système lui-même. Elle est avant tout un mouvement de revendication sur le plan du partage des bénéfices du système. C'est par cette action revendicative qu'elle est amenée à une contestation du système. Si elle débouche alors sur la planification, les nationalisations et l'action politique, c'est de façon supplétive, à cause de la faiblesse de son pouvoir de marchandage. C'est pourquoi, à notre point de vue, cette contestation demeure dans l'ordre des moyens. La CTCC-CSN demeure tout au long de notre période d'étude un mouvement de caractère réformiste dont nous en avons décrit les caractéristiques et l'évolution au chapitre VIII. Ce caractère réformiste est symbolisé, on ne peut mieux, par ce que nous avons appelé au chapitre VI, une évolution selon un axe contestation-accomodation et à contestation-réformisme. Avant 1950, la CTC est un syndicalisme idéologique dont les attitudes et les prises de position sont guidées par la doctrine catholique. Entre 1950

et 1960 elle accède à la maturité, alors que les concepts idéologiques sont graduellement actualisés en fonction des problèmes. Depuis 1960 la contestation devient plus globale.

Ajoutons comme dernière remarque que la CTCC-CSN apparaît davantage comme une force orientée vers le changement de l'idéologie de la communauté. Elle est une source de fermentation idéologique. La structure de la FPTQ-FTQ ne lui permet pas de remplir un rôle similaire. Cette dernière semble donc s'adapter constamment à l'idéologie dominante. Cette facilité d'adaptation explique probablement en grande partie pourquoi les deux mouvements présentent devant l'opinion politique des images dont les grandes lignes se ressemblent.

A N N E X E A

GRILLE D'ANALYSE

Attitudes du mouvement syndical en ce qui concerne :

A - DEFINITION DU MILIEU

I - Système économique

II - Système social

III - Législation du travail:

- a) droit d'existence des syndicats
- b) résolution des conflits
- c) moyens d'action des syndicats
- d) autres

IV - Rôle de l'Etat - politique économique

- a) politique générale
- b) état patron
- c) autres

V - Rôle de l'Etat - politiques sociales

- a) politique générale
 - 1 - main-d'oeuvre
 - 2 - automation
 - 3 - chômage
 - 4 - éducation
 - 5 - sécurité sociale
- b) état patron
 - 1 - main-d'oeuvre
 - 2 - automation
 - 3 - chômage
 - 4 - éducation
 - 5 - sécurité sociale

c) autres

VI - Rôle de l'Etat dans le système de relations industrielles

- a) tierce-partie
- b) législateur
- c) patron
- d) autres

B - DEFINITION DE SOI

VII - Rôle du syndicalisme

- a) professionnels
- b) para-professionnels
- c) non-professionnels
- d) objectifs internes

C - DEFINITION DES RAPPORTS AVEC LES AUTRES

VIII - Action politique

- a) partisane
 - 1 - parti ouvrier
 - 2 - affiliation à un parti politique
 - 3 - endossement d'un programme ou d'un parti
 - 4 - autres
- b) non-partisane
 - 1 - bureaucratique
 - 2 - éducative
 - 3 - de pression
 - 4 - autres

IX - Rapports avec patronat :

- a) approche bon-ententiste
- b) approche du syndicalisme d'affaires
- c) approche de participation
- d) autres

X - Rapports avec autres syndicats perçus en tant que :

- a) concurrents
- b) étrangers
 - 1 - au Canada
 - 2 - au Québec
- c) neutres
- d) autres

XI - Rapports avec autres

AUTRES

D - XII - Race canadienne-française (à combiner avec d'autres)

E - XIII - Religion : catholicisme (à combiner avec d'autres)

F - XIV - Internationalisme

